

Fondements culturels
Du retard de l'Afrique Noire

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

SHANDA TONME

**Fondements culturels
de l'arriération de l'Afrique Noire**

© L'Harmattan, 2009

5-7, rue de l'Ecole polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>

diffusion.harmattan@wanadoo.fr

harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-07781-2

EAN : 9782296-07781-2

DEDICACE

A

Ruben UM NYOBE

Patrice Emery LUMUMBA

Amilcar CABRAL

Eduardo MONLANE

Thomas SANKARA

Martyrs des peuples africains, porteurs d'espérances nouvelles de progrès et de développement effectifs vite étouffées par les mains criminelles de ceux qui n'ont jamais voulu et ne veulent pas d'une Afrique fière, libre, indépendante, digne, et pleinement maître de son destin.

SOMMAIRE

Introduction	9
I Le complexe éternel d'esclave et de race inférieure	13
II L'enfermement dans des traditions obscurantistes	19
III Traditions ancestrales et germes de dictature	29
IV Quand l'immoralité devient la référence	37
V L'impossible conservation du patrimoine.....	43
VI Règne du sectarisme annihilateur de progrès	51
VII La psychologie malheureuse de l'aide obligée	59
VIII Echange inégal et non-réciprocité	69
IX Sadisme et affairisme ou nationalisme ?	79
X Le destin d'une société sans capacité critique	87
XI Le prix de l'indépendance et de la liberté	95
XII Hypocrisie certainement, fraternité et solidarité non !.....	101
XIII Les leçons de Nelson Mandela et de Barack Obama.....	111
XIV Culture de soumission et institutions de plagiat	121
XV Inadaptation chronique des systèmes éducatifs	127
XVI Représentation obsolète et inconséquente	135
XVII Désertion et démission collectives	145
Conclusion.....	153

Introduction

En 2007, lors d'une mission de consultation pour le compte d'une organisation internationale au Bénin, petit pays plein d'ardeur, de vitalité, de chaleur et de traditions situé sur la côte ouest de l'Afrique, j'étais invité avec le groupe d'experts dont je faisais partie, à assister à une représentation des scènes de vaudou en fin de journée. Cette sorte de théâtre de récréation était surtout censée nous relaxer après un dur labeur et nous décompresser l'esprit. Ce à quoi nous assistâmes finalement, n'avait rien de récréatif et était au contraire une petite entreprise qui se voulait magique, torturante pour nos méninges et à la limite de l'impressionnisme. En effet, c'est une équipe bien décidée à mystifier leurs hôtes qui était en action. Il y avait sur place des acteurs, des parrains, des serviteurs, des premiers rôles, des seconds rôles, des porteurs de sacs, des collecteurs de fonds, des chargés des relations publiques qui expliquaient chaque geste, chaque acte, chaque parole, chaque objet mis à contribution.

En réalité, le tout ressemblait à une sorte de revanche sur nous, une mise en scène destinée à nous montrer qu'il y avait des choses que nous ne maîtrisions pas, qu'il y avait des gens très puissants au-dessus de notre science, loin de nos croyances et de nos certitudes logiques. Pour bien faire passer la pilule, quelques badauds triés sur le volet n'hésitaient pas à nous rassurer sur la puissance absolue du vaudou et sur les craintes que leurs influences inspirent partout dans le pays et jusqu'aux détenteurs du pouvoir d'Etat. Si nous avions un doute sur cette présentation de puissance, nos amis béninois de même rang, donc des experts d'un niveau universitaire et professionnel élevé, étaient également de service pour

nous dire combien ces choses avaient un caractère vrai, magique et transcendantal. Voici donc que, des amis sur qui nous comptions pour relativiser ces croyances mystiques, apportaient plutôt la preuve de leur entière adhésion au camp des maîtres du vaudou.

Le même soir, j'ai regardé une émission sur une chaîne de télévision européenne qui montrait des artistes opérant presque de la même façon que les maîtres du vaudou béninois, et sans que personne ne soit emporté dans le mysticisme condescendant et superpuissant. Ici, il n'était question que de manipulateurs habiles, capables de mettre en œuvre d'habiles manipulations grâce à la dextérité des gestes, à la ruse et à une certaine rapidité d'exécution. D'un côté, il y a donc l'Afrique, faisant de quelques montages intelligents une science absolue, et de l'autre l'Occident, ramenant ce genre de théâtre public à une banale mais respectable entreprise d'artistes entraînés qui en ont sans doute fait un métier. Du vaudou, j'en avais entendu parler avant cet après-midi au Bénin, mais jamais comme une si puissante machine d'embrigadement et de contrôle de la société au point de réussir à réduire même des universitaires coriaces à un suivisme d'esclaves interdits de toute critique.

Evidemment, il suffisait de bien se concentrer et de rechercher toutes les ficelles de départ pour reconstituer chaque scène présentée comme magique, transcendantale et surhumaine. Durant les trois jours de travaux qui nous restaient, je m'efforçai d'observer et d'analyser les interventions et les réactions des amis béninois qui avaient manifesté une adhésion aveugle à la puissance du vaudou. Je me rendis ainsi compte que ceux-ci développaient une propension naturelle à la suspicion, s'exprimaient peu, prenaient rarement une position claire et tranchée, et privilégiaient au contraire le secret. En effet, il me fut

facile par la suite, de reconstruire les schémas mentaux de mes amis et d'aboutir à une dialectique d'extraversion et de subordination à des forces invisibles extérieures à leurs capacités naturelles d'expression.

Cette scène m'a brutalement rappelé une autre, vécue cette fois au Cameroun, dans la ville balnéaire de Kribi. L'occasion était quasiment semblable à celle du Bénin. Pour relaxer un groupe de cadres d'une organisation internationale qui tenait un séminaire dans un hôtel de la place, les responsables du programme avaient invité une troupe de danse locale de la tribu batanga. *A priori*, il n'y avait rien d'impressionnant par rapport à tout ce qui se voit en Afrique souvent : pagnes noués autour de la tête ou de la hanche, tam-tams, bouts de bois que l'on manipule pour produire divers sons, amulettes, masques, etc.

Pourtant, à un moment de la danse, une jeune fille s'est effondrée et est entrée dans une sorte de transe morbide. On la voyait s'agiter, trembler de tous ses membres et donner l'impression de ne plus se contrôler, d'être à moitié ivre, étourdie ou installée dans un processus de coma violent. Evidemment, nous avons eu droit aux explications de ses acolytes, comme au Bénin, des gens placés là pour nous convaincre. Voici en somme le discours, livré comme une confidence rare : *« ah, comme vous la voyez, ce n'est plus elle. C'est une autre personne. Elle est déjà dans un autre monde. Elle est en communication avec des êtres invisibles, des dieux de la mer et des ténèbres. Elle peut s'en aller pour toujours les rejoindre. Nous devons faire des choses pour la ramener à nous, dans le monde des êtres vivants, de ceux que nous voyons. »* La suite fut que trois gaillards bardés d'amulettes vinrent transporter la jeune fille pour une destination inconnue. Et voilà le manège, pour entretenir quel mystère, et surtout à quelles

fins, pour quelle démonstration de puissance ou d'intelligence ?

Au fond, je repassai par la suite dans mon esprit, le film de mes voyages en Afrique et des débats notoires sur notre place dans le monde, sur notre contribution à l'avancement de l'humanité, et sur les causes de notre constante régression. L'histoire du vaudou va plus loin et comporte une véritable question d'éthique dans la projection de l'Afrique noire dans la modernité. Ce n'est pas d'une simple question de mal développement et de gouvernance que souffre cette partie du monde, le mal vient de loin et ses causes s'enracinent dans une perversion culturelle qui demeure impénétrable à des transformations radicalement innovantes.

C'est de l'évocation des contours de ces tares culturelles, de leur manifestation et de leurs implications profondes, qu'il est question dans nos efforts ici et maintenant. Comment se présente fondamentalement le problème ?

I

Le complexe éternel d'esclave et de race inférieure

Il n'est plus, à proprement parler, besoin d'inventorier les faits, les signes, les gestes et les présentations à partir desquels, il est possible aujourd'hui de conclure à un traumatisme profond de l'Africain au Sud du Sahara. L'esclavage et le colonialisme ont profondément détruit le psychique du Noir et installé dans son subconscient, un sentiment d'infériorité chronique. Quoique le Noir fasse, quoiqu'il devienne et où qu'il parvienne dans son évolution, il conserve dans ses rapports aux mondes, aux autres cultures et civilisations, une sorte de dette, d'excuse, de reconnaissance inexplicable. Tout se passe comme si, parvenu justement au sommet de la science et de la maîtrise des arts, le Noir devrait encore se justifier, se faire accepter et valider son crédit.

La vérité est devenue à tel point cruelle, que rien ne peut dans le bon sens, expliquer certaines tares ouvertes qui caractérisent le Noir compte non tenu de sa classe sociale, de ses origines familiales et de son niveau d'instruction. Il faut remonter le temps pour s'interroger sur notre propension à copier, à délaissé ce qui nous identifie, nous différencie et nous caractérise, pour aller chercher chez les autres ou pour épouser les traits et les formes des autres. Aucune démonstration de fierté, ni de puissance, ne nous évitera l'humiliation suprême que constitue le rejet de la couleur de notre peau. Les images de Michael Jackson sont suffisantes pour crucifier le Noir dans toute situation de débat entre les races et les cultures. Cet individu, tout en étant libre de faire ce qu'il veut de

son corps avec son immense fortune, projette aujourd'hui aux autres peuples de l'univers, la démonstration de quelqu'un qui au bout de sa propre réflexion, a pris la décision de changer de race. Le célèbre artiste adulé et chéri ne le serait véritablement que dans les manifestations publiques où ses productions musicales enchantent des générations entières. Il n'y a pas de doute que dans l'arrière-cour, des centaines de millions de personnes doivent se poser cette question élémentaire : avait-il besoin de changer de peau pour être un artiste célèbre ?

Au-delà de l'artiste, le phénomène de la dépigmentation chez les Noirs, traduit la condamnation de la race et sa conséquence logique qui porte l'infériorité culturelle. Il n'y a historiquement aucune raison d'avaliser cette mort de la race par le rejet de la couleur, que celle qui consiste à mettre en exergue, pour en faire une maladie inguérissable, les souffrances et les injustices nombreuses dont le Noir a été victime, et qui en ont fait un sous-être humain. Le renvoi de tout ce qui est échec, effrayant, lugubre, et morbide à la couleur noire, a fini par construire dans la psychologie collective, l'idée de la malédiction de la race. En classe de sixième, dans un collège catholique dirigé par des religieux canadiens, je fus sanctionné dès le premier cours de catéchisme et renvoyé plus tard de l'établissement, pour avoir demandé au professeur pourquoi Jésus-Christ est représenté en Blanc et le diable en Noir.

Evidemment, l'inverse ne peut pas, ne pouvait pas, et ne sera jamais possible. La sainte Bible perdrait de sa substance, de son importance et de son influence sur les chrétiens, si les apôtres et toutes les images qui l'encombrent si pieusement et si heureusement, devraient prendre la couleur noire. Le Noir, pour n'avoir pas inventé le christianisme, pour n'avoir pas inventé l'islam ni

aucune autre religion d'ampleur universelle, s'est rangé à la traîne du monde et a relégué ses propres couleurs ou sa couleur au rang de la honte, de la malédiction et de preuve de la condamnation au rôle inférieur.

Comment expliquerons-nous cet engouement des femmes noires pour la transformation de leurs corps et de leurs cheveux. Celles qui n'ont pas pu ou n'ont pas choisi de se blanchir la peau, ont fait le saut dans le jeu des faux cheveux. Le spectacle qu'offrent les femmes noires est ahurissant et trahit une envie insaisissable et cruciale pour les cheveux de la femme blanche. Elles ont toutes dorénavant des cheveux greffés, des assortiments variés de fibres d'origines variées qui leur sont posés, cousus ou tressés sur le crâne pour effacer toute trace de leurs cheveux naturels. La gêne atteint le sommet lorsque l'on rencontre dans les transports en commun en Europe, une Noire assise à côté d'une Blanche. Il arrive que la Noire ait des cheveux encore plus lisses et plus longs, au point de vous faire regretter le jour où vous avez découvert que vous êtes de la race.

En fait, ces cheveux qui tombent et bercent tranquillement les joues des femmes, s'envolent doucement à certaines occasions et luisent naïvement au soleil, représentent pour des millions de femmes noires, la porte d'entrée dans une beauté attribuée à la race blanche. Que les meilleurs africanistes qui savent tant défendre la race, entrent dans les livres d'anthropologie, convoquent les états généraux de la culture, et lèvent le peuple savant de la race, pour apporter donc une solution ou au moins pour trouver un remède, une parade, à ce qui est déjà le culte de l'imbécilité et de l'infertilité philosophiques. A partir du moment où des personnes rejettent leur identité et condamnent leurs âmes, en préférant celles des autres, il faut convenir qu'ils ont définitivement reconnu leur

infériorité et livré leurs cultures sans combat sur l'autel de la compromission. L'embêtant c'est que le phénomène ne semble déranger personne et tout se passe au contraire comme si changer la couleur de sa peau, greffer des faux cheveux, relèvent de la norme. Un fringant président d'une république francophone d'Afrique centrale se décape la peau au point d'en faire un exemple pour tous ses citoyens qui s'y adonnent comme s'ils obéissaient à des prescriptions de la charte fondamentale du pays.

La communauté afro-américaine, si prompt à conduire des luttes et à revendiquer son intégration sans préjugés raciaux ni discrimination quelconque, n'a pas cru devoir s'émouvoir devant la construction monstrueuse d'un personnage artistique célèbre en son sein. La perte de la race et la malédiction de la communauté ne sont pas mieux traduites dans cette image grotesque et dérangeante qu'ailleurs. D'ailleurs, rien ne symbolise mieux l'ironie et la contradiction qui déchirent les tentatives de sortie de ce complexe que l'image d'un James Brown, au faite de sa gloire, qui chante « *say it loud, i am black and proud* » (dites-le à haute voix, je suis Noir et fier), avec les cheveux défrisés. Il fut un temps aux Etats-Unis où tout Noir qui avait réussi épousait une femme blanche ou métisse.

Du côté des universitaires, un autre constat troublant s'impose. Les Africains estiment que la meilleure façon de valoriser leurs travaux ou de leur donner plus de lisibilité, c'est de citer abondamment des spécialistes européens et américains, bref des étrangers puisés partout sauf en Afrique. Il est encore plus courant d'aller solliciter des grands noms d'Européens pour préfacer les ouvrages. Or, bien souvent, des scientifiques autrement plus qualifiés trônent sur le continent ou même dans le pays. Si dans les années 1960 et même 1970, il était possible de trouver une

excuse dans le fait que les universitaires africains de renom n'existaient pas en grand nombre, ce n'est pas possible aujourd'hui.

Le complexe d'infériorité des Noirs d'Afrique est franchement sans limites et l'état de domination politique et économique n'en est que la conséquence et non pas la cause comme certains esprits tenteraient de proclamer. Il faut essayer de s'interroger sur les autres raisons personnelles qui pourraient expliquer la propension à admirer l'image d'autrui et les cheveux d'autrui, pour se convaincre de l'inutilité d'une quête de réparation des souffrances de l'esclavage. Si en dernier ressort, c'est la peau blanche qui plaît au Noir, les cheveux des Blancs que les Noirs adorent et la caution des Blancs que les intellectuels noirs recherchent, autant se ranger à la conclusion selon laquelle, l'esclavage et la colonisation ne furent que des découvertes heureuses pour des gens qui avaient mal à leur peau et doutaient de leur propre valeur. N'importe quel anthropologue pourrait se hasarder dans de telles déclarations sans susciter la levée de boucliers s'il met de la méthode dans sa démonstration et si son argumentation est construite à partir du vécu quotidien du Noir, des réactions développées par celui-ci dans ses rapports courants avec les Blancs.

II

L'enfermement dans des traditions obscurantistes

En Afrique noire, on admet rarement l'idée d'une mort naturelle. Chaque décès est provoqué directement ou indirectement par quelqu'un. Les ravages que cette perversion entraîne sont indescriptibles. Au Congo, les gens se livrent ouvertement à des massacres dès qu'il y a un décès. Un mort entraîne, dans au moins cinquante pour cent des cas, un autre mort voire d'autres morts. Si le phénomène ne touchait que les classes non instruites ou peu instruites, ce serait encore négligeable et contrôlable. Hélas, toutes les classes sociales sont touchées et les pouvoirs publics ont l'air de baisser les bras alors qu'ils ont la responsabilité de la sécurité des biens et des personnes. Lorsque des morts ne suivent pas d'autres morts, des familles se déchirent de façon radicale. On trouve ainsi des enfants d'une même famille qui ne se parlent plus et qui se vouent une haine tenace, sur la base des accusations de sorcellerie que les tribunaux sont prompts à enrôler et à juger. Sous la pression des coutumes et des traditions obscurantistes, les législations nationales ont intégré la sorcellerie au rang des délits, même si c'est très rarement que des preuves irréfutables sont produites dans les affaires qui s'ensuivent.

L'Africain au Sud du Sahara vit complètement tourné vers des ombres, des visions et des supputations hallucinantes qui l'enferment dans une méfiance permanente et le rejet de toute démarche logique. La veille des concours et examens est une occasion propice pour enrichir marabouts, sorciers et guérisseurs dont certains

ont pour tout remède, une habileté manipulatoire capable de détruire psychologiquement leur semblable. Des femmes se rendent chez des marabouts pour solliciter des potions magiques afin d'assurer la fidélité de leurs époux, ou pour amener un homme à quitter son épouse légitime à leur profit. Des gens bien éduqués y vont pour gagner en influence dans la société ou pour être nommés dans le Gouvernement.

En réalité, des réseaux d'escrocs bien huilés entretiennent une foire permanente de dupes qui prend toute la société en otage. Pendant mes vacances en Afrique, les seules que j'avais pu m'offrir durant mon séjour d'étudiant à l'étranger, ma grand-mère me conduisit chez un de ces faiseurs de miracle. Elle me prévint que le déplacement était d'une importance capitale pour ma survie, ma tranquillité et mon succès. L'endroit était une concession normale dans laquelle, une petite case retirée au fond de la cour servait de bureau d'accueil et de manipulation pour le maître des lieux. Dès que je pris place avec ma grand-mère à mes côtés, j'eus droit à un discours de conditionnement plutôt bon à retenir :

« Alors, fiston, c'est toi qui es au pays des Blancs ? Tu as la chance d'avoir une maman qui est avisée et qui t'aime bien. Les choses que j'ai entendues sur ton compte de diverses sources, ne laissent aucun doute sur le fait que si tu n'es pas méticuleusement protégé, nous allons te perdre. Mais comme notre Dieu ne dort jamais, il m'a indiqué quelques chemins pour te protéger. Je ne réussirai pas peut-être totalement, et dans ce cas, je vous indiquerai quelqu'un d'autre qui sera en mesure de parachever le travail.

Bon, approche-toi et ferme les yeux. Ce que je vais faire va te mettre à l'abri de toutes les agressions, de toutes

les provocations, de tous les empoisonnements. Tu seras protégé même plus que le président de France. Après tout ce que je vais faire, tu ne craindras ni couteau, ni bâton, ni mauvaise boisson. Si par hasard quelqu'un vient à mettre une potion maléfique dans ta boisson, le verre explosera dès que tu le toucheras ».

Autour du manipulateur, des cornes de bêtes, des ossements divers, des calebasses remplies de poudre de différentes couleurs, des tissus déchiquetés, des bouts de bois taillés pour représenter des formes, des bouteilles remplies de liquides bizarres. Le décor était organisé pour sortir de l'ordinaire et faire croire à une puissance extraordinaire. Le monsieur n'avait vraiment pas à se faire des soucis pour sa crédibilité, tant ma grand-mère lui vouait un culte démesuré :

« Merci, merci, merci. Tu es mon sauveur. C'est mon seul fils sur qui je compte et qui porte mes rêves, mon sommeil, mon cœur. Travaille avec toutes tes forces pour notre enfant et afin que toutes les mauvaises choses des pays de Blanc ne l'attrapent pas ».

Evidemment, la facture était hors de propos et elle fut payée cash, sans discussion. Et avant de prendre congé, l'adresse de quelqu'un d'autre situé dans une autre ville à environ cent kilomètres nous fut donnée. C'est celui qui allait terminer le travail commencé par l'officiant du jour. Il n'y a aucun doute que nous étions en présence de complices organisés pour plumer les idiots, les instables d'esprit et les ambitieux en mal de repères. Ce genre de scène est courant en Afrique noire et règle la vie de millions de personnes.

Je vécus presque la même chose après mon mariage. Mon beau-père m'amena avec mon épouse chez un individu censé nous blinder et nous protéger contre toutes

les tentations, les méchants. Je connaissais trop bien le manège et je ne m'en offusquai point. La différence cette fois, c'est que le sorcier fut pris de panique lorsqu'il constata que j'avais un regard dédaigneux par rapport à toutes ses manipulations. Il appela mon beau-père en aparté pour lui dire ceci : *« Ton beau-fils là mérite que l'on le surveille très bien. Il m'a l'air un peu compliqué. A ce que je vois, il est insensible à toutes les invocations. Je te le dis parce que tu es mon ami et je te connais depuis des années »*.

Mon beau-père me révéla la teneur de cette conversation, mais pour tout de suite ajouter que « ces gens sont très utiles, mais il leur arrive parfois d'exagérer ». Ici, on sent la gêne, l'embarras. Le beau-père est sceptique, et pourrait même être retourné contre le sorcier, mais il refuse de franchir le pas, car ce serait écrouler trop de dogmes, trop d'idées reçues.

En fait, chaque fois que quelqu'un essaye de se montrer réservé à l'égard de ces pratiques, il court des risques énormes. Il peut même être tué dans certains cas. Et lorsqu'une personne connue pour sa réserve décède ou est victime d'un malheur, les mafieux feront vite de répandre qu'il paye le prix de sa désobéissance, de son insoumission, de son ignorance des codes et des valeurs fondamentaux de la société. En fait de code et de valeurs, il s'agit de vérités biaisées et manipulées des adeptes de ces sectes d'un autre genre et d'un autre âge. Il vaut donc mieux se montrer obéissant pour ne pas se mettre en travers des clans de menteurs et de profiteurs qui construisent des châteaux sur la naïveté des autres.

Les pratiques mystiques constituent aussi l'excuse facile face aux échecs, aux déboires et aux défaillances des individus. Un employé absentéiste, improductif, nocif ou

incompétent qui finit par être licencié, n'aura aucune peine à répandre des explications selon lesquelles il est victime des pratiques maléfiques de certains collègues jaloux. Et lorsque le contexte familial s'y prête, cas de mésentente avérée par exemple, on cherchera l'auteur du malheur par là. C'est toujours la faute de quelqu'un qui a des raisons de vous détester et de rechercher votre perte.

Voici reprise dans son intégralité, une histoire parue dans le quotidien camerounais *Le Jour* du 02 avril 2009 : quatre jeunes dames étaient jugées en appel pour tentative de meurtre de leur oncle, après avoir été condamnées dans un premier temps à 10 ans d'emprisonnement ferme. Interrogées sur les mobiles de leur acte, les quatre dames toutes nièces de la victime, ont déclaré *« qu'elles en avaient assez des multiples décès survenus au sein de leur famille. L'oncle avait déjà été accusé, selon elles, d'en savoir quelque chose sur la disparition de son propre fils fidèle, mort accidentellement en 1998. Le décès des parents des condamnés était donc la goutte d'eau de trop. Rendues à Bamenda (une autre ville du pays) ont-elles expliqué, les quatre orphelines ont appris de la bouche d'un voyant qu'elles étaient les prochaines cibles de leur oncle. D'où leur décision d'en découdre avec lui. C'est ainsi que le dimanche 22 janvier 2009, Joséphine, Josiane Marthe, Louise et Catherine, toutes des natives de Loum et domiciliées à Douala, font un déplacement dans cette unité administrative qui les a vues naître. Officiellement c'était pour prendre part à une réunion des ressortissants de leur village établis à Loum. Mais, saura-t-on plus tard, les nièces avaient un tout autre plan. Elles comptaient, en effet, régler quelques comptes à l'oncle. Elles frappent à la porte arrière du domicile du sexagénaire le dimanche 22 avril 2006 aux environs de 05h30 minutes. Curieuse coïncidence, car à ce moment précis, le vieux qui avait*

noué une serviette autour de la taille, sortait de sa maison pour se rendre aux toilettes. Il devait se rendre à l'église, par la suite. Puis, l'oncle reconnaît les deux premiers visages qui l'y attendent. Il court spontanément vers la porte d'entrée principale. Précaution inutile, car deux autres femmes y sont postées. Sans attendre, elles musellent le vieil homme à l'aide de leurs mains et le traînent jusque dans le salon. D'après la victime, ses bourreaux ont ensuite injecté dans son corps, un poison chimique dont la nature n'aurait pas été déterminée par l'hôpital Saint Jean de Malte de Njombé où il a été admis. Prise à témoin par le ministère public qui poursuit les incriminées, Doret Leumi, la fille de la victime, a déclaré que deux fragments d'aiguilles, probablement des seringues cassées, ont été retrouvés dans la cour de la victime ».

Des histoires comme celle-là, les cours et tribunaux en Afrique en débattent à longueur d'année.

Le recours aux plantes naturelles pour développer une pharmacopée traditionnelle existe dans toutes les sociétés et ne constitue un mystère pour personne. En Afrique au Sud du Sahara, les anciens ont toujours su y recourir pour traiter des maux comme les morsures des serpents, la fièvre jaune, les diarrhées, ainsi que de nombreuses pathologies courantes. Mais alors, les déviations volontaires alliées à la culture de la suspicion, ont bouleversé la raison dans ce domaine et compromis la santé des populations dans certains cas. Les ravages engendrés par les pathologies liées au VIH-SIDA sont en grande partie dus au manque de confiance dans la médecine moderne et au recours excessif à des croyances mystiques dévoyées. Deux phénomènes dangereux se retrouvent ici. Les dénonciations calomnieuses résultant de la conviction que des tiers sont toujours responsables

des malheurs que l'on subit d'une part, et l'adhésion à une médecine hasardeuse du petit marabout de la famille d'autre part. Même avec le développement et le succès des antirétroviraux, les décès continuent d'être importants parce que trop de malades préfèrent, soit s'abandonner à la mort sous le fallacieux prétexte qu'ils sont victimes de la sorcellerie, soit désertier les hôpitaux pour aller se livrer à des sorciers qui clament sur tous les toits qu'ils sont en mesure de soigner et de vaincre toutes les maladies.

Un enseignant de profession a été inculpé à la prison centrale de Yaoundé en avril 2009 pour tentative d'homicide volontaire sur la personne de son épouse pour les faits suivants : l'enseignant aurait contracté le virus du SIDA en 2003 et était depuis lors sous antirétroviraux, à l'insu de son épouse qui continuait à dépérir physiquement. Pour continuer à garder le secret jusqu'à la date de son arrestation, l'enseignant a bénéficié de la complicité du médecin de la famille, en fuite après la découverte du pot aux roses, et de la désinformation du guérisseur qui, pendant six années, a fait admettre à la dame qu'elle souffrait de problème de sorcellerie. Raison pour laquelle, expliquera la jeune dame, elle aussi enseignante, elle n'a pas jugé utile de subir des examens médicaux. Son époux les lui déconseillait vivement alors que, lui prenait chaque jour, à son insu, des cachets pour retarder l'évolution de son mal, la laissant mourir.

Dans certains cas, les malades sont effectivement bien renseignés sur la nature et les causes de leurs souffrances, mais ils choisissent de cacher, de mentir et de laisser libre cours aux supputations sur un quelconque empoisonnement. Ce qui est grave, c'est que des personnes instruites et d'un haut niveau de responsabilité sociale se livrent aussi à ce jeu, conscientes de ce qu'il est plus facile de croire à la jalousie et à la haine d'autrui,

qu'à la faute personnelle. La honte de la maladie pousse donc à la consécration de l'obscurantisme et d'un certain illogisme médical.

Il n'est pas rare en Afrique de voir le malade hospitalisé jouer à un double jeu. Il existe toujours un membre de famille qui arrive à un moment bien choisi pour administrer discrètement des potions reçues des guérisseurs du village. Et si dans ce cas, le malade s'en sort, ce n'est pas vers les soins prodigués par l'hôpital que les honneurs seront dirigés, c'est le sorcier ou encore le *tradi-praticien*, comme on aime bien les appeler officiellement, qui se verra attribuer tout le mérite. On observe souvent des malades qui font des va-et-vient entre l'hôpital et les cachettes des marabouts, conduisant parfois à la compromission des protocoles des soins pourtant efficaces. Mon meilleur ami d'enfance en est mort. Laurent qui avait contracté la tuberculose était hospitalisé au principal hôpital public de Douala qui dispose d'un centre de traitement de cette maladie, et dont le succès est reconnu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Alors que les soins se déroulaient normalement, un membre de sa famille est venu du village pour le sortir de l'hôpital et le conduire chez un guérisseur. Evidemment, les herbes dont on l'empiffrait n'ont produit aucun résultat et les poumons sont entrés dans une phase de décomposition avancée. Mon ami fut ramené en catastrophe à l'hôpital, suscitant la colère des médecins qui, lorsqu'ils l'avaient admis la première fois, étaient certains qu'il en sortirait guéri. Laurent est mort car il était trop tard pour le sauver.

Dans certaines situations, le ridicule ne fait même plus honte du tout. Ainsi, un jeune cadre de banque qui avait perdu son emploi, vint me voir pour obtenir une recommandation à l'effet de postuler aux mêmes fonctions

dans un autre établissement bancaire de la place. Lorsque je voulus connaître les motifs de son licenciement, il ne se fit pas prier avant de me sortir des histoires de sorcellerie et de jalousie de la part d'un collègue qui lui en voulait, parce qu'il était bien vu par ses supérieurs et que des promotions importantes l'attendaient à l'horizon. Pourtant, lorsque tout à fait par hasard, je rencontrai quelques jours plus tard un haut responsable de la banque qui était par ailleurs un vieux camarade de collège, j'entendis une version différente. Le bonhomme avait été licencié pour faute lourde, pris pratiquement en flagrant délit et aurait même dû faire l'objet de poursuites pénales.

III

Traditions ancestrales et germes de dictature

Des Zoulou d'Afrique australe aux Bantou d'Afrique centrale et jusqu'aux Massa du Nord Cameroun et du Tchad, la même hiérarchisation de la société traditionnelle s'impose. Pour quelqu'un qui a pris le temps d'observer les peuples de l'arrière-pays au Mali, au Burkina Faso et en Centrafrique, la conclusion est sans appel : on est en face d'une organisation spatiale et familiale d'une homogénéité admirable qui prend appui sur des codes de conduite rigoureux. Mais ce n'est pas tant l'organisation en elle-même qui est la principale source d'attention, c'est la sacralisation que revêt la vénération de certains pouvoirs érigés en dogmes divins.

Ce qui est vécu de l'extérieur surtout comme des modes originaux de gouvernance traditionnelle de la plupart des sociétés africaines, est en fait la base idéologique et doctrinale d'une consécration des privilèges pour des catégories choisies tantôt en fonction du sexe, tantôt en fonction de la fortune, et tantôt pour la lignée familiale. Le chef chez les Malinké, les Zoulou, les Fang, les Bamiléké, ou les Bété, jouissent des mêmes privilèges exorbitants qui leur permettent de régenter la société, de mettre à mort des sujets, de distribuer des titres et autant de pouvoirs à des individus qui à leur tour, s'érigent en seigneurs et exercent sur le reste des citoyens, une influence dépersonnalisante.

Le notable bamiléké est du coup investi des plus larges pouvoirs et censé jouir là, des plus amples privilèges partout où des personnes de même origine villageoise sont regroupées. En réalité, le problème ne se situe pas dans le

choix de ces individus dont certains peuvent l'être pour des services exceptionnels rendus à la communauté. C'est au contraire l'esprit qui se profile derrière les titres et distinctions obtenus du souverain qui est un sujet d'interrogation. Il ne faut pas oublier que cette manie de recomposer ou de diviser la société traditionnelle en castes de puissants et de sujets corvéables à merci, entraîne la conception et la mise en place d'interdits, de droits aléatoires et de systèmes de sanctions dont la finalité est la négation des principes généraux, la négation de toute équité, et le rejet de toute idée d'égalité des citoyens devant la loi. Pour dénicher les travers de cette organisation, il faut se référer à certains interdits criants : de façon systématique, certains aliments, certains types de viande, de gibier, sont interdits aux femmes. Les prétextes recouvrent un catalogue impressionnant de petites histoires présentées comme incontestables au fond. Une femme qui consommerait tel ou tel gibier, ne pourrait plus procréer ou deviendrait folle ; dans mon jeune âge, nous étions prévenus qu'un enfant qui mange la sardine ou l'omelette, soit ne sera pas intelligent à l'école, soit deviendra un bandit, un délinquant.

A l'observation, il s'agit tout simplement d'écarter certaines personnes d'une gastronomie succulente. Tout ce qui peut apparaître rare, bon, et très appétissant tombera dans le domaine réservé des féodaux, des monarques traditionnels puissants qui veillent à ce que des codes stricts s'en occupent et que ce soit su par tous. L'explication la plus courante donnée pour le crime de l'excision est que l'ablation du clitoris empêche la jeune fille de connaître des jouissances, des sensations sexuelles fortes qui pourraient la conduire à tomber dans la prostitution. Les hommes qui avancent ces thèses rétrogrades ne disent pas qui s'occupe de leur propre cas

de vandalisme sexuel. D'office, l'homme est au-dessus de la femme, et pour cause, c'est lui qui sauvegarde la lignée, le clan. On ne manque pas alors de soutenir que la femme doit être tenue à l'écart de certains secrets de la famille, puisqu'elle est destinée à s'en aller, et parce que fondamentalement, elle ne saurait succéder.

L'Africain que l'on revoit dans la cité moderne, dans les rouages d'une administration publique, est exactement le produit parfait de ces avatars traditionnels : peu enclin à partager le pouvoir ; plus proche de son égo personnel ; plus disposé à soutenir les rois, les dictateurs et les fous des privilèges, qu'à se ranger aux côtés d'idées novatrices. Du ministre au chef de service et au balayeur, que l'on soit à Kampala, à Abidjan, à Nairobi, à Bangui ou à Addis-Abeba, on a affaire au même prototype de petit seigneur qui considère le périmètre de son bureau comme un royaume où son pouvoir est absolu. Il n'est point besoin de le dire, de le crier ou de l'afficher. La façon dont sont traités les usagers et les collaborateurs dit tout. Il n'y a presque aucune différence en termes de méthodes, entre les premiers monarques africains et les Chefs d'Etat qui règnent aujourd'hui sur le continent. Les premiers avaient au moins l'avantage de développer, pour quelques-uns d'entre eux, un nationalisme incorruptible qui les a amenés à opposer une résistance farouche à la pénétration européenne. Mais si au fond, on observe le rituel, la gestuelle et la finalité des pouvoirs, au regard de l'éventualité du partage de celui-ci, de sa transmission et de son contrôle, on est surpris par la similitude.

On en vient donc à fonder le malheur d'une Afrique des dictatures, sur ces avatars qui sont ancrés dans une pratique et une extension barbares du pouvoir d'avoir le pouvoir, d'être au pouvoir, d'user du pouvoir, de donner le pouvoir, et enfin d'abuser du pouvoir. C'est à Abidjan que

je constatai avec étonnement pour la première fois qu'un ministre avait fait de l'entrée des usagers, son parking, mais il me fallut me rendre à l'évidence du mal devenu la règle en découvrant la même fâcheuse imbécilité à Yaoundé, à Brazzaville, à Bangui, et à Kampala. Tous ceux qui passent par quelques lieux, doivent être prévenus sans qu'il soit besoin de pancarte ou de discours, de la présence d'un chef suprême. Il en va de ces signes qui ne trompent pas, comme il en va du budget mis à la disposition du gestionnaire.

Comment voudrait-on, alors que la pratique construit le pouvoir d'administrer comme un pouvoir de se prévaloir et de prévaloir, envisager des alternances à tous les niveaux de la société et plus grave, au plus haut niveau de l'Etat et de la République ? La plupart des Chefs d'Etat africains au Sud du Sahara se considèrent d'abord et surtout comme des chefs traditionnels. La République c'est le village et on fait comme au village : on ne chasse pas le chef et le chef est chef jusqu'à la mort. La démocratie est acceptable, mais elle doit se limiter au minimum, pas remettre en cause l'existence, le pouvoir et les privilèges du chef. D'ailleurs, c'est régulièrement que l'on rappelle aux citoyens qu'ils ne doivent pas chercher à imiter les Blancs, et qu'ils doivent demeurer Africains, agir comme au village, vénérer le chef et lui obéir selon les enseignements traditionnels du village. Houphouët-Boigny ne ratait jamais une occasion pour rappeler qu'il était avant tout un grand chef baoulé et que chez les Baoulé, on ne conteste pas un chef vivant.

On peut dégager deux constats de ce développement : la première c'est la tournure catastrophique qu'ont prises les conférences nationales des années 1990 en Afrique. En somme, nous évoquons ici leur relatif échec moins d'une décennie après leur quasi généralisation en Afrique noire

francophone particulièrement. Des dictateurs à l'instar d'Eyadema Gnassingbé (le père) du Togo ont vécu cette période plutôt en martyrs, et n'ont jamais accepté de bouger la moindre aiguille dans leur manière de fonctionner. Leur pouvoir n'était pas quelque chose de négociable d'autant plus qu'il ne comprenait pas qu'élus par Dieu et fondé par les coutumes locales à gouverner, il vint à l'esprit de quelque Togolais bien renseigné (selon lui) sur lesdites coutumes, de vouloir sa place ou de demander de partir. Les intentions furent les mêmes partout. Entre l'autre dictateur camerounais qui estima que la conférence nationale était sans objet, et le fringant Sassou Nguesso qui dut recourir à ses réseaux français pour reprendre le pouvoir, la différence ne tient à rien, et une idéologie commune de perception arbitraire du pouvoir les anime.

La rapidité avec laquelle les maigres acquis des conférences nationales ont été remis en cause et dans certains cas, balayés complètement, lève un pan de voile sur la nature primaire des systèmes de croyances qui ne correspondent pas du tout aux principes fondamentaux qui gouvernent les droits des gens, et aux notions de libertés individuelles qui sont devenues le moteur de la créativité technologique et par conséquent, la condition de l'évolution du monde. Lorsque Jacques Chirac alors Premier ministre, déclare lors d'une visite officielle à Abidjan, que la démocratie n'est pas faite pour les Africains, il est fort probable qu'il révèle en public, avec le cynisme d'un chargé de mission, la teneur des confidences de quelques Chefs d'Etat africains. Il était en effet mieux placé pour porter un tel message, lui qui les fréquentait en ami, en complice et en confident depuis un quart de siècle au point de finir par perdre le respect pour lui-même et pour la majorité des Africains, en croyant

bien sûr se situer du bon côté. L'histoire retiendra que lui au moins avait eu le courage de le déclarer publiquement, car les autres le disent autant sinon pire en privé.

D'ailleurs, il est important de noter à ce propos, que si certains Africains ont longuement hésité avant de commencer à désapprouver publiquement les agissements de Robert Mugabe, c'est parce qu'ils regardaient avec d'énormes suspicions, l'agitation des Européens. Comment, peuvent-ils se demander, ces Africains se mobilisent-ils seulement maintenant et seulement contre celui-là, alors qu'ils n'hésitent pas en privé, à cautionner certains autres de la même trempe sur le continent ? Il faut dire que le dictateur zimbabwéen a magnifié jusqu'à un niveau de perfectionnement satanique, le modèle du dirigeant africain qui croit tenir son pouvoir de Dieu en répétant à qui veut l'entendre qu'il n'y a aura aucune alternative au sommet de l'Etat tant qu'il sera vivant.

Le deuxième constat tient à la compréhension mieux élaborée de l'étape qui a commencé immédiatement après la décennie 1990 et qui s'est formalisée doucement mais méthodiquement pendant dix années pour enfin prendre corps à partir de 2002. Tous les monarques qui ont survécu aux conférences nationales se considèrent hors de tout danger jusqu'à la fin de leur séjour sur terre par une mort naturelle. La résolution a pris la forme d'un mouvement de grande ampleur qui prend dorénavant de court toutes les stratégies révolutionnaires et décourageant toutes les initiatives d'opposition au plan international. La société civile africaine est dépassée, assommée, et déroutée devant le culot, l'assurance des dictateurs à l'instar des Bongo, Biya, et maintenant Wade. Ce n'est pas pourtant compliqué de comprendre, s'il l'on reprend notre analyse plus haut. Les dictateurs qui arrivent soit par le processus des élections à peu près acceptables, soit par les

coups d'Etat en forme de rébellion armée, sont à leur tour convaincus que la destinée du pouvoir en Afrique est familiale. Si on parvient à en accaparer, on fait la promotion de la lignée, c'est-à-dire que l'on prépare le fils. Ils sont tous convaincus dorénavant, les anciens comme les nouveaux, que les traditions ancestrales des Africains justifient et protègent la confiscation du pouvoir et autorisent naturellement son transfert au fils.

Lorsque Paul Biya sort vivant du coup d'Etat avorté de 1984, deux ans seulement après que Ahmadou Ahidjo lui a gracieusement transmis le pouvoir, les cadres politiques de la tribu le blâment en lui reprochant de ne rien comprendre de la nature et de l'exercice du pouvoir en Afrique. Le nouveau président s'entend dire qu'on ne s'amuse pas avec le pouvoir et que son discours sur la démocratisation, l'ouverture et la moralisation procède d'une pure naïveté intellectuelle. On sait comment les choses vont évoluer après : le régime fit un virement à cent quatre-vingt degrés pour ériger un tribalisme outrancier où les frères du village sont nommés à tous les postes stratégiques à une cadence effrénée. Du côté des auteurs du coup d'Etat avorté, le même raisonnement prime. Les cadres du nord reprochent à Ahidjo d'avoir bradé la *chose du village* (le pouvoir) sans procéder à une large consultation familiale.

Quand Lissouba qui est arrivé au pouvoir à la suite d'élections démocratiques et transparentes est renversé par Sassou Nguesso, il reçoit des reproches y compris de la part d'intellectuels éminents du pays qui soient, qu'il n'a rien compris de la gestion du pouvoir. En fait, on ne démissionne pas du pouvoir et on ne le donne pas à quelqu'un d'autre. Les exemples de transition pacifique sont considérés comme des hérésies inacceptables.

Ces deux constats cachent une autre conséquence, celle du positionnement institutionnel comme arbitre, et comme seul corps organisé insensible aux traditions et donc non influençable par le discours sur la prétendue sacralisation du chef. Une telle affirmation se lit bien, pour ce qui est de la vérification de sa solidité, dans la place occupée par ce corps dans la dilapidation des fonds publics, la jouissance des privilèges, et la construction des petits Etats à l'intérieur de l'Etat. Du Gabon au Sénégal en passant par le Cameroun, l'Ouganda, la Tanzanie et la Mauritanie, les chefs de l'armée sont entretenus gracieusement, disposent la plupart de temps de fonds secrets mis à leur disposition par le président de la République. Les épouses et les enfants de ces bidasses vont et viennent dans les avions qui sillonnent les quatre coins de la planète. Pourtant, cette attention particulière ne suffit toujours pas face à des contextes mouvants et chargés de dangers. Comme il n'y a que les militaires pour se ficher vraiment des traditions quand les mécontentements débordent et que les rumeurs de complots se multiplient, il n'y a qu'eux pour inverser ou compromettre de temps à autre, cette dialectique cruelle que forment les traditions ancestrales avec les germes des dictatures.

IV

Quand l'immoralité devient la référence

Les principaux indicateurs de développement humain publiés annuellement par le Programme des nations unies pour le développement et par la Banque Mondiale constituent une source intéressante pour apprécier les mutations des sociétés africaines. En termes réels, la pauvreté n'a pas reculé dans la plupart des pays africains au Sud du Sahara depuis un quart de siècle (le tiers des Etats est dorénavant producteur de pétrole). Une masse des cadres de très haut niveau est sortie des écoles de formation locales et étrangères, et le volume des richesses a été multiplié par vingt. Pourtant, il est patent de constater que certains besoins élémentaires des populations africaines n'ont pas été satisfaits. Les infrastructures courantes d'une société moderne de notre temps manquent cruellement. L'eau potable et l'énergie électrique sont toujours des denrées rares auxquelles moins de 15% des Africains ont accès.

Les cadres de qui l'on attendait une révolution dans les comportements, la réflexion sociale et la transformation politique, se sont installés dans une opulence insolente qui n'a produit que rancœur et désir de vengeance. En fait, les voies libres, équitables et égalitaires de la réussite ont été obstruées, dénaturées, cassées, réduites à l'obscurité au profit de la montée de la cupidité et de la tricherie.

Les marchés de Dakar, de Bamako, de Douala et de Niamey sont remplis de médecins, de pharmaciens, de licenciés et de docteurs de toutes les spécialités qui y ont trouvé refuge dans des activités sans aucun rapport avec

leur qualification, pressés de survivre et d'entretenir une famille.

Dans ce contexte, autant dire que l'école n'est plus perçue comme la voie royale du succès dans la vie, et les diplômes sont même devenus un motif d'embarras pour ceux qui s'en prévalent sans pouvoir s'en servir pour se nourrir. Ce qui est devenu la règle c'est la débrouillardise, en fait, le gain par tous les moyens et par toutes les voies à condition d'afficher les retombées publiquement par un train de vie mêlant gadgets de dernier cri avec voyages, villas, belles voitures 4x4, comptes fournis en banque et entretien d'une masse de courtisans dévoués. Deux voies se sont dégagées : la première c'est l'exploitation et le pillage du budget de l'Etat. La République étant devenue une constellation de villages et les fonctions officielles étant transformées en champs privés pour les détenteurs de postes, l'argent des projets, les fonds d'investissement ont pris le chemin des relations familiales ou amicales par le biais des marchés fantaisistes. Les quartiers chics de Yaoundé et de Douala au Cameroun sont parsemés d'immeubles flambant neufs dont les propriétaires ne sont que des prête-noms des hauts fonctionnaires et autres comparses devenus subitement milliardaires sans passer ni par le commerce, ni par l'industrie, ni par des droits d'auteur.

La deuxième voie c'est le crime commis à l'étranger, loin du pays, par une nouvelle race de gangsters qui se targuent d'user uniquement d'une intelligence alerte et malicieuse pour gagner beaucoup d'argent. Il s'agit des immigrants permanents ou occasionnels reconvertis dans l'argent sale, le blanchiment, la fausse monnaie faite de mercure, les trafics des cartes de crédit, le détournement des véhicules de location. L'essentiel pour cette catégorie de riches dont le Nigeria, le Sénégal et le Cameroun sont

devenus le berceau, demeure de frapper des grands coups et de replier au pays.

Il n'y a plus de jeune qui ne rêve pas de prendre ces voies hors du commun et il n'y a plus de parent qui ne souhaite pas voir sa progéniture faire partie de ces nouveaux riches. La logique est suffisamment établie dans la société pour être facilement compréhensible et analysable. Ceux qui ne peuvent pas réussir par la première voie, se rabattent sur la deuxième. Ainsi trouve-t-on essentiellement des personnes d'origine pauvre ou très modeste dans la voie du crime commis à l'étranger. Le passeport dans ce cas vaut son pesant d'or et justifie toutes les falsifications et tous les risques dans la quête d'un visa d'une ambassade européenne.

Concrètement, ce qui compte pour les populations condamnées à la misère et à la maladie, c'est l'apport en biens matériels immédiats. Celui qui donne à manger, paye l'école pour les membres de la famille, prend en charge les soins médicaux, et arrange le toit, est roi. Que l'on se demande comment il a obtenu sa fortune n'est pas à l'ordre du jour. Peu importe, que l'argent provienne du crime de sang, des détournements monstrueux qui justement privent le pays des infrastructures primaires telles les routes, les adductions d'eau, les centrales électriques, les salles de classe et autres. Comprendre que si justement les salles de classe manquent et que si les produits font défaut dans les hôpitaux, c'est la conséquence de la délinquance des hauts fonctionnaires et des courtisans qui jouent les gentils au village, est impossible.

Résultat des courses, l'on en vient à se demander qui incarne mieux les valeurs nécessaires pour les transformations sociales et pour une évolution politique

favorable à l'émergence des institutions effectivement démocratiques appropriées pour le développement. Il ne faut surtout pas critiquer ces voleurs et ces criminels qui distribuent la dîme et accumulent les lauriers populaires. Ce sont plutôt eux et non quelques puritains considérés comme des traîtres, des jaloux et des empêcheurs de tourner en rond qui sont portés au firmament de la société comme des références. Leurs obsèques éventuelles sont l'occasion de dérouler des louanges infinies sur les réalisations dans le village, sur les nombreux enfants ayant bénéficié de leur soutien, et sur le bonheur et la reconnaissance dont la communauté a été gratifiée. Dans ce contexte, c'est peine perdue que d'envisager une mise en cause éventuelle des faiseurs de bonheur, par des campagnes de lutte contre la corruption, l'argent sale et les atteintes à la fortune publique.

Lors des préparatifs de la participation de l'équipe nationale du Cameroun à la coupe du monde de football en 1994, un criminel international connu de la plupart des services de répression contre les trafiquants et notoirement répertorié par *Interpol*, est apparu à la télévision nationale avec le Premier ministre dans une mise en scène montrant comment il remettait sa contribution en petites coupures sorties tout droit des coffres de la Banque centrale. Comme il fallait s'y attendre, l'on apprend moins d'un an après que ce malfrat était en prison au Yémen. Il n'empêche que pour le citoyen ordinaire, le tour était joué depuis longtemps et l'exemple gravé dans les esprits. Un autre bandit de la même trempe revenu de sa mission de *frappes* (entendez d'escroquerie) de l'étranger, avait poussé l'imagination plus loin en faisant peindre sur l'un de ses véhicules la phrase suivante : *les derniers sont devenus les premiers*. Après enquête, il s'avéra que l'intéressé qui n'avait pas pu franchir la classe de

troisième de l'enseignement secondaire, adressait ainsi un message à la fois vengeur et moqueur à ses anciens amis d'adolescence ayant fréquenté les universités.

On ne compte même plus le nombre de morts sur les chemins des aventures sans retour, des morts qui symbolisent la hargne des enfants de monter au front selon l'expression populaire consacrée, et pour revenir se faire respecter. Nous sommes ici dans une logique similaire à celle qui valide la prostitution tant que les revenus que cette activité procure, forcent la considération sociale et assoient une certaine notoriété.

V

L'impossible conservation du patrimoine

Combien de pays africains au Sud du Sahara disposent d'un musée ? Combien d'Africains, riches ou pauvres, instruits ou non, de grande ou de petite formation, disposent de collections d'objets d'art ou tout simplement d'un masque, d'un tableau, d'un instrument ancien dans leur domicile ? Ces questions d'apparence banales révèlent un mal profond et traduisent l'ampleur de la destruction des bases d'une construction cohérente et positive de l'Afrique. Un peuple qui n'a pas la volonté ou la tradition de la conservation des vestiges est-il en mesure de se projeter dans le futur ?

Il faut sur ce point être suffisamment clair pour ne pas laisser libre cours à la polémique ou à la confusion. Ce qui est en cause, ce n'est pas la capacité, la faculté, ou la latitude de reconnaître et de valoriser le patrimoine. Ce qui est en cause, c'est l'existence d'une conscience générale permettant d'édicter des règles et des politiques de valorisation de tout ce qui porte la marque de l'identité nationale. Les traditions et les coutumes dont l'Afrique se prévaut tant et que des écrits très nombreux s'efforcent de mettre en exergue, ne seraient pas si protégées ou si bien traitées qu'il ne paraît dans la réalité. Les galeries d'art, les villages d'artistes, les expositions d'objets précieux, ne sont pas très courants en Afrique. Si dans les grandes villes, notamment les capitales, on rencontre quelques centres spécialisés de moindre importance, ceux-ci n'ont jamais une signification au-delà d'une entreprise de débrouillards désireux de recueillir des devises de

touristes. D'ailleurs, il est très rare de voir des visiteurs africains dans ces endroits. C'est établi et connu que c'est pour les Blancs.

Pour ceux qui croient que nous nous plaignons ici du traitement réservé à quelques bouts de bois taillés en masques, il importe de préciser que ce dont il est question touche à la manière dont des générations se succèdent et procèdent à la continuité de l'héritage, à la préservation de l'intégrité de cet héritage, et à son intégration dans la formulation de leur destin.

En Europe, un bijou, en somme un collier, une bague, ou même une cuillère, peut passer entre les mains de trois à quatre générations d'une famille. En Afrique, c'est l'inverse qui est vrai. La vie des choses est le plus souvent limitée au premier acquéreur qui, en lieu et place d'une conservation et d'une transmission en ordre, s'en débarrasse ou les laisse dépérir dans la désolation. La plupart des objets africains présents dans les musées à travers le monde ou conservés dans des collections privées, ont été acquis pour presque rien, et pour certains sauvés des décharges publiques. L'absence de cohésion et de continuité entre les générations entraîne une impossibilité de construction de la richesse, dans la mesure où il faut recommencer tout le temps.

Un adage chez les Bamiléké du Cameroun dit que pour faire une nouvelle clôture, il faut partir des limites de l'ancienne. Hélas, dans la pratique, l'Afrique vit et fait le contraire dans la plupart du temps. Dans ces conditions, l'accumulation est difficile pour ne pas dire impossible. Or, si l'accumulation n'est pas possible, la constitution d'un capital n'entre pas dans l'ordre des projets à long terme. Une observation chez les Bamiléké du Cameroun, les Dioula de Côte-d'Ivoire, et les Ibo du Nigeria, peuples

considérés comme les plus dynamiques, les plus entreprenants et les plus commerçants du continent, montre comment d'une génération à une autre, les fortunes disparaissent. Les grandes familles fortunées qui proviennent de plusieurs générations en arrière sont rares. Certes, il est facile de soutenir que les Etats sont récents et il n'existait pas de possibilité de formation d'un capitalisme local authentique sous la colonisation. Cet argument n'enlève rien à la pertinence du constat de dilapidation du patrimoine et du règne d'une mentalité de prédateur.

L'autre tentative d'explication pourrait recourir à la situation d'indigence de la majorité de la population, laquelle n'aurait pas pour priorité de conserver ce qu'elle n'a même pas, et serait plus encline à obtenir tout ce qui peut lui permettre de subsister au quotidien. Il reste que pour l'essentiel, le constat qui est fait met en exergue l'absence d'une culture de protection et de reconnaissance de l'identité patrimoniale tant à l'échelle individuelle qu'à l'échelle collective. Dans toutes les localités européennes, il est possible d'admirer des monuments classés, des bâtiments aux architectures extraordinaires, futuristes, interrogatifs, et prospectifs qui marquent le temps, traduisent l'histoire, et symbolisent la beauté et l'intelligence culturelles des peuples. L'Afrique est un véritable désert sur ce plan. Le sentiment chez nous c'est que personne ne travaille et ne pense, ni pour demain, ni pour l'expression du génie collectif. Et lorsque par un hasard d'illuminations circonstancielles, quelques monuments ou quelques bâtiments ont pu être réalisés, leur état d'entretien fait pitié et dénote l'inconscience des dirigeants. Les grandes tours administratives d'Abidjan qui faisaient la fierté de toute la Côte-d'Ivoire et suscitaient la jalousie des pays voisins, ne sont plus que

l'ombre d'elles-mêmes. A Yaoundé, la majestueuse tour du siège de la télévision nationale réalisée par l'entreprise allemande Siemens à coups de dizaines de milliards surfacturés peut être rangée dorénavant au rang des poubelles.

L'occasion ne peut pas être aussi belle pour reparler du Zimbabwe sous le régime de l'apartheid dominé par les Blancs racistes, et sous le régime des Africains dirigé par monsieur Mugabe. La conclusion est tout simplement amère et devrait disqualifier tout Africain qui aurait l'intention de se donner de l'importance devant les racistes honnis et dénoncés hier. Le pays flamboyant avec des artères qui n'enviaient rien à celles de Londres ou d'Amsterdam, n'est plus qu'un gigantesque foyer de ruines. Les Blancs leur ont tout laissé en termes d'infrastructures urbaines modernes, mais ils ont été incapables d'entretenir, se contentant de jouir du pouvoir, de profiter des privilèges, et protéger leurs réseaux de délinquants pompeusement appelés anciens combattants.

Le cas de la Côte-d'Ivoire peut également être évoqué, car nous ne sommes pas loin du parallèle zimbabwéen. Lors d'une mission à Abidjan, je fus informé par un haut fonctionnaire membre très actif de l'entourage politique du président Gbagbo, que le pays était engagé dans une guerre de libération et non dans une guerre civile. Il m'apprit que pendant le règne du vieux Houphouët, tous les postes importants à la présidence de la République étaient tenus par des coopérants français. Mais il ajouta comme pour atténuer ses déclarations, que *« ces gens ont malgré tout travaillé et réalisé beaucoup de choses sur le plan des infrastructures »*.

Les réalités ivoiriennes de nos jours constituent un modèle parfait de la mentalité de prédateur des dirigeants

africains. Depuis la mort de Houphouët-Boigny, le pays est entré dans un processus de ruine à ciel ouvert. Abidjan n'est plus par endroits qu'un vaste dépotoir nauséabond. Les boulevards jadis entretenus avec soins et minutie sont défoncés, détruits, pleins de nids de poule. La seule ville de l'Afrique francophone avec sa trentaine d'échangeurs et son mini périphérique est devenue quelconque. Les héritiers qui ambitionnent de décoloniser et d'occuper la place des coopérants blancs à qui l'ancien président avait confié les rênes des grands travaux, n'ont pas ajouté un seul clou à ce qu'ils ont trouvé. Bédié a passé cinq ans à travailler pour contrer Ouattara. Gbagbo ne travaille que pour se maintenir et contrer Bédié et Ouattara, sans oublier la peur d'un éventuel procès pour le meurtre lâche de Robert Guei.

De façon générale, la conservation, la protection et la préservation des trésors ne semblent pas appartenir à la culture de l'Africain lorsque l'exercice porte l'estampille publique. Les administrations publiques offrent partout au Sud du Sahara, le spectacle de locaux et de couloirs encombrés par du matériel, qui ne demandent pas grand-chose pour être reformés. Ordinateurs, bureaux, véhicules, machines de toute nature, sont abandonnés souvent pour une vis, une cartouche d'encre, un petit rien. On préfère acheter de nouveaux matériels pour réaliser des profits substantiels dans des combines sales avec les fournisseurs. Le pire est atteint lorsqu'une administration entière arrive à être paralysée faute d'entretien des équipements. Il n'est pas conseillé d'emprunter les ascenseurs dans ces conditions, ni se mettre en tête d'aller aux toilettes. Tout ce qui est collectif, d'utilisation publique, et de gestion commune, n'est jamais au point. Dans le cas des immeubles de plusieurs étages, le danger est qu'une éventuelle catastrophe rode en permanence dans les

esprits. Dans le somptueux palais de marbre de la présidence de la République de Yaoundé, il n'est pas rare de s'apercevoir que les herbes ont pris place sur des pans de murs qui ont perdu leur couleur originelle, le tout ajouté à un éclairage approximatif. Lors d'une visite au ministère togolais de la justice, je fus tellement surpris par l'état des lieux que le secrétaire particulier du ministre qui s'était rendu compte de mes regards intrigués, lâcha : « *ah monsieur, c'est comme cela ici. Nous faisons avec ce que nous avons trouvé et nous vivons ainsi. Nous ne comptons même plus sur des améliorations. Regardez la chaise sur laquelle je suis assis, elle n'est pas très différente de celle que je vous ai proposée* ».

L'individualisme, l'irresponsabilité et la cupidité constituent finalement un mélange explosif pour l'identité commune et un cocktail de négation de toute valorisation des richesses nationales. La mentalité qui consiste à construire son bonheur égoïste dans un petit carré, trahit une grave déformation culturelle, une tare congénitale, et une malédiction de toute la race. L'on pourrait logiquement s'en remettre à la devise « *je suis, nous ne sommes pas* ».

Une autre gangrène qui constitue le blocage de la préservation du patrimoine c'est le sens rétrograde de la famille. Objectivement, il faut reconnaître qu'il est très difficile pour un Africain ordinaire, c'est-à-dire un cadre ou même simplement un travailleur de classe moyenne, de constituer un patrimoine cohérent à long terme. La vie de l'Africain type est parsemée de demandes, de sollicitations, d'exigences multiples et de responsabilités à l'égard de personnes qui se réclament directement ou indirectement de lui. Chaque Africain qui a un salaire peut s'occuper d'environ dix voire quinze autres personnes qui attendent tout de lui. Il n'y a pas d'épargne possible, et il

n'y a même pas de véritable existence équilibrée possible. Il est généralement admis que les biens de l'Africain appartiennent à toute la famille, ce qui rend difficile voire impossible, la projection dans le futur sur des bases fortes et suffisantes.

En réalité, on retrouve ici la nuisance de certaines coutumes tant décriées, mais qui sont exploitées et manipulées par des fainéants et des obscurantistes à des fins de perpétuation de l'indigence, du vol des fruits du travail d'autrui, et de dilapidation.

Lorsque l'on sait que pour chaque individu, la meilleure réussite serait de fonder une famille, d'avoir une activité créatrice de revenus et surtout d'avoir une maison, l'on se demande comment dans le contexte des sociétés par essence enfermées dans des dogmes aussi subjectifs, l'évolution vers le statut de propriétaire de sa résidence est envisageable sans le recours parfois à des pratiques condamnables. Au Sud du Sahara, il est possible de soutenir que la plupart des citoyens propriétaires de leur résidence n'ont pas accédé à ce statut par leur seul salaire. C'est le cas pour la quasi totalité des hauts fonctionnaires qui, face à l'absence de politiques d'accès au crédit ouvertes et généreuses, recourent aux détournements et à des malversations diverses pour se constituer une fortune somme toute aléatoire. Sinon, c'est couramment au moment où la retraite sonne à la porte, que le travailleur africain se rend compte qu'il est démuné et qu'il a passé sa vie active à soutenir la nombreuse famille, à intervenir partout pour sauver tel ou tel, à financer des demandes les plus improductives, les plus fantaisistes et les plus éloignées de la problématique des garanties pour l'avenir.

Un autre phénomène, apparu ces dernières années est le surinvestissement pour l'entretien des enfants que l'on

expédie comme des appâts à l'étranger pour des formations sans lendemain. Avec la dégradation de la situation politique dans plusieurs pays et les perspectives chaotiques des régimes autocratiques régnants, de plus en plus de familles ont eu tendance à envoyer leurs enfants à l'étranger en s'endettant lourdement, ou en raclant les fonds des caisses de leurs économies. Une double méprise est à l'origine de cette cabale regrettable : il y a d'abord la pression des coutumes qui demeurent fortes dans les pratiques consistant à soutenir qu'il suffit qu'une seule personne réussisse et c'est toute la famille qui sera bien, hors de besoins ; il y a ensuite le phénomène des vases communicants qui consiste à entraîner tout un clan villageois dans des imitations. Telle famille du carré villageois a pu envoyer sa progéniture à l'étranger, il faut faire la même chose à tout prix. Le résultat des courses c'est la désolation de certaines familles après quelques années. On réalise, mais avec quelle amertume, que tous les biens de la famille ont été vendus d'abord pour payer une lourde caution exigée pour l'octroi du visa, et ensuite pour des envois d'argent indispensables dans certains cas. On réalise encore, et c'est plus grave, que les gosses sur qui l'on avait placé tant d'espoir, s'éternisent à l'étranger. On attend, on attend, on attend, et on ne voit personne revenir pour jouer le rôle de sauveur que l'on espérait. Les quelques jours ou quelques semaines de vacances souvent connus ici ou là, ne sont même plus à l'ordre du jour de certains enfants devenus grands. Il y a ceux qui ont pu faire effectivement de bonnes études et se sont installés définitivement à l'étranger, et il y a ceux qui n'ont pu rien faire ou ont fait des choses pas très significatives, et vivent de frustrations immenses, de honte les empêchant de revenir affronter les questions de la famille.

VI

Règne du sectarisme annihilateur de progrès

Le constat pourrait paraître étrange voire provocateur, mais il est nécessaire de le relever : en dépit de l'explosion des grandes métropoles et l'accélération de l'exode rural qui a créé une population urbaine nombreuse, les pays africains au Sud du Sahara demeurent globalement des amoncellements de villages dans les attitudes et les comportements quotidiens. Ce n'est d'ailleurs pas surprenant que l'on continue d'entendre par-ci et par-là, des discours à longueur de journée sur l'unité nationale, l'intégration nationale, la cohésion nationale et bien d'autres slogans du même genre. En fait, l'Africain ne se projette pas encore dans la société comme un citoyen débarrassé des attaches sectaires villageoises, il continue de se voir dans tout ce qu'il fait et dans tout ce qu'il devient, en composante d'une souche de population coincée dans une identité réfractaire à une éventuelle dilution dans un ensemble républicain.

Mais ce n'est pas pour autant qu'il soit permis de dénoncer l'attachement à une identité ou à un cadre de référence géopolitique spécifique. Ce qui est au centre de nos préoccupations, c'est l'exploitation officielle de ce trait de conscience identitaire pour freiner ou gêner l'émulation des compétences et finalement du génie national. Lorsque ce n'est pas une loi, dans le pur style des lois des régimes racistes d'apartheid, qui dispose ainsi des repères de l'exclusion, de la jalousie et de la discrimination, ce sont des réflexes individuels rétrogrades qui s'en chargent.

Je n'oublierai jamais ma première surprise dans une rue de New York qui me fit saisir tout de suite une des clés de succès et de prospérité de la société américaine. Je fus presque interpellé par un passant qui eut ces mots : « *i really like your tie* ». On peut traduire par, « vous avez une belle cravate ou votre cravate me plaît ». La scène dura moins d'une fraction de seconde. Je suis alors resté planté au même endroit, étonné et m'interrogeant si je venais de rencontrer un fou, car mon admirateur, après sa remarque, avait continué son chemin sans jamais s'occuper encore de moi, de qui je suis, ce que je fais, d'où je viens. C'est plus tard lorsque je racontai la scène à des amis américains, que j'appris que c'est ancré dans la mentalité et la culture américaines: ce qui est bon est apprécié ouvertement et celui qui émet le jugement est sincère.

Rendu dans notre contexte en Afrique, c'est un autre monde, une autre planète où l'on est prêt à compromettre voire à dénigrer tout ce qui ne cadre pas avec ses humeurs, ses besoins, ses volontés arbitraires. L'un des facteurs de disqualification des cadres institutionnels africains des investissements réside dans ce sectarisme souvent gratuit. Si l'apartheid a existé dans l'ancienne Afrique du Sud sous la forme d'un système d'exclusion raciste fondé sur la peau, il fait rage aujourd'hui sur le continent et se présente comme la cristallisation des politiques barbares fondées sur le sectarisme radical des dirigeants et autant des citoyens, qui agissent sans aucun égard par rapport aux urgences de développement.

Les mêmes tendances de compartimentation des citoyens en représentants des villages ou des régions que l'on retrouve à Abidjan, à Douala ou Kampala et Bamako, produisent les mêmes effets et traduisent la même incapacité de l'Africain à quitter ses réflexes de jalousie pour embrasser un monde où le bonheur, l'entrepreneuriat

et la réussite se conjuguent de façon impersonnelle. Des gouvernements édictent des normes orientées vers le blocage de projets ou la destruction de réalisations dont l'identité des promoteurs ne leur plaît pas, et n'hésitent pas à l'occasion, de frustrer voire de ruiner complètement les apports des partenaires étrangers. Comment dans ces conditions envisager de façon cohérente, le progrès du pays et l'exploitation effective de toutes ses compétences ?

Certes, il est loisible de soutenir que les pratiques discriminatoires et sélectives existent partout, mais il faudrait se garder de confondre ce qui ailleurs est une exception, avec ce qui en Afrique revêt le caractère d'une idéologie de restriction, de rejet, de pourrissement et d'extermination. Le nombre de projets, y compris certains de très grande importance, qui seraient compromis juste parce que la tête du promoteur local ne plaît pas au chef de l'Etat, au ministre ou au directeur pourrait surprendre plus d'une personne soucieuse du développement de nos pays. Mes voyages au cœur de la diaspora africaine m'ont permis de rencontrer des fils et des filles du continent très attachants qui racontent comment ils ont été éconduits, déçus et humiliés dans leurs propres pays en s'étant vus contrariés avec des projets qu'ils voulaient réaliser sur place. Evidemment, dans la plupart des cas, ces hauts cadres, souvent recherchés et courtisés par les pays riches, renoncent définitivement à toute nouvelle tentative et à tout retour.

Le Guinéen, le Camerounais, le Congolais ou le Burundais qui monte une entreprise à succès, n'est jamais que le produit et la fierté de son village, il n'est pas un élément de la fierté et du progrès de l'ensemble du pays. Cet individu court le risque à tout moment et pour peu qu'une occasion se présente, de voir ses installations détruites, quand ce n'est pas sa propre personne qui

pourrait faire les frais des jalousies de ses concitoyens des autres villages. Dans le cadre de la lutte contre les détournements des deniers publics et la corruption engagée par les autorités camerounaises, de nombreuses voix se sont faites entendre pour tenter de casser le groupe Fotso Victor en s'en prenant à son patron lors des enquêtes dans des affaires scabreuses. Le groupe Fotso Victor est le premier groupe à capitaux entièrement africains et emploie plus de vingt mille personnes dans une trentaine d'entreprises disséminées aux quatre coins du monde. Le groupe est présent dans la finance, l'industrie, le négoce et les assurances. Pour beaucoup de détracteurs du groupe qui ne se sont pas gênés de s'étaler dans la presse, il fallait profiter du bref passage de son principal dirigeant, monsieur Yves Michel Fotso, à la tête de la compagnie aérienne nationale dissoute, pour l'accuser de détournements et le mettre sur le même banc des accusés que des hauts fonctionnaires notoirement corrompus. Les médias ont été instrumentés à vue d'œil pour faire avaliser de sa condamnation éventuelle et de son placement sous mandat de dépôt.

Ce qui est surprenant dans cette affaire, c'est que le passeport du brillant capitaine d'industrie lui a été retiré, le plaçant dans l'incapacité de suivre ses affaires dans plusieurs pays, et le privant de fait de tout mouvement hors du territoire, y compris pour des soins de santé. Il est encore plus surprenant d'observer que malgré les appels à l'intervention du chef de l'Etat par de nombreuses sources influentes du monde des affaires et de la diplomatie, le passeport est resté plus d'une année bloqué. Ici, le vrai problème était que l'intéressé est Bamiléké, ethnie qui règne sur l'économie du pays et possède les trois quart des petites et moyennes entreprises, la totalité des banques non étrangères, et commande plus de 70% de l'activité

d'import-export. L'inaction du gouvernement et le silence du chef de l'Etat, ont prouvé que les plus hautes autorités du pays ne se préoccupaient pas du tout de l'avenir des emplois en cas de faillite du groupe, et autant du sort des retombées fiscales, de l'image du pays vis-à-vis des investisseurs et partenaires du groupe. Tant que le promoteur est Bamiléké, il n'y a aucun mal à se croiser les bras pour le voir tomber en faillite, et il est même plutôt nécessaire de lui créer des ennuis au maximum. *« Ils ont déjà le pouvoir économique, et il est hors de question de les laisser accaparer le pouvoir politique. Et si la démocratie devrait se traduire par l'accession d'un Bamiléké au pouvoir, alors, pas question de démocratie. Enfin, si c'est possible, on les affaiblit économiquement, à défaut de pouvoir les casser complètement et définitivement »*. Ces déclarations ne sortent pas d'un imaginaire diabolique quelconque, elles sont récurrentes dans la presse, dans les salons huppés de Yaoundé, dans les cercles restreints jusqu'au sommet de l'Etat et de la République.

Ce n'est ni nouveau, ni exceptionnel, ni unique, ni trop pressé. Les Dioula de Côte-d'Ivoire en font l'expérience, et il n'a jamais été un secret pour personne, que la bêtise de la notion discriminatoire de *l'ivoirité* qui crée tous les problèmes du pays depuis la mort du vieux Houphouët, en découle.

Ce qui vaut dans la vie économique vaut encore plus dans les centres de formation, les universités et les écoles spécialisées. Un ancien ministre, monsieur Issa Tchiroma qui est originaire de la région du nord du Cameroun, a révélé lors d'un entretien télévisé, que des professeurs d'université lui avaient dit que les concours ne devraient pas être organisés sur la base du mérite, car les Bamiléké rafleraient à chaque fois la quasi totalité des places

disponibles. Effectivement, au nom de cette politique dite d'équilibre régional pratiquée au Cameroun mais qui en fait n'est qu'une idéologie d'obscurantisme, de prévarication et de concussion, le niveau général d'expertise et de professionnalisme dans toutes les structures publiques du pays a chuté. Les administrations publiques, les hôpitaux, les chaires des universités, les représentations du pays à l'étranger et les délégations aux conférences et aux manifestations internationales, sont dorénavant envahis par des cadres médiocres qui font regretter les années où le pays rayonnait véritablement et jouissait d'une large crédibilité sur la scène internationale. Beaucoup de malades décèdent dans les hôpitaux publics victimes de l'incompétence, de la négligence, du zèle, de l'inconscience ou de l'insouciance d'un personnel recruté sur des bases subjectives.

En réalité, la culture de l'insouciance va au-delà des clivages tribaux et recoupe des fois la discrimination d'un autre type, celle à l'endroit de la femme. Parce qu'il est inconcevable dans les mœurs et les croyances rétrogrades qui sont prédominantes, que tout ce qui provient de l'imagination, des prouesses et des efforts d'une femme soit regardé avec condescendance, suspicion et moquerie par le plus idiot des hommes africains autant que par certains évolués que l'on considère *a priori* comme étant au-dessus de tels subjectivismes. Rendu à l'hôtel de ville de Yaoundé pour expliquer à un haut responsable du service d'urbanisme que les constructions du docteur Françoise Mbango étaient destinées à héberger un scanner et que l'ordre d'arrêter les travaux n'était pas judicieux compte tenu de l'importance de cet équipement médical dans une ville qui n'en compte point plus de cinq, j'entendis cette déclaration en guise de réponse : « *d'ailleurs, où a-t-elle pris l'argent pour s'offrir un*

scanner. De toutes les façons, ces femmes qui commencent à trop investir sont inquiétantes ». Lorsque je voulus donner de plus amples explications en soutenant que ce médecin radiologue était victime d'une pure jalousie et que rien ne l'empêchait légalement de faire ses travaux, surtout que l'intérêt pour la santé publique était capital, j'eus droit à une autre réponse, encore plus troublante : *« mais vous pensez vraiment que son scanner va nous guérir du sida ? On a décidé de stopper les travaux et c'est tout. Le reste on s'en fout »*.

Il se trouve que je connaissais très bien l'historique des efforts phénoménaux de cette jeune dame dans sa quête de réussite. Ce médecin femme réunissait en une seule personne, tous les problèmes et les expériences négatives endurées par les femmes africaines. Diplômée de médecine, spécialiste en radiologie, brimée dans son ménage, menacée et épiée dans son premier poste de travail dans une formation publique, elle s'est lancée avec patience et détermination dans la création d'un centre d'écographie et d'imagerie médicale. Mais ce n'est pas tout, puisqu'il fallait encore se battre contre le fournisseur de ses premiers appareils qui était Européen, et contre les divers corps de métier qu'elle avait contactés pour réaliser les installations.

Ce modèle africain de promotion de la bêtise et du mal développement, n'est même pas comparable au modèle des anciens pays communistes dont le système bureaucratique lourd et extravagant était entravant pour la créativité et le progrès. Dès lors que même les stages, les missions de perfectionnement et les déplacements dans des délégations sont soumis à ce sectarisme, l'ampleur des dégâts est inestimable. Des anecdotes courent sur ces représentants africains qui vont et viennent à travers les frontières pour des missions de représentation dont

personne ne voit jamais les rapports, les comptes rendus de travail, et les retombées concrètes. Il faut aller voir certains membres des délégations africaines dormir profondément lors des sessions de l'Assemblée générale de l'ONU à New York pour mesurer ce que signifie cette pratique et tout le mal fait au pays.

VII

La psychologie malheureuse de l'aide obligée

Il y a toutes les raisons aujourd'hui de croire que l'Africain noir qui ne parvient toujours pas à se débarrasser du syndrome de l'esclave, s'est laissé trahir par un autre syndrome, celui de l'éternel assisté qui de surcroît, devrait recevoir des aides à l'infini. Tout concourt dans ces pays au Sud du Sahara, à faire avaliser des plus petits aux plus grands, des instruits aux analphabètes, des jeunes aux personnes âgées, que les autres peuples, les autres nations ou les autres continents seraient obligés d'aider l'Afrique. On a tellement écrit, disserté, plaidé dans ce sens que même les plus optimistes et les plus braves finissent par épouser le principe sans s'en rendre compte. L'argument le plus souvent avancé est le pillage dont aurait été victime le continent par l'Europe. Mais on oublie de dire que l'Afrique a été tout simplement vaincue dans une épreuve de rapports de force en rencontrant les autres continents ou au contact des autres peuples, et surtout que l'histoire, fût-elle si douloureuse, ne saurait tenir de lieu de justificatif de toutes les carences, les tares et les défaillances criantes du continent au troisième millénaire.

Il faut sans doute faire l'économie du débat interminable que suscite cette question dans les cercles africanistes pour avancer avec la réflexion vers les ravages de cette psychologie négative.

A titre d'exemple, lorsque maître Akéré Muna, le président du conseil économique et social de l'Union africaine déclare le 26 mars 2009 à l'issue des travaux du

panel consultatif de la société civile de l'organisation panafricaine, que « *les Européens ont l'obligation de nous aider* », il est loin de mesurer les implications et toutes les interprétations de cette sortie médiatique.

Voici une réplique indirecte venant de l'artiste musicien Sibafu qui vit en Allemagne, et qui réagit sur la toile le 08 avril 2009, au discours de Ségolène à Dakar. Il s'adresse à son oncle Shanda Tonme :

Mon cher Oncle,

Je me pose quelques questions : penses-tu que si nous sommes incapables de nous compter, fils et filles Binam (Bamiléké) vivant à l'extérieur du Cameroun, pour connaître combien nous sommes, c'est le reste du monde qui, en venant développer l'Afrique, le fera pour nous ?

Faudrait-il encore accepter des accords d'aide à l'Afrique, pour des Africains conscients et convaincus ?

Si l'aide doit exister, sa nature et sa substance devraient être celles du donateur ou les nôtres ?

Nous qui sommes à l'extérieur, nous avons quitté un système jugé insupportable et avons compromis notre dignité pour la liberté selon la culture des autres. Sommes-nous en train de nous organiser pour être une force capable de venir en aide à ceux qui n'ont pas été capables de s'échapper comme nous, par exemple en permettant à nos frères, nos sœurs, nos papas et nos mamans, d'avoir au moins accès à des toilettes propres ?

Et si ce sont les autres qui le font à notre place, quel respect aurons-nous ?

Se tenir de l'autre coin des USA et dire de quelle façon l'oncle Shanda devrait jouer sur place au pays lorsqu'il affronte les injustices et les misères quotidiennes et essaye

de se battre, est la chose la plus acide que je n'arrive pas à avaler, même si ceux qui sont au pays, vivent peut-être, pour quelques-uns, grâce à ceux-là.

Excusez-moi, c'est parce que je n'ai pas d'autres mots pour démontrer que l'on ne se développe pas avec l'aide empoisonnée, et que pour faire bien, on commence par mal faire, pour enfin un jour apprendre à bien faire.

Est-ce sur un épi charançonné comme l'est Ségolène Royale, que l'Afrique doit espérer voir pousser des grains de maïs sains ?

N'est-ce pas Mitterrand qui a armé et entraîné les Hutu génocidaires pour que des frères se découpent, se massacrent ?

Mes chers frères, quand allons-nous enfin oublier l'aide et nous mettre au travail ?

Quels sont les outils qui nous manquent pour travailler ?

A chacun de répondre !

Le même son de cloche est donné par le président rwandais Paul Kagamé, lequel n'est pas moins un dictateur comme les autres, lors de son message à ses compatriotes le 07 avril 2009, marquant la commémoration du génocide de 1994 : « *nous devons nous donner les moyens de nous développer par nous-mêmes sans compter sur l'aide extérieure* », (cité par RFI dans son bulletin Afrique du 08 avril 2009 à 6h30).

C'est dans le domaine des investissements des organisations non gouvernementales qu'il convient de chercher quelques exemples suffisamment éloquents. En 1995, une organisation humanitaire avait financé un projet d'information sur la prévention en milieu rural dans une

petite localité non loin de Yaoundé. Lorsque l'audit de la gestion des fonds qui s'élevaient à environ 15 millions de FCFA fut réalisé, il s'avéra qu'une bonne partie avait été détournée. Invité à s'expliquer, le gestionnaire s'emporta : *« c'est pour une petite somme comme cela que les Blancs veulent nous faire passer au tribunal ? Ces gens doivent se souvenir qu'ils nous ont exploités pendant longtemps et volé nos richesses. Alors qu'ils aillent au diable »*. Ce qui est bien plus grave, c'est que lors des enquêtes, certaines personnalités officielles ne se gênèrent pas de prêter une oreille attentive à ces errements motivés par le seul souci de trouver une échappatoire facile à un acte de vol.

Autre scène, même son de cloche : une ONG humanitaire internationale qui avait vu deux de ses véhicules être saisis en exécution d'une décision du tribunal de Bangui, malgré l'existence d'un accord de siège prescrivant des immunités d'inviolabilité des biens et des immunités de juridiction, se vit opposer des arguments similaires en douce par des officiels pressés de tirer profit de l'affaire. L'affaire fit l'objet d'un débat houleux en conseil des ministres et deux camps se formèrent. Le premier camp se voulait légaliste et prônait le respect des engagements pris par le Gouvernement dans l'accord de siège, pendant que le deuxième camp mettait en avant tantôt la richesse de l'organisation internationale, tantôt le fait que de toute façon, les Blancs peuvent perdre de temps en temps quelque chose sans que cela ne les ruine complètement.

Ceci pourrait, comme de simples incidents isolés ou des sautes d'humeur, traduire un état d'esprit et une culture où tout se justifie ; tout peut être changé, banalisé, accepté, sur la base d'une conception infantilissante des rapports de l'Africain avec le reste du monde.

Si beaucoup d'ONG sont présentes et très actives en Afrique, de nombreuses autres ont plié bagages après des mésaventures de cet ordre. Beaucoup d'Africains croient en toute sincérité à la thèse fantaisiste selon laquelle l'Europe doit leur offrir sur un plateau, tout ce dont ils auraient besoin pour se sentir bien. Par contre, quelques malins, des défaitistes chroniques, des malhonnêtes invétérés, utilisent cet argument simplement pour se protéger, pour justifier ou excuser leurs fautes, leurs manquements et leurs nombreuses tares. Quelle relation y a-t-il en effet entre la mauvaise gestion, les détournements de fonds destinés à des projets sociaux, et la responsabilité de l'Europe pour le pillage, la colonisation ou l'esclavage ?

L'aide dont il est d'ailleurs question joue dorénavant un rôle anesthésiant, réduisant les Africains à de simples contemplateurs des fruits du travail des autres, et les mettant dans l'état de négation de leurs propres richesses et de leurs propres capacités de créativité, d'imagination et d'expertise. Après avoir visité les deux tiers des pays de l'Afrique noire, je me suis rendu compte que partout, les grands travaux, en somme, toutes les grandes réalisations infrastructurelles, routes, ponts, hôpitaux, barrages hydroélectriques, sont estampillées fruits de la coopération internationale et financements internationaux. Cela revient à dire, au propre comme au figuré que, soit les budgets d'Etat ne comprennent jamais des enveloppes destinées à de tels grands projets, soit que les enveloppes allouées sont détournées à d'autres fins par les responsables publics. La réalité n'est pas loin de ce questionnement qui se veut plus actuel que l'on ne pourrait le soupçonner. Mais alors, comment dans ce cas comprendre l'attitude des bailleurs de fonds qui, depuis des lustres, défilent dans ces pays pour délivrer des satisfécits de bonne gestion, de

progrès et de pragmatisme. A chaque fois que les citoyens sont convaincus, au regard de l'accélération de la pauvreté, de la montée de l'inflation, de la prolifération des actes de corruption et de détournements des deniers publics, qu'ils vivent sous des régimes définitivement malfaisants et condamnables, ils sont surpris d'apprendre que la dernière mission de contrôle du FMI ou la Banque mondiale, a félicité le Gouvernement pour les progrès réalisés dans l'amélioration de la gestion économique, la maîtrise de la dette, le contrôle de l'inflation, la gestion du budget.

La conclusion qui s'impose n'est pas loin de la propagation de fausses nouvelles et de complot international pour maintenir les pauvres nègres dans une mentalité éternelle d'assistés. Les capitales africaines sont inondées de véhicules, de petites cases de rien du tout, de centres de santé, de ci et de ça portant des inscriptions suivantes : don de la coopération chinoise ; projet tel et tel ; financement tel, tel, tel...

Le comble c'est que pour une aide d'un million de francs CFA, à peine mille cinq cent euros, des cérémonies sont organisées, des discours fusent, des remerciements à n'en jamais finir et à faire mourir de jalousie l'inventeur de la lampe à pétrole ou le découvreur de la pénicilline. Clairement, on fait croire aux populations, que sans ces aides, ce serait la mort, tout en entretenant au quotidien, un spectacle où l'on assiste à une démonstration insolente et provocante de l'opulence des bourgeoisies locales. On comprend mieux avec ces exemples, que même les fameux donateurs ne sont pas à la fin pressés de voir les Africains se ressaisir et se prendre pour autre chose que des assistés. Ceux qui soutiennent que ces aides ne seraient que le juste retour des richesses volées au continent n'auraient pas entièrement tort, mais comment

entendent-ils gérer l'autre vol, actuellement plus important, opéré par les élites locales, les hauts fonctionnaires, les Chefs d'Etat voyous, les hommes d'affaires véreux qui ne sont de fait que les comparses des réseaux autrement plus nuisibles que les grands groupes coloniaux et néocoloniaux?

Il ne faut surtout pas être surpris que le ministre ou le haut responsable du gouvernement qui a présidé les cérémonies pompeuses de remise d'un don d'un million de francs CFA, lorsqu'il rejoint son bureau après, s'occupe à confirmer une commande de matériels ou de meubles de plusieurs dizaines de millions à Dubaï ou à Londres pour sa nouvelle résidence en finition. Dans un pays africain où nous avons assisté à ce genre de cérémonie, j'avais été fort embarrassé le lendemain dans l'avion qui nous menait à destination d'une capitale européenne, de constater que l'ambassadeur de la grande puissance qui avait délivré le don la veille avait pris place en classe économique pendant que le ministre récipiendaire se trouvait en première classe. On ne compte plus la fréquence de ce genre de paradoxe qui laisse interrogatif sur les perspectives d'émancipation réelle et totale de l'Afrique d'une part, et sur l'existence d'une volonté honnête et engagée des partenaires extérieurs, bilatéraux et multilatéraux, en faveur d'un changement des idéologies de précarisation et de prévarication qui dominent la coopération internationale lorsqu'il s'agit de certains peuples, certains pays, et certaines régions, d'autre part.

On en vient à s'interroger sur ce qui se passerait, si toutes les aides étaient stoppées, laissant chaque peuple se débrouiller avec ses propres moyens, ses propres intelligences, ses propres forces et ses propres ressources. Il n'y a pas pire paradoxe que celui qui consiste à vanter les richesses du sol et du sous-sol du continent, en

continuant à le tenir en laisse comme un animal étourdi ou dangereux ayant absolument besoin de maître. Certains ont dans ces conditions parlé de l'aide à la recolonisation, mais ce n'est pas la vraie signification à donner à cette dépendance. Comment qualifie-t-on un enfant gâté qui, parvenu à l'âge adulte, continue d'attendre des bonbons, une prise en charge de la plupart de ses besoins, et au point de donner l'impression de n'avoir jamais grandi ? Chacun est libre de donner une réponse, de trouver un qualificatif adapté à la situation de l'Afrique dont nous parlons ici.

Le mauvais refrain de la mondialisation qui serait un complot des pays riches ne marche pas non plus et prend des allures d'alibi improductif dorénavant. Il faut entendre tous ces dirigeants africains se plaindre en public sur le peu de cas réservé à leurs problèmes lors des sommets des pays riches. Le sommet du G20 tenu à Londres les 2 et 3 avril 2009 a encore offert une belle occasion de se rendre compte que l'Afrique n'aboutira franchement à rien avec des plaintes sans fin et surtout une propension à jouer le bébé qui veut être cajolé et bercé. Il n'y a pas et il n'y aura jamais de pitié pour qui que ce soit dans les relations internationales. L'ironie voudrait que pendant qu'on sollicite des aides à Londres, des plaintes soient en examen devant les juges à Paris à propos des biens immobiliers colossaux amassés par des Chefs d'Etat africains avec l'argent puisé dans les caisses publiques.

Nous l'avions déjà souligné, pour ne pas dire gravé dans notre ouvrage consacré à l'Afrique et la mondialisation (Harmattan, 2009) : *« Ce n'est pas la mondialisation qui est une menace pour l'Afrique, c'est au contraire l'Afrique qui est une honte, un embarras, et une menace pour la mondialisation. L'Afrique n'a plus qu'une mission urgente : refonder ses sociétés modernes ; se*

débarrasser de tous ses gouvernants fous ; redonner des bases saines à ses systèmes éducatifs ; développer des laboratoires dignes de renom ; libérer ses génies en proclamant leur indépendance et en leur donnant des moyens de travail. La mondialisation dans sa traduction envahissante et impériale, n'est une fatalité que pour les peuples amorphes, incapables de repenser positivement leur destin ainsi que leur contribution à la construction et à la consolidation de l'unité culturelle et technologique du monde ».

Cette approche très critique mais programmatique, est encore plus étoffée voire tout simplement révolutionnaire dans un livre au titre fort évocateur, *Pour la dignité de l'Afrique, laissez-nous crever*, du journaliste camerounais Etienne de Tayo, publié aux éditions Menaibuc en 2007. Voici la présentation que l'auteur fait lui-même de son livre en quatrième de couverture : « C'est l'histoire d'un marché de dupes passé entre les Chefs d'Etat africains promoteurs du NEPAD et les dirigeants du G8. Dans ce marché là, il y a un groupe qui ment impunément et est en train de tromper l'autre.

Les premiers, habités par une naïveté incompréhensible mais de bonne foi, ont cru devoir soumettre les projets stratégiques de développement de leur continent aux seconds, foncièrement de mauvaise foi, en sollicitant le financement. Et c'est ici que se produit le dialogue de sourds. Mieux, la duperie du siècle.

Pour les dirigeants du G8, le NEPAD est un acte de soumission et une acceptation par les Etats africains, de la domination du modèle de développement occidental, une adhésion sans réserve au consensus de Washington. Aussi s'ouvre l'ère des promesses fallacieuses, des menaces voilées, et du paternalisme rampant.

Les Chefs d'Etat africains promoteurs du NEPAD parlent du passage de la coopération-soumission, au partenariat-égalité. Ils veulent croire aux miroirs, aux alouettes, et pensent, à tort bien sûr, que l'aide promise par le G8 contribuera au développement de l'Afrique. Oui, le G8 soutiendra l'Afrique, mais plutôt comme la corde soutient le pendu, c'est-à-dire en l'étouffant continuellement.

Pour autant, l'Afrique n'a aucune intention de s'isoler. Non, la coopération citoyenne devrait suppléer aux carences de la coopération des Etats qui a montré ses limites, afin que cesse enfin le cirque ridicule ».

VIII

Echange inégal et non réciprocité

Dans le milieu de la décennie 1970, décennie charnière pour les relations internationales, la coopération entre les nations et la coexistence pacifique entre des systèmes idéologiques et doctrinaux différents, l'Afrique est traversée par un fort courant d'introspection culturelle que les principaux meneurs appellent alors authenticité. C'est seulement aujourd'hui que nous comprenons la pleine signification et l'importance dans notre propre processus d'émancipation politique.

Certes, les Mobutu, Eyadema, Bongo et autres qui s'affichèrent comme les champions de cette quête de valorisation des fondamentaux de nos identités culturelles, n'étaient pas des exemples à suivre sur tous les points de référence, ni des défenseurs loyaux et intègres de notre personnalité, mais leur apport à ce moment précis de notre histoire et la recherche d'une reconquête d'une partie de notre respectabilité sont indéniables. L'Africain qui est pourtant héritier de grands royaumes guerriers, semble n'avoir rien retenu des multiples chocs et d'autant de déceptions issus de son contact avec les autres peuples. Nous fûmes bernés, trompés, abusés certes, mais avons-nous retenu de ces malheurs, toutes les leçons de l'art de la guerre, tous les enseignements, toutes les implications matérialistes. Nous semblons manquer de maîtrise face à la dialectique impitoyable d'un monde où les bonnes relations sont tributaires des capacités de nuisance, de rétorsion et de représailles. Ce n'est pas du nombre d'Etats ni de la superficie de notre espace vital que dépend la

crainte que nous inspirons à d'autres, c'est plutôt de notre niveau de violence, notre capacité à faire mal, à ridiculiser et même à réfuter tout ce qui pourrait faire penser à notre faiblesse et à notre infantilisme.

C'est donc quoi, ces Africains qui donnent à leurs enfants les noms de Giscard, Mitterrand, Delmas et autres ? Je m'étais déjà interrogé fortement sur ma décision prise tout seul à l'âge de 16 ans, de me prénommer Jean-Claude. Je ressentais comme une trahison de trop de choses, de trop de symboles et de trop d'histoires. Depuis le choix de cet âge plein de fraîcheur et de sensations d'aventure, les générations qui m'ont suivi continuent donc dans la même voix, celle qui malgré la peau, les enseignements d'une histoire douloureuse, croient toujours que ce qui vient de là-bas, de l'ancienne métropole, de la grande Amérique, vaut plus sinon mieux que ce qui se conjugue par l'authenticité rêvée et enseignée passionnément.

Derrière des apparences anodines, c'est un vrai drame, un échec anthropologique et une catastrophe culturelle qui se manifestent dans la décision d'un parent de donner des noms européens à son enfant. Quand verra-t-on un couple français donner le nom de Lumumba, de Steve Biko, de Sankara, de Ruben Um Nyobè à sa progéniture ? Il ne s'agit pas de baptiser des rues, des théâtres, des bâtiments de ces noms, il s'agit de choisir de se fondre dans l'histoire de l'Afrique et de valider son admiration et son respect à des gens qui ont marqué à leur manière le destin de l'humanité. Nous savons, nous avons toujours su, nous continuerons de savoir, que ce n'est pas possible. D'où vient le problème en réalité, sinon d'une insuffisante affirmation culturelle et d'une dépersonnalisation identitaire ?

Nous avons traité les tenants du retour aux authenticités africaines de pauvres cons qui étouffaient de complexes et de frustrations, et cherchaient un moyen pour distraire la galerie ou pour se faire remarquer. Nous avons dépassé cette vision et tous ces jugements liés à la qualité, la stature morale et l'équilibre mental de quelques individus, fussent-ils Chefs d'Etat. C'est à une interpellation vive, émotionnelle voire passionnelle que nous nous livrons ici. Que cessent donc ces façons de se parer des bijoux d'autrui au point de vouloir entrer de force dans sa concession familiale, et d'exiger bientôt une place dans le caveau de ladite famille. Les parents qui affublent leurs enfants de ces noms puisés sans autorisation dans la culture d'autrui ont-ils conscience de ce que ceux-ci dessinent, construisent, préservent et continuent des arbres généalogiques ? La réalité c'est que l'on demanderait à un jeune africain qui a aujourd'hui vingt ans pourquoi il porte le nom Mitterrand qu'il ne saurait par quel bout commencer pour donner une explication. Pourtant, et tout bêtement, le parent qui a ainsi couronné son fils croyait se situer dans une mouvance historique, dans l'air du temps, son temps, mais surtout le temps de l'ancien président français, l'époque de son pouvoir. Comme les Africains en ont l'habitude, l'ancien président fut quelque chose de spécial par sa stature, ses belles promesses qui enivrèrent quelques naïfs et surtout les foules à l'inauguration de son premier mandat. C'est cet homme qui, à La Baule, promettait de changer la face des relations franco-africaines, d'en finir avec la coopération style paternaliste. Peu importe ce qu'il fit réellement. Ce que l'on sait ou ce que l'on constata et constate mieux maintenant, c'est que les masses africaines virent en lui un messie au point de se précipiter à gratifier leur progéniture de son nom. Après tout, c'est le grand

blanc gentil et célèbre, président de la France, la mère patrie enseignée, louée et bercée depuis les bancs de l'école primaire.

Ainsi va l'Afrique, dans ce moule de contradictions culturelles tantôt insaisissables, tantôt relativement justifiées, mais dont les implications laissent toujours des traces indélébiles dans notre analyse du monde, notre approche des lois brutales et impitoyables gouvernant les confrontations d'intérêt d'où nous sortons chroniquement perdants.

Il n'y a pas, il ne peut y avoir, et il ne pourra jamais avoir de tendresse, de mot, de fait ou de geste insignifiant dans la compétition. Le principe des noms d'importation passe pour une preuve d'évolution, une fleur d'ouverture et un argument de qualité, de référence. Les métropoles africaines font parfois penser au visiteur, que l'amour, l'envie, l'admiration de l'Africain pour l'Occident est sans limite. Les noms des grands magasins, des boutiques de luxe, des avenues, des places de Paris, Bruxelles, Londres et autres, sont présents à Dakar, Douala, Kinshasa, Libreville, ou Accra. Peu importe le niveau d'éducation des promoteurs. Ce qui est commun à tous ceux qui se livrent à ces transpositions, c'est une sorte de recherche du truc distinctif, marquant, symbolisant leur élévation par rapport aux réalités locales. Même le sport n'est pas épargné. Les équipes de football ou de basket sont si heureuses de porter les noms des équipes de première ligue européenne. Et pourtant, lors de mes voyages en Espagne, et en Italie, pays où le football est une véritable industrie, j'ai eu la surprise de vivre les plus grossières injustices concernant les meilleurs joueurs africains. Les boutiques des équipes fleurissent partout dans les villes, et l'on y trouve mille et un gadgets souvent frappés des effigies des stars. Les cafés, les promeneurs, les taxis, les

centres d'animation arborent ces objets autour desquels se développe un culte extraordinaire. Nulle part je n'ai vu que l'on mettait en exergue les talentueux nègres. Je suis arrivé à Barcelone l'année où mon compatriote Samuel Eto'o Fils était sacré meilleur buteur et je m'attendais à voir son effigie en vedette partout. Hélas, Samuel en dépit de son talent incontestable et de tout le travail abattu pour la gloire de son équipe, n'était même pas dans les boutiques. Ceux qui étaient mis en vedette étaient les autres, les Blancs bien moins compétents et moins auréolés internationalement. On évoquera sans doute le cas de quelques brésiliens métis, mais c'est tout à fait autre chose.

Voilà donc comment se traduit cet échange inégal, cette amabilité et cet amour unilatéraux, inconséquents et pourquoi pas vexants. C'est depuis ou à partir de ces signes, qu'il faudrait commencer à travailler pour l'avancement du continent, pour le respect des Africains, et non au moyen des écrits polémistes diligentés par quelques érudits africanistes des académies européennes. Beaucoup de gens perçoivent les outils de la dignité sous le prisme politique étroit des constructions institutionnelles hâtivement ou subjectivement qualifiées de nationalistes. Les enjeux vont au-delà et recouvrent une pléiade de conventions juridiques et philosophiques, car ce dont il est question, ne saurait conférer la reconnaissance, le respect et le bonheur, en l'absence d'une forte conviction collective. Il n'y a pas d'avancement possible sans la réalisation à la fois individuelle et collective, de la fierté identitaire, et l'appropriation des instruments d'expansion matérielle et morale. Ce qui fait la réussite économique, c'est d'abord l'état psychologique des acteurs sociaux et cet état est intimement lié au sentiment de suffisance, de possession des moyens et des capacités

de production. C'est tout cela que nous tuons en achetant des références ailleurs, et en rejetant nos propres références. Rien ne nous empêche pourtant de faire autrement sinon, la situation de défaitiste que nous avons construite dans nos têtes.

Des questions et des réponses devraient conditionner toute démarche et tout rapport aux autres.

Que donne-t-on ?

A qui donne-t-on ?

Pourquoi donne-t-on ?

Quand donne-t-on ?

Comment donne-t-on ?

Que reçoit-on en retour, de qui, et comment ?

Avec quoi donne-t-on et avec quoi reçoit-on ?

Comment les autres apprécient-ils ce que nous donnons, et comment devrions-nous apprécier ce que les autres nous donnent ?

Que l'Afrique soit dirigée par des gouvernements démocratiques ou totalitaires, on observe une permanence dans l'étalage d'un folklore enivrant et dépersonnalisant lors des visites des dignitaires européens. Femmes, enfants, vieillards, handicapés, sont mobilisés, enfiévrés, et conditionnés à l'extrême pour dit-on, réserver à l'hôte *un accueil amical et fraternel*, selon la formule consacrée. La réciprocité n'est pourtant pas vraie, à savoir que les dignitaires africains en visite en Europe, qu'ils aient accédé au pouvoir par la voie des urnes ou par celle des coups d'Etat sales, sont reçus de façon quelconque, furtive, timide.

Il y a dans cette absence de réciprocité, un message, un appel que même les sourds et les aveugles des relations

internationales, comprennent facilement. A ceux qui veulent soutenir que les peuples ont, chacun, leur manière de recevoir, j'oppose l'urgence de la dignité et l'exigence d'équilibre dans les rapports entre les institutions, les nations et les Etats. Rien ne justifie qu'une visite d'un président français à Brazzaville mette le pays tout entier en congé avec les pertes que l'on imagine pour l'économie, pendant que c'est à peine si les journaux mentionnent la présence sur le sol français d'un homologue africain. Les écoliers d'à peine une dizaine d'années que l'on masse au bord des routes pour ovationner les grands chefs blancs vivent cette scène avec la conviction imposée selon laquelle, le Blanc dépasse toujours le Noir et commande toujours le Noir. C'est parce que le grand chef blanc est supérieur à tous les grands chefs noirs qu'il a droit à un accueil de cette importance et de cette contenance protocolaire. L'écolier, l'adolescent, l'étudiant ou le citoyen, grandit, évolue et meurt avec cette présentation déformée des rapports entre les peuples et des multiples préjugés dégradants et infantilissants.

Un jeune africain est plus exposé aux noms et aux figures glorieuses qui font l'histoire de l'Europe, l'histoire des oppresseurs de ses ancêtres, de ses grands-parents et parents, qu'aux noms et aux figures de son propre pays. Il pourra parcourir aisément des livres et des bibliothèques entières, en se voyant imposer par une flopée de manuels, les images des Kennedy, de Gaulle, Mao et les autres, mais pas Lumumba, Samory, Steve Biko. Les rues, les places publiques, les monuments de sa ville, sont pour la plupart offerts en cadeau de baptême, aux mêmes personnes, aux mêmes étrangers. Ceux qui gèrent Paris, Londres, New York, Amsterdam ou Helsinki, ne s'encombrent pourtant pas de nos héros et martyrs.

Ces folklores étalés à tort et à travers sont une véritable erreur stratégique. L'image du Nègre, dans l'esprit et le subconscient de l'Européen, n'a fondamentalement jamais dépassé les scènes multicolores où l'on voit des danseurs s'exhiber à tue-tête. Ce sont toujours les mêmes reproductions racistes des peuples indiens ivres et dansant de façon saccadée à la vue du brave, puissant, beau et riche blanc dans les films américains. C'est cela qu'il faut combattre et c'est cela aussi qui travestit toute réflexion dans notre quête d'un développement convenable qui passe par la formation de citoyens avisés, renseignés, et soucieux autant de la nature que du statut de tous les rapports de force. L'Europe a aussi son folklore, ses danseurs, ses acrobates et ses écoliers, mais ils ne seront jamais privés de leur leçon de littérature ou de science, pour être massés sur le parcours d'un roi nègre en visite. Paris non plus ne s'arrêtera jamais de travailler pour accueillir qui que ce soit.

Même le plus calme et le moins réactif des êtres humains peut se retrouver hors de tout contrôle dans certaines situations qui exposent ces inégalités. Ma fille de vingt ans, étudiante en sciences politiques qui a découvert une photo du professeur Cheikh Anta Diop pour la première fois dans mon bureau, m'a posé la question de savoir qui il est pour que je la mette en si bonne place parmi d'autres sommités marquantes du monde. J'ai répondu que c'est un savant dont les travaux sont d'une très grande importance. Une semaine plus tard, la pauvre vint me voir, pour me faire remarquer que le dictionnaire de son ordinateur portable, ignorait totalement mon savant. J'ai feint de ne pas comprendre, prétextant d'être très concentré sur ce que j'étais en train de rédiger. Deux jours plus tard, je suis revenu sur le sujet à table lors du repas en famille et j'ai offert la seule réponse que je

pouvais, la plus honnête que possible, mais aussi la plus triste : pour ta question de l'autre jour, je m'excuse de n'avoir pas répondu tout de suite. Je peux maintenant le faire : *« Bon, écoute, c'est tout simple. Ton ordinateur n'a rien de magique, ni d'autonome, ni d'universel. Il est le produit de celui qui l'a pensé et l'a construit en y intégrant les bases de données de sa guise. Comme ce n'est pas un produit d'Africains, ne t'attends pas à y voir intégrées ou programmées les histoires de ton village, ni que ceux qui sont nos héros y figurent »*. La réaction de la jeune fille fut aussi brutale que déconcertante : *« mais ce n'est pas normal »*. On peut multiplier les exemples à l'infini.

IX

Sadisme et affairisme ou nationalisme ?

La faillite et la disparition de la compagnie multinationale Air Afrique a fait couler beaucoup d'encre, mais l'essentiel n'a pas été dit sur les implications pour l'Afrique noire. Certes, trop de questions ont été posées sur les causes strictement économiques ou managériales, et trop de querelles ont émaillé les relations entre les différents intervenants, mais a-t-on vraiment eu l'occasion de réfléchir en profondeur à la signification culturelle d'un tel échec ?

De toutes ces belles intelligences diplômées des meilleures écoles de commerce et de gestion de la planète, on peut légitimement se demander aujourd'hui ce que l'Afrique en a fait. L'Afrique est-elle prête pour la compétition féroce qui bat son plein dans le vaste village commercial planétaire ? L'Afrique dispose-t-elle vraiment des génies du savoir et de la maîtrise de soi qui en toute liberté, déblaient avec une patience de fourmis, les ruelles étroites du négoce pour les transformer en boulevards des technologies nouvelles et des cités nouvelles ? L'exemple de la compagnie Air Afrique n'est pas sollicité au hasard. Tout comme le diplôme ne fait pas le professionnel, l'outil ne fait pas forcément le travailleur. Il ne suffit pas d'aligner dix, vingt, cent avions pour faire une compagnie aérienne. C'est dans la tête, dans la considération de chacun et de tous, dans la philosophie d'approche du service et dans l'utilité de l'affaire, que l'on envisage et parvient au succès de l'entreprise.

L'ambiance qui règne à l'embarquement et au débarquement des vols en provenance ou à destination des capitales africaines est symptomatique d'une culture de libertinage latent et d'abus généralisé de privilèges.

Passager de la première classe dans le vol d'une compagnie aérienne africaine à destination de l'Europe, je fus malgré moi impliqué dans un incident regrettable à l'arrivée à destination. En effet, l'hôtesse qui durant du voyage, m'avait paru très professionnelle, se précipita pour me barrer la voie alors que je m'apprêtais à sortir de l'avion.

- « *Monsieur, attendez s'il vous plaît, le ministre d'abord !*

D'abord surpris, je me repris en une fraction de seconde pour réagir.

- *Mais madame, je ne comprends pas ce que vous dites.*

- *Je dis que le ministre doit sortir avant.*

- *Ecoutez madame, j'ai payé pour être passager de la première classe et je crois bien, jusqu'à preuve du contraire, qu'il s'agit d'un vol commercial et non d'un vol de votre gouvernement. Je ne tiens pas compte de la qualité des gens ici. Nous sommes tous passagers et c'est tout ».*

Cet échange provoqua une stupéfaction de la part des autres passagers de la même classe qui ne comprenaient pas le bien-fondé du comportement de l'hôtesse. J'eus gain de cause et pus quitter l'avion avant monsieur le ministre et son protocole. C'est un peu plus tard, pendant que nous attendions de récupérer les bagages, que je compris la portée de mon action et le degré de déception de certains passagers. Je fus en effet approché par un

Européen qui laissa couler sa colère : *« merci monsieur, pour ce que vous venez de faire. Il faut des Africains courageux comme vous pour changer les choses chez vous et mettre fin à ces pratiques incompréhensibles. Chaque fois que je prends des vols des compagnies africaines, je suis confronté aux mêmes espèces de problèmes. Les gens en Afrique doivent comprendre qu'un avion commercial n'est pas le lieu où l'on vient troubler la quiétude des clients avec des inutilités officielles. Si l'on veut que le ministre ne soit gêné par personne ou qu'il se comporte et soit traité comme dans son palais, il serait plus avisé de commettre un avion pour lui tout seul. Je connais beaucoup d'amis qui ont déserté les compagnies africaines à cause de ces pratiques »*.

Le haut responsable africain type est très discipliné lorsqu'il voyage avec une compagnie étrangère. On le voit très rangé à l'embarquement de l'Europe vers l'Afrique : courtois, poli, rangé, respectueux, souriant quand il le faut. Mais lorsqu'il s'agit d'une compagnie africaine, le comportement change du tout au tout. A Roissy, il affiche déjà des prétentions, cherchant à jouir d'un traitement extraordinaire. Généralement, monsieur a un surplus de bagages qu'il veut imposer par tous les moyens. Le grand rang protocolaire n'est pas un motif de retenu et de civilités, bien au contraire, monsieur le ministre ou monsieur le directeur, madame l'épouse de tel haut dignitaire du régime des tropiques, est trop important pour que l'on lui refuse quelques demandes.

Une fois dans l'avion, le pire commence. Ce qui se profilait déjà dans la salle d'embarquement, tourne à l'étalage de la puissance et des exigences de souveraineté personnelle des princes et des reines habitués à dominer leur environnement. En fait, le pays, l'Etat sauvage, le pouvoir insolent et absolu, sont recréés dans l'avion. Alors

que tous les passagers avaient un sentiment d'égalité dans le hall d'enregistrement et un peu aussi dans la salle d'embarquement, la peur et une inexplicable prudence pour ne pas dire réserve dans le langage, envahissent l'atmosphère. On sent très vite que les gens ont changé de mine, de langage, de regard. Sait-on jamais, il ne faut pas prendre le risque de vexer involontairement un de ces puissants serviteurs des dictatures, bref des régimes policiers que l'on habille sous des habits de démocratie en haillons. Il s'agit d'éviter, une fois parvenu à destination, de prendre plutôt le chemin d'un des nombreux lieux d'interrogatoire et de détention arbitraires du régime, que le chemin de son domicile familial.

Un diplomate, éminent diplomate africain aujourd'hui disparu (paix à son âme), l'ambassadeur Salomon Bakoto, frustré pour toutes ces raisons, n'hésita pas à me confier un jour : *« chaque fois que j'entre dans l'avion à destination du pays, je commence à devenir triste. Et dès que j'arrive à destination, je tombe pratiquement malade à l'idée de savoir que je suis retourné dans notre barbarie, notre logique du désordre et de n'importe quoi »*.

Le gros porteur d'une autre compagnie africaine qui a depuis fait faillite avec fracas, fut retardé lors d'un de ses vols au départ d'un aéroport européen parce que l'on attendait le fils du chef de l'Etat qui, ayant arrosé sa soirée au champagne, avait prolongé son sommeil au petit matin. Il se passa deux bonnes heures avant que le fringant prince de brousse ne se présente pour qu'enfin l'avion avec ses trois cents passagers décolle. A plusieurs reprises, les bagages des passagers ont été abandonnés pour ne suivre que sur un prochain vol, parce que le fret de la présidence de la République avait occupé toute la soute. Très souvent encore, on a entendu parler de bagages de la famille

présidentielle, de bagages de la première dame, de bagages de la famille de la première dame, de boissons pour la fête nationale, de fret du protocole d'Etat.

Les plus mal en point devant ce spectacle sont les préposées des aéroports européens qui assurent les opérations d'enregistrement. Elles sont souvent prises entre le marteau et l'enclume. Le spectacle auquel elles sont confrontées, rompt avec toutes les exigences déontologiques de leur métier et des consignes générales reçues, mais elles sont tenues à ne réagir que de façon très prudente. Lors de l'un de mes voyages, me rendant compte de l'embarras d'une hôtesse, à l'embarquement face à la méconduite troublante d'un Africain qui était manifestement hors de propos, j'ai approché la jeune dame qui avait dû quitter son poste de travail afin de se calmer.

« - Madame, je vous comprends et je vous présente mes sincères excuses pour ce monsieur. N'en faites ni un grand problème ni une généralisation à tous les Africains.

- Ah, monsieur ! C'est toujours la même chose. Embarquer pour les compagnies africaines est toujours un problème. Nous ne savons plus comment nous comporter avec vous. Beaucoup de collègues préfèrent perdre leur travail que de travailler dans ces conditions. Certaines se mettent en maladie pour éviter vos vols. Imaginez que nous nous fassions insulter et nous ne pouvons même pas répondre, de peur d'être accusées de racistes. Ce n'est pas normal. En tout cas, je ne retourne pas à mon poste avant l'arrivée du responsable de la sécurité et du responsable de l'embarquement de ce vol ».

Cette réaction plutôt modérée et suffisamment calibrée, limitée à l'appréciation objective des faits, est certainement très loin de celle que la jeune dame aura une fois rentrée chez elle. Face à des amis à qui elle pourrait

être amenée à raconter l'incident, les mots ne manqueraient pas d'être très durs, sales, vraiment racistes. A qui la faute dans ce cas ?

Pour toute personne habituée à un minimum de raisonnement rationnel, ce qui choque c'est la propension des Africains, dans ces cas de comportements inadéquats, à invoquer le nationalisme, la fierté nationale, la dignité, l'indépendance et toutes sortes de slogans creux repris depuis la nuit des temps. Tout se passe comme si l'Africain avait maîtrisé l'adage selon lequel il faut bien étreindre pour mieux étouffer, tuer, détruire, ruiner. Parler de sadisme en lieu et place de nationalisme n'est pas exagéré.

Il faut parcourir les pays africains au Sud du Sahara pour mesurer à quel point les meilleures initiatives d'entreprises, y compris dans des secteurs stratégiques, ont été mises en faillite sur l'autel des mêmes pratiques décriées dans le cas d'Air Afrique. Lorsque l'Africain ne vit pas entièrement et uniquement au temps présent, il construit le futur complètement à l'envers des besoins réels des générations à venir et des exigences de continuité. Ce n'est même plus de la corruption ou des détournements des fonds publics qu'il s'agit, c'est une monstrueuse défaillance culturelle. Qu'est-ce qui peut fondamentalement amener des personnes qui sont pères, mères, éducateurs et éducatrices, à se détourner de toute prévision et de toute attitude de préservation et d'expansion des acquis ? Comme d'habitude, on va nous opposer les ravages sur l'environnement de l'industrialisation à outrance des pays développés ou encore, la rapide dégradation de l'eau, de l'air, et des terres en Chine. Il n'y a aucun parallèle à faire avec une Afrique qui sort à peine du sommeil et donne l'impression chaque jour de vouloir cette fois entrer dans un fossé

ténébreux. Entre ceux qui pensent et programment l'avenir avec la participation des citoyens à travers des consultations électorales démocratiques et ceux qui gèrent au quotidien selon les caprices solitaires et discriminatoires des dictateurs obscurantistes, il n'y a pas de rapprochement possible.

L'Africain ne fait presque pas de différence entre l'avion dont le moindre incident, la moindre surcharge, peut mettre en danger des centaines de vies humaines, et les taxis de brousse qui relient les villages enclavés du continent et fréquentent les pistes rocailleuses ou boueuses avec plus de dix fois leur poids normal autorisé. Du ministre au planton et du sieur instruit à l'illettré, on pense généralement que l'on peut s'offrir le contenu de tous les étalages des magasins discount de Londres et de Paris, et trouver toujours de la place dans les avions pour les acheminer au pays. Dans l'autre sens, ce sont toutes les recettes culinaires du village qui encombrent de lourds sacs au départ des vols pour l'Europe. Les discussions, les négociations, les élévations de voix à l'embarquement donnent aux aéroports africains, une ambiance féérique. Personne ne se soucie de savoir si cet oiseau du ciel tant sollicité, a vraiment des limites à respecter s'agissant des bagages à emporter, ni s'il existe des risques de problèmes pour la sécurité des passagers à bord. De quelle culture relève cette machination d'une fougue irrésistible ?

X

Le destin d'une société sans capacité critique

La seule capacité critique qui semble permanente, régulière et commune à la plupart des Africains dorénavant, c'est la capacité de critiquer l'Occident, d'élever des plaintes sans fin contre l'esclavage, le colonialisme, le néocolonialisme. Il y a comme une mort lente de la capacité critique des sociétés africaines si l'on observe attentivement la tendance chez les intellectuels. La littérature de combat des années 1950, 1960, et même 1970, tend à disparaître pour laisser la place à une littérature de plaisance, d'amusement et de simple distraction. Les Mongo Béti, Cheikh Anta Diop, Aimé Césaire, pour englober le monde noir, n'ont pas encore de dignes successeurs. Tant en volume qu'en substance, les statistiques de publications calculées en pourcentage par rapport aux époques de considération, et compte tenu de la masse de cadres existants, sont nettement défavorables. Par ailleurs, si les romans participent de l'entreprise générale de pensée, d'éveil et d'enrichissement de l'œuvre humaine, il convient aussi de reconnaître qu'à moins qu'il ne s'agisse de romans instructifs sur le vécu quotidien et voués à l'émancipation politique des citoyens, ce n'est pas surtout de cela dont l'Afrique a besoin en priorité ou en grand nombre.

L'écriture chez des peuples opprimés, souillés, humiliés, enfermés dans des régimes politiques antidémocratiques, doit être combattante, alerte, engagée et mobilisatrice. La révolution industrielle de l'Europe que l'on appelle le vieux continent, je ne sais d'ailleurs pas

pourquoi, puisque l'Afrique peut autant être considérée comme un vieux continent, doit beaucoup au génie contestataire et à l'engagement de l'écriture et de la parole. Si l'on perd l'habitude, la faculté ou la latitude de critiquer, de contester, d'interpeller et de corriger, on sombre dans un état de ruine culturelle à long terme.

La tentation de l'accommodation avec des situations incongrues inacceptables de tous les points de vue et dans toutes les projections morales universelles, est en train de gangrener les sociétés africaines. En mars 2009, lors d'une visite de quatre jours du pape Benoît XVI au Cameroun, le monde entier à travers la télévision a assisté à des scènes dignes de harcèlement du souverain par le couple présidentiel camerounais. On n'avait jamais vu une présence aussi envahissante et aussi embarrassante de l'épouse d'un Chef d'Etat aux différentes articulations de la visite d'un souverain étranger. Le protocole normal voudrait que si le souverain en visite n'est pas accompagné de son épouse, son hôte s'abstienne d'impliquer la sienne. Mieux, dans le cas du pape qui n'a point d'épouse parce que sa vocation religieuse exclut cette faculté, son hôte n'a pas à mélanger les genres en emmenant sa première dame partout et pour tout. Le séjour du souverain catholique à Yaoundé fut un véritable scandale à ce propos. On a vu l'épouse du chef de l'Etat partout, prenant parfois les devants et jouant des rôles qui, dans un système de gouvernance normale et dans une construction culturelle raisonnable, respectueuse de certaines coutumes constitutionnelles, seraient revenus au Premier ministre.

En réalité, si des critiques indignées avaient surgi dans la presse locale dès le premier jour, le président du Cameroun aurait sans doute corrigé le tir et laissé sa femme à la maison. La curiosité vient de ce que sur place,

il y avait plus de mille responsables de l'église catholique africaine et personne de tout ce monde n'a eu le courage de faire cesser les scènes embarrassantes imposées par le couple présidentiel à leur patron. Les choses se compliquent et se confirment dans cette sorte de lâcheté et de perdition générale sur le continent, lorsque l'on s'aperçoit à la lecture des journaux des autres pays africains, lesquels ont suivi et abondamment commenté la visite du souverain pontife, que cet aspect que nous évoquons, en somme le désordre entretenu par la présence envahissante de l'épouse du chef de l'Etat, n'a pas semblé préoccuper les journalistes. Pourtant, sous d'autres cieux, les adeptes de la plume d'inquisition ne se seraient pas gênés de rappeler le président camerounais à l'ordre voire de le mettre en demeure de cesser ce cinéma de mauvais goût.

Il faut certainement aller chercher l'explication ailleurs, dans l'espèce de paresse et d'amnésie politique qui caractérisent de plus en plus tous ceux qui savent manier le verbe et la parole en Afrique. Ils ont perdu l'ultime valeur et la suprême culture, celles qui mettent l'individu en position de gendarme permanent par rapport à lui-même, par rapport à son environnement, et par rapport aux institutions afin de ne pas laisser sans réagir, le fait, l'acte ou la déclaration susceptible de compromettre ou de désorienter le cours de son destin. Parce qu'en réalité, les Africains se comportent en vaincus désespérés, ni l'argent, ni la bonne éducation, ni la maîtrise des dogmes et théorèmes des sciences modernes ne sont plus d'aucune utilité pour les délivrer de la prison dans laquelle ils s'estiment enfermés par l'histoire.

L'autre vérité cruelle c'est que, en lieu et place de l'histoire, nous sommes en face d'une prison de construction fraîche, contemporaine, édifiée au gré des

complaisances et des excuses. Il faut ainsi comprendre que les Africains, à force de perdre la capacité de révolte devant les dictateurs, ont fini par adopter pour valeur, tout ce qui est censé être proscrit, condamné, rejeté. La culture, la vraie, a foutu le camp depuis, pour laisser la place à ces scènes déplorables où une épouse de Chef d'Etat, grille et désorganise tout l'ordonnancement protocolaire et diplomatique. Au risque de heurter quelques sensibilités féministes, comment pourrait-on concevoir, dans une société dont la dominance est patriarcale, qu'une épouse de Chef d'Etat se pavoise aussi grossièrement et aussi légèrement, à une occasion aussi solennelle et aussi religieuse ? Le chef de l'Etat camerounais était-il animé d'un malicieux dessein de faire regretter au chef de l'église catholique son célibat, ou voulait-il tout simplement faire découvrir aux centaines de journalistes présents, sa jeune et ravissante épouse ? Entre la faute intentionnelle, l'erreur protocolaire, et le cynisme, toutes les hypothèses valent pour une tentative d'explication.

Notons que, à défaut de renverser les tyrans installés à la tête de leurs pays, les Africains quoiqu'ils en disent, et même s'ils s'en défendent, flirtent un amour bizarre avec ceux-ci au point de ne plus réaliser que ces premières dames parachutées dans l'arène politique, imposées dans les protocoles d'Etat, et gratifiées du titre pompeux de maman de la république, sont un handicap à la fois pour la sérénité du processus démocratique, et partant pour le développement. Ces mascottes d'un autre âge ne devraient pas avoir de place à l'heure de la gouvernance transparente.

Le drame c'est que l'opposition politique, constituée souvent d'opportunistes et de politiciens de petite vertu, a complètement perdu non seulement le pied mais également la tête dans la perception du sens des choses et

du mouvement du monde. Les épouses de Chefs d'Etat jouent aujourd'hui un rôle prépondérant dans la vie politique, économique et sociale en Afrique, en violation de la loi fondamentale et de tous les codes de conduite. Elles se mêlent de tout, interviennent souvent pour instaurer l'illégalité, faire avaliser des passe-droits, ordonner des dépenses, engendrer des décaissements illégaux, dicter aux membres du gouvernement et aux directeurs généraux des entreprises publiques, faire admettre des candidats dans des écoles professionnelles sans passer par la voie des concours. Ces dames sont devenues des pôles budgétivores et des sources d'illégalités criantes, de discriminations et de prévarication. Face à tout cela, l'opposition observe bouche bée, donnant le sentiment et sans doute plus que le sentiment, d'avaliser, d'accepter, de se conformer.

Au nom d'une volonté de tirer ces gentilles dames de l'anonymat et de l'oisiveté, des projets qui coûtent annuellement plusieurs milliards aux caisses de l'Etat et des entreprises publiques, sont concoctés en leur nom, avec grand bruit. Mais si tout s'arrêtait à ces sorties et à ces gabegies, on ne s'en plaindre peut-être pas trop. Le seuil de rupture morale et institutionnelle est atteint par l'organisation des cérémonies de présentation des vœux aux premières dames, ce qui les place au même niveau que les principaux pouvoirs républicains. Des membres du corps diplomatique, de la presse nationale et internationale, sont ainsi invités à aller faire allégeance aux épouses des Chefs d'Etat africains chaque année, selon un rituel abondamment médiatisé.

Si l'unité des Africains ne se manifeste plus que lorsqu'il faut diligenter des charges contre l'étranger, alors il faut convenir que la fuite en avant est devenue la règle et

l'art premier d'une véritable école de pensée de défaitistes et de lâches.

Le sursaut réalisé par quelques intellectuels africains après le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar, a déjà valu aux éditeurs de sortir une dizaine de livres en guise de réponse très critique, véritable démonstration après tout, d'une haute sensibilité à l'amour propre et à la dignité de l'homme noir. L'embêtant, c'est que le registre des affaires ou des situations qui mettent à mal la dignité et l'amour propre de l'homme noir, est rempli d'urgences et de situations latentes à propos desquelles, aucun de ces savants et redresseurs des torts nègres ou plus largement africanistes, n'a cru devoir se prononcer en commettant un livre. On a rien vu sur le massacre de plus de trois cents réfugiés congolais sur le *beach* à Brazzaville. Il faut rappeler qu'il s'agit d'une affaire assez grave, un crime qui devrait logiquement faire l'objet d'une enquête et d'une inculpation par le tribunal pénal international, du président congolais Denis Sassou Nguesso. Trois cents réfugiés rentrés dans leur pays après des promesses fermes de garantie de leur sécurité, ont été anéantis. L'Occident n'usant et n'abusant des pouvoirs du tribunal pénal international que selon une géométrie stratégique discriminatoire, tous les recours et plaintes des familles sont restés sans grand effet à ce jour. Or, une levée de boucliers en rang serré des intellectuels africains, ceux-là mêmes qui se sont mobilisés en un quart de tour contre le discours de Dakar, aurait constitué une formidable pression pour obliger les maîtres justiciers et argentiers de la planète, à faire autre chose que de garder un silence lourd de complicité implicite.

Il y a le Zimbabwe, autre cas désolant qui dure depuis des années et qui a empiré. Une population de plus de vingt millions d'âmes est livrée aux folies destructrices et

sanguinaires d'un dictateur qui s'accroche au pouvoir et proclame à qui veut l'entendre, qu'il n'y aura jamais d'autre dirigeant de son pays que lui, tant qu'il sera vivant. Symbole d'une honte et d'une humiliation sans pareil de l'Afrique et des Noirs depuis très longtemps, il n'a pas été le moindre du monde, interpellé ou dénoncé par une levée de boucliers en ordre des intellectuels africains. Ce dictateur qui renvoie au reste du monde, l'image troublante et compromettante d'une Afrique de sauvages et de barbares, mériterait pourtant mieux que monsieur Sarkozy, une mobilisation des intelligences sensibles et alertes.

Au Cameroun, un autre dictateur, dont le régime a admis officiellement avoir causé en trois jours, la mort d'une quarantaine d'enfants qui manifestaient contre la cherté de la vie, le chômage et la misère, n'a pas été inquiété par une quelconque pétition des intellectuels africains.

De façon plus générale, la multiplication des violations constitutionnelles sous le sceau des révisions de la durée du mandat présidentiel, a ramené le continent dans ses pires records de barbarie et de dictature, ouvrant la voie à l'instauration des présidences à vie. Il s'agit de la condamnation pure et simple des citoyens africains à une condition éternelle d'esclaves. Ces révisions constitutionnelles préparent les prochaines guerres civiles, les prochains génocides, les prochaines désolations. Mais où sont ces intellectuels africains qui savent si vite et si bien se pencher sur le discours de Dakar ?

Je veux croire que les gens sont sérieux !

Je veux croire que l'Afrique et ses intellectuels ne sont pas qu'un mauvais roman !

Je veux croire que ces intellectuels ne sont pas un problème pour l'Afrique !

Je veux croire que rien de tout ce que font ces intellectuels n'est trop calculé !

Je veux croire qu'ils ne sont pas à leur tour mal orientés !

Je veux croire que la critique reste alerte et généralisée !

Je veux croire que rien dans leur respiration n'est trop loin des réalités !

Je veux croire que viendra le jour de leur révolte générale !

Je veux croire que comme ailleurs, nous nous lèverons et marcherons pour la vraie indépendance, la vraie souveraineté et la vraie liberté !

Je veux croire que nous serons enfin critiques !

Je veux croire que nous n'avons pas un problème de culture !

XI

Le prix de l'indépendance et de la liberté

S'il existe un reproche que l'on peut faire aujourd'hui aux Africains sans risquer d'être taxé de raciste, de méchant ou de provocateur, c'est leur passivité et leur absence de détermination dans la lutte pour une émancipation effective, qualitative et libératrice. Rien ne justifie en effet, que le continent soit dorénavant la terre fertile de consécration des dictatures les plus bêtes et les plus obscurantistes. Il y a une vraie curiosité dans le fait que le continent se soit doté en moins d'un demi-siècle de cadres de très hauts niveaux couvrant les disciplines les plus en vue dans tous les secteurs des sciences et des techniques, tout en demeurant dans un effroyable retard en ce qui concerne la définition, la construction et la stabilisation de cadres institutionnels démocratiques. Certes, le seuil de réussite démocratique ne saurait se mesurer ou s'apprécier en fonction du nombre de personnes de hautes qualifications, mais tout de même, si hier on considérait le manque de ressources humaines de qualité pour régler certaines tares du sous-développement, il est logique que l'on considère que la situation devrait ou aurait dû être bien meilleure aujourd'hui. Lorsque l'on se penche sur des pays à l'instar de la Centrafrique, du Congo Démocratique et du Cameroun, on prend peur en découvrant le fossé qui existe entre la masse des cadres formés depuis l'indépendance formelle en 1960, et le niveau de culture civique, d'instruction civique, et de conscience nationale.

En fait, les Africains semblent globalement choisir de mener un autre combat plutôt que celui de la vraie indépendance, de la dignité et de la liberté. La facilité avec laquelle les despotes émergent et se maintiennent étonne et contrarie même les esprits les plus optimistes sur le sort du continent.

Ce que représentaient des personnages bouffons comme Idi Amin Dada, l'empereur de Centrafrique ou encore le maréchal Mobutu, révélait peut-être une nature profonde de l'Africain dont les Biya, Bongo, Mugabe, Museveni et autres sont les dignes héritiers et continuateurs. On a beau célébrer et féliciter Wade, il véhicule dans ses méthodes, son discours, son ambition de tricher avec son fils et ses proches, la même maladie dont les origines se situent dans une distorsion culturelle difficilement réfutable. Nous sommes enclins maintenant à pousser la réflexion aussi loin qu'il le faut dans les temps derrière nous, pour tenter de comprendre l'autre vérité qui se cache dans cette facilité avec laquelle l'Occident a pu traiter les Noirs avec une telle inhumanité, les enchaînant comme des moutons récalcitrants, les déversant par-dessus bord en haute mer, les usant et abusant d'eux dans des plantations infectes où bon nombre crevaient d'épuisement, de malaria, de piqûres d'insectes, de morsures de serpents, et tout simplement de mal traitement.

Le sang de la révolte coule-t-il vraiment dans les veines du Noir ? Je ne veux ni réciter les histoires glorieuses de Toussaint Louverture en Haïti, ni évoquer le grand chef zoulou Chaka, et encore moins faire appel à la mémoire des Samory, Soundiata Kéita et autres braves Africains connus. Je veux interroger l'étape contemporaine de notre être, pour sonder dans les gestes, les actes, les

déclarations, ce que nous avons été capables de faire depuis, et ce que nous ne faisons pas aujourd'hui.

Si les guerres sont le plus sûr moyen d'éduquer les peuples et d'affermir les nationalismes, doit-on conclure que l'Afrique souffre pour n'avoir pas connu assez de guerres et les Africains pour n'avoir pas suffisamment combattu ? Il ne faut point invoquer quelques guerres d'indépendance d'ailleurs vite étouffées, ni reprendre pour exemple les pénibles et très ennuyeuses guerres des colonies portugaises, de même qu'on se gardera de ne pas ramener dans nos souvenirs les affres du Rwanda ou du Darfour.

Notre guerre, celle qui fonde la dignité des peuples et commande leur acception et leur respect chez les autres nations, sans ressembler à la longue marche de Mao, ni la révolution Bolchevique, et encore moins la guerre menée par les treize colonies britanniques d'Amérique du Nord pour aboutir aux Etats-Unis, doit pouvoir entraîner pour l'ensemble de l'Afrique au Sud du Sahara, la destruction des germes de la compromission et de la perte. C'est une guerre qui appelle l'abnégation, la souffrance des justes, l'engagement des érudits, et le serment des pères et des mères de toutes les possessions matérielles.

Les Africains souffrent de s'être trop contents des fruits des aventures de la civilisation industrielle bâtie par un Occident qui chante les versets du capitalisme outrancier. L'Occident a construit son système de consommation accélérée, appuyé sur une vitesse d'innovation technologique vertigineuse, et nous courons après ses retombées comme de pauvres nains sans jambes toujours complexés, toujours en retard d'une jouissance, jamais satisfaits ni rassasiés, et jamais conscients de ce que nous avons finalement sacrifié l'essentiel de notre

dignité et de nos valeurs, dans une épreuve d'endurance inappropriée, empoisonnée et sans doute au-dessus de nos capacités.

Il faut encore s'étonner qu'à chaque fois que dans l'histoire de l'humanité, les cloches de la guerre des intérêts et des positions ont sonné, les Noirs, car il s'agit surtout d'eux et pas de tous les Africains, ont perdu sur le champ de bataille, et ont parfois été défaits avant même d'avoir pu combattre. L'on se serait attendu qu'après le semblant de pacification du monde au lendemain de la fin supposée de la guerre froide, les Africains enfin débarrassés du poids des obligations de leurs différents maîtres des deux camps idéologiques, se prennent véritablement en main, fassent exploser leurs génies, et rattrapent le temps perdu en érigeant des sociétés garantes de toutes les libertés et triomphantes sur les plans démocratiques et économiques. Nous assistons à l'inverse. Les intellectuels, les cadres, les savants revenus en ordre dispersé des académies prestigieuses éparpillées à travers le monde, ont tourné le dos à cette perspective, préférant s'installer dans le confort alléchant autant que facile et aléatoire des régimes de pouvoir autocratique.

Ainsi, alors que les masses tendent toujours les bras vers le ciel, dans l'espoir de voir germer les combattants aux esprits lumineux et désintéressés qui vont les encadrer dans une offensive contre les gabegies totalitaires, le bilan ne laisse pas la place au moindre doute : trahison des élites ; inconscience des politiques ; pacte diabolique avec l'ennemi extérieur ; braderie des richesses du sol et du sous-sol ; tricherie généralisée ; élections truquées ; générations entières sacrifiées.

Pourquoi la majorité des intellectuels au Sud du Sahara se retrouve-t-elle explicitement ou implicitement derrière

les régimes totalitaires, jouant les premiers rôles dans l'articulation des programmes de mauvaise gouvernance, ou meublant les antichambres pour tisser des complots en silence, et formuler les doctrines de la présidence à vie ? Ce n'est pas pour avoir manqué de repères idéologiques et doctrinaux valables, ni manqué des références et des exemples salutaires, que les élites dans cette partie du monde ont tant démissionné et pour certains, croisé tout simplement les bras pour s'enfuir dans des exils moralement intenable. L'intelligence universelle et l'histoire commune de l'humanité offrent toutes les clés de la révolte, du soulèvement violent, et des mutations radicales devant lesquels, aucun régime sale, aucune dictature, aucune tentative de présidence à vie, aucune tricherie constitutionnelle, ne pourraient résister. C'est dans la vie et la mort des kamikazes japonais d'hier et arabes d'aujourd'hui qu'il faut aller se ressourcer. C'est dans les testaments des étudiants sud-coréens qui s'immolent par le feu ou se jettent dans le vide depuis les sommets des tours, qu'il faut penser le coût de la liberté et de la dignité. Il faut pouvoir accepter de rester vingt-sept ans cloîtré dans une île perdue au milieu de l'océan comme Mandela, pour espérer allumer le feu de la liberté définitive et de l'indépendance transparente. Il faut payer le prix tout court. Notre culture a-t-elle inclus cette éventualité ? Notre culture a-t-elle programmé une résistance aussi longue et aussi laborieuse que celle des artisans de la longue marche de Mao, des partisans de Fidel Castro jusqu'à la prise de La Havane, du Che jusqu'à son assassinat dans la jungle, des défenseurs de Stalingrad jusqu'à la déroute des armées d'Hitler ?

Je ne demande à personne de construire des bombes et de les poser dans les marchés, dans les autobus, dans les stades bondés.

Je ne demande à personne de laisser sa prière du dimanche pour rejoindre des camps d'entraînement clandestins dirigés par Al Qaida, ni de tronquer son costume trois pièces contre le treillis des mercenaires de Laurent Kunda.

Je souhaite ardemment que chacun oppose une réponse adéquate aux maux résultant de la mauvaise gouvernance, et soit disposé à accepter le sacrifice ultime dans la quête de la liberté, de l'indépendance et de la dignité.

Je souhaite que nous nous présentions au monde avec une culture qui épouse toutes les contradictions, livre toutes les guerres, conquiert tous les intérêts, et cimente notre respect dans les cœurs.

Je demande que de notre intelligence, s'élève le dépassement de la peur, de la faim et de la misère, afin que tous les oppresseurs et leurs soutiens, soient convaincus de notre résolution à les détruire, au prix de tous les sacrifices.

Je veux que nous payions le prix, et entamions l'hymne d'une nouvelle culture, la culture des libérateurs de Paris, la culture des partisans yougoslaves rangés derrière Tito, la culture des libérateurs de Phnom Pen, la culture des vainqueurs de Dien Bien Phu emmenés par le général Giap.

XII

Hypocrisie certainement, fraternité et solidarité non !

L'Afrique ne serait donc qu'un grand village homogène, une famille unique de laquelle descendraient tous ses fils et filles. Tous les Africains ne seraient finalement que des frères et des sœurs, unis par des liens tellement forts qu'ils ne connaîtraient entre eux que de petites querelles et jamais de véritables luttes d'influence, de guerre, de confrontations mortelles. Par ailleurs, ce qui caractérise les Africains le plus, serait une étonnante habileté à résoudre tous leurs différends pacifiquement, selon un bon sens légendaire et une abnégation extraordinaire moulés dans une palabre toujours conciliatrice et non vexante.

Voilà formulés en deux phrases, le soubassement dangereux de l'infantilisation du monde noir, et le code idéologique de sa marginalisation, de son exclusion de la sphère du raisonnement logique et du comportement rationnel. Ce que cette thèse induit, c'est une formidable méprise de l'homme noir, où l'on retrouve l'Africain incapable de discerner les classes sociales et de construire une démarche à partir des intérêts en jeu. Cette thèse qui n'est pas loin de mener aux justifications des inepties racistes mises en exergue par certains intellectuels européocentristes dès le 13^{ème} siècle pour soutenir les conquêtes, la traite des Noirs, les missions civilisatrices et plus tard la colonisation, produit deux types de conséquences. La première, contrairement à ce que l'on pourrait croire, prospère à partir d'une culture de

l'hypocrisie entretenue par les Africains eux-mêmes. Pour un non Africain ayant parcouru l'Afrique ou ayant côtoyé les Africains en dehors de leurs foyers originels, la première surprise c'est la facilité avec laquelle les Noirs donnent l'impression de développer une affection spontanée entre eux. Si dans la réalité, les liens de famille, de clan et de village demeurent très forts, peut-être plus forts qu'ailleurs, il ne s'agit en réalité que de la conséquence d'une promiscuité matérielle qui débouche sur une interdépendance obligée de laquelle les gens ont du mal à se soustraire.

Les Africains sont très loin aujourd'hui, de l'image d'une société de compassion et de générosité qui transparaît dans la présentation fantaisiste des dépliants touristiques et des témoignages hallucinants de quelques touristes qui, fatigués de la société de vitesse et d'ultra consommation occidentale, croient retrouver le refuge d'un état de nature par ici. Les sociétés africaines connaissent une lutte des classes féroce avec toutes les conséquences obsessionnelles et matérialistes. D'ailleurs, au plus loin en arrière que l'on puisse remonter, les choses ne furent jamais si différentes. Certes, des discussions ont pu prospérer par exemple sur les distinctions entre la féodalité africaine et la féodalité européenne, avec des dénégations et des contradictions sans intérêt fondamental de notre point de vue, sur le statut de la terre et le statut des personnes.

Nous souhaitons nous en tenir à la seule division de la société en classes antagonistes, ce qui est une réalité aussi bien dans l'Europe ancienne et actuelle, que dans l'Afrique ancienne et actuelle. Il se trouve que si la société européenne a connu plusieurs révolutions politiques et sociales, fruits des luttes qui l'ont profondément transformée et l'ont fait avancer, la société africaine a

globalement stagné, évoluant au fil des siècles vers un modèle endurci d'obscurantisme et de pouvoir autocratique qui consacre la loi du plus fort. Les causes sont à rechercher dans des défaillances culturelles que nous avons sondées, analysées et critiquées à suffire dans les parties précédentes. L'Afrique offre plus que jamais l'image non pas d'une famille où tout se règle sans heurt et où tout le monde aime tout le monde, mais davantage d'une espèce de foire aux lions rusés, maquillés en agneaux gentils. La voracité des parvenus, la rage matérialiste des élites envieuses et corrompues, l'insouciance des hauts fonctionnaires qui se sont appropriés les caisses de l'Etat, l'affairisme et le népotisme ambiants, ont réduit à néant le peu de considération qui restait de l'être humain. Il ne fait pas bien être pauvre en Afrique, ni être sans soutien dans la haute administration, pour ne pas dire dans les services publics tout court. C'est vrai que l'on peut encore se promener dans les quartiers de Dakar et de Bamako et s'inviter sans formalité autour d'un plat de riz à l'occasion d'une fête de mouton, d'un baptême ou d'une banale cérémonie religieuse. Mais dans l'ensemble, on meurt de faim, de froid, d'indifférence et de négligence partout en Afrique au Sud du Sahara. A Douala, Brazzaville, Nairobi, Kampala, les trottoirs sont envahis d'enfants, d'adolescents faméliques, désorientés, perdus, et exclus que les gouvernants irresponsables se plaisent à faire passer pour des délinquants, des voyous, des bandits. En somme, les vrais bandits du pouvoir ont tout gâté, tout contrarié, et tout foutu en l'air.

Par ailleurs, il est important de signaler que les causes de la présence massive de ces jeunes désœuvrés dans les rues des grandes métropoles africaines, ne tiennent pas du tout à une propension spontanée à la délinquance des

générations. Il n'y a pas de délinquance subite, il y a une délinquance préparée, travaillée, cultivée, motivée, organisée à partir des politiques irresponsables des dirigeants. C'est parce que tout le pays se réduit parfois à la seule capitale et peut-être à une ou deux autres villes moyennes, que les familles de l'arrière-pays abandonné, oublié, marginalisé, se ruent par instinct de survie vers les quelques rues éclairées des cités portuaires ou administratives. Parce que l'on ne travaille que pour le présent, parce que l'on ne fonctionne que pour la vue et la jouissance immédiate, parce que l'on ne pense le développement que pour un petit espace où se concentrent *pouvoiristes*, corrompus, et opportunistes de tous les bords, la philosophie est résolument celle de prédateur. C'est dans l'arrière-pays, les zones rurales, que l'on réalise à quel point les dirigeants africains sont égoïstes et irresponsables. Entre la capitale où siègent les institutions et se concentre la majorité des élites fourrées dans mille délices et l'arrière-pays, on découvre vite la fracture, la rupture, voire une forme d'extraterritorialité contextuelle. Ce sont deux pays totalement différents, distants de plusieurs siècles en termes d'infrastructures. Ce scandale s'offre à la vue souvent dans un rayon de moins de deux kilomètres autour de la capitale.

Le plus difficilement imaginable est la réaction des dirigeants du pays de temps à autre, devant le phénomène de l'invasion massive de la grande métropole par les indigents, les chômeurs, les agriculteurs appauvris. Lorsque les élites se sentent épiées, surveillées, gênées dans leurs mouvements ou victimes de quelques braquages récurrents, elles se lancent dans des chasses à l'homme impitoyables. Les rafles succèdent aux bastonnades, et les destructions des installations fragiles de petits commerces accompagnent les bastonnades. En somme, on en vient à

brimer tous ceux qui ont cru pouvoir s'en sortir ou faire évoluer leur statut en pratiquant une petite activité commerciale ou technique. Garages, ateliers de couture, vendeurs sur triporteurs, cabines de téléphone, sont détruits sans ménagement et leurs propriétaires lacérés s'ils tentent une résistance. En un seul mois, celui de mars 2009 à Yaoundé, près de cent mille personnes survivant de ces petites activités, ont été projetées brutalement dans l'indigence et la misère, toutes leurs installations ayant été détruites, et les biens emportés par des hordes de milices quasiment droguées. Voici la réaction, dans un article publié dans le quotidien *Le Messenger* n° 2829 du 03 avril 2009, d'un des meilleurs analystes et homme politique de l'opposition dans le pays, Abanda Kpama, membre du bureau politique du Manidem (Mouvement africain pour la nouvelle indépendance et la démocratie) dont le leader est monsieur Anicet Ekané.

..... « *La manière dont s'opèrent les destructions qui rythment l'action du Délégué du gouvernement de Yaoundé, relève de la barbarie et de la sauvagerie Qu'est-ce qui peut justifier un tel acharnement à punir les pauvres, les faibles, bref les déclassés sociaux ? Le délégué répond qu'il a pour mission d'embellir la ville. Soit, mais qu'a-t-on prévu de faire de ces centaines de milliers de citoyens dont on a détruit outre le peu de biens qui entretenaient leur survie, mais plus grave, le peu de dignité humaine qui leur restait ? La mission du gouvernement ne consiste-t-elle pas à assurer au quotidien, sécurité et bien-être à l'ensemble des citoyens ?*

... *Ce qui intéresse véritablement le délégué du gouvernement à Yaoundé, c'est certes l'embellissement du centre-ville et des quartiers chics, réservés à l'élite nantie, mais c'est surtout de chasser de la vue des riches, puissantes et nanties élites de la capitale, les gueux et les*

pauvres qui encombrant les chaussées, gênent la circulation des grosses et luxueuses cylindrées, créent un sentiment d'insécurité et enlaidissent les beaux quartiers résidentiels et centres d'affaires...

... Par leur ampleur, par la violence qui les a caractérisés, par les drames humanitaires qu'ils ont déclenchés, ces actes de destruction de Ntaba, Etetak et ceux de la période qui a précédé l'arrivée du Pape Benoît XVI à Yaoundé, sont constitutifs de crime contre l'humanité ».

A Kinshasa, l'autorité urbaine a procédé à des destructions avec la même rage, les mêmes humiliations, la même indignité, sous le prétexte de la construction d'un hôpital, et sans que les victimes soient ni prévenues à temps, ni recasées, ni indemnisées.

La fameuse solidarité africaine est devenue un serpent de mer dont on cherche encore à connaître la forme de la tête et la qualité des écailles. Ne serait-ce que par l'exemple du génocide rwandais, personne ne pourrait valablement tenir un discours cohérent sur une quelconque fraternité africaine dorénavant. Nous convoquons ici, parlant de ce génocide, les cruautés du phénomène du tribalisme en Afrique, phénomène secrété, entretenu et manipulé par les élites détentrices du pouvoir d'Etat. On ne connaît que trop l'interférence du tribalisme dans le développement de ces pays où les citoyens sont interpellés, listés, identifiés et considérés en fonction de leur origine ethnique. Au Cameroun à titre d'exemple, le phénomène a conduit à détruire toute la structure centrale de la fonction publique et a livré celle-ci aux pires cancres. Dès les écoles de formation des grands corps de l'Etat, une discrimination féroce a mis le mérite et la compétence entre parenthèses, pour donner la priorité à la coloration

ethnique. Mieux, la Constitution adoptée en 1996, établit une relativité dans la citoyenneté, en érigeant des conditionnalités pour être éligible ou électeur, exactement comme en Afrique du Sud du temps de l'apartheid.

La réalité de la vie politique en Afrique noire est réduite, depuis toujours, à la confrontation des ethnies, en lieu et place d'une compétition des doctrines et des programmes. Le citoyen au milieu de cette foire de sauvages n'existe plus, ramené à un animal dont la tribu fonde les droits, les devoirs, les joies et les malheurs. Il n'est pas rare d'entendre dire que le Blanc est la tribu d'équilibre, comme en Côte-d'Ivoire ou au Cameroun. La guerre civile fratricide qui a marqué la difficile transition politique au Kenya en 2007, a encore mieux étalé les dommages de cette inqualifiable dérive. Dans ces conditions, c'est peu dire que de soutenir que le génocide qui a eu lieu au Rwanda en 1994, est latent, virtuel, et simplement en veilleuse dans les autres pays. Il est d'ailleurs surprenant que des habitués des combines ethniques sur le continent à l'instar de certains pays européens comme la France et la Belgique jouent aux anges consternés à l'évocation de ce drame.

La destruction du tissu familial dans la société africaine moderne, est le plus sûr gage de la perpétuation du néocolonialisme et de l'avilissement de l'homme noir. C'est suffisamment préoccupant pour que les nouvelles générations se penchent sur les conséquences à long terme. Hélas, rien ne permet d'affirmer qu'une prise de conscience serait en cours. C'est parmi des intellectuels de premier plan que l'on trouve les meilleurs idéologues de la discrimination ethnique. Cela s'appelle réalisme chez certains, comme si ces bouts de territoires consacrés entités géographiques homogènes par la triste conférence

coloniale de Berlin de 1884-85, et plus tard mutés en « *Etats souverains* », demeuraient une jungle émietlée.

Le constat est effrayant lorsque l'on aligne les conséquences et les victimes. Bien souvent, les auteurs de ces attentats contre le bon sens élémentaire n'ont vu que les gains immédiats, et finissent par faire eux aussi les frais de leurs forfanteries. Ils n'ont pas pensé à la famille à long terme, ni à leur propre progéniture, ni au destin collectif ; ils ont vendu leur âme pour quelques avantages, privilèges, et positionnements, comme des soldats qui ne voient d'ennemi, ou de force de l'ennemi, que la première face ou le premier fusil pointé, oubliant qu'il peut ne s'agir que de tête de pont d'un bataillon aguerri.

Beaucoup d'Africains, surtout jeunes, ne croient plus aux valeurs de fraternité, de solidarité et de compassion, au regard de la méchanceté de leurs dirigeants. La fièvre du multipartisme dans plusieurs pays, consécutive aux conférences nationales des années 1990, avait laissé croire que de nouveaux hommes et femmes plus humains, plus nationalistes et plus loyaux, allaient émerger à la tête des partis d'opposition. Le bilan que l'on fait deux décennies après, est un échec retentissant qui n'a fait qu'approfondir la déception et le désespoir. Les nouveaux leaders politiques ont dans la plupart des cas, utilisé et abusé du statut d'opposants, pour engranger des prébendes largement encouragées, tolérées et même arrangées par les régimes sales en place. Les opposants et grandes gueules d'hier, se sont calmés, ramollis, transformés par une richesse et une aisance subites à peine voilées. L'argent coule en effet à flots dans la relation pouvoir et opposition en Afrique, et prend plusieurs formes. Tantôt ce sont des évacuations sanitaires de complaisance, tantôt ce sont des aides personnelles à la suite de malheurs familiaux, tantôt des soutiens ponctuels pour les enfants étudiant à

l'étranger, tantôt des fonds officiels à l'occasion des élections, tantôt des loyers exorbitants pour des propriétés immobilières que l'on fait louer par des entreprises d'Etat, et tantôt des rémunérations louches attribuées à des parlementaires.

Dans ces conditions, le petit peuple a souvent perdu l'espoir d'une nouvelle humanisation et d'une moralisation voire d'un redressement effectif de la vie politique. Or, si c'est de là que le salut était espéré, on comprend la lassitude, le découragement et les réflexions qui peuvent en découler.

Découvrant sur le net une photo du président congolais Sassou Nguesso qui pleurait à chaudes larmes après le décès de sa première fille, par ailleurs épouse de l'autre, Omar Bongo du Gabon, un jeune lycéen de quinze ans a fait le commentaire suivant : *« Tiens, tiens, je ne savais pas que ces présidents aussi peuvent pleurer à la disparition d'un proche. Je les croyais insensibles à la douleur et à la souffrance. Donc ils sont quand même conscients de ce que le malheur existe vraiment. Je regrette infiniment pour la mort de sa fille, parce qu'elle était jolie et en plus médecin. Bon, mais les présidents africains font trop de mal aux gens. Il faut que de temps en temps, ils soient confrontés à ce genre de malheur, pour comprendre la souffrance d'un être humain. Ils en profiteront sans aucun doute pour changer, pour redevenir des êtres humains sensibles ».*

Un adulte cette fois, a poussé le commentaire plus loin : *« L'homme noir est le premier ennemi de l'homme noir. Nous sommes notre propre ennemi. Si par un extraordinaire retournement de l'histoire, l'homme noir avait colonisé l'homme blanc et non l'inverse, les Blancs*

*seraient aujourd'hui réduits à moins que des cancrelats.
L'homme noir est trop méchant ».*

Ces déclarations sont certes excessives, mais elles n'en traduisent pas moins le sentiment du citoyen africain au Sud du Sahara, confronté quotidiennement à des dérives comportementales qui ne sont pas seulement le fait des gouvernants, mais qui sont perceptibles dans tous les rapports sociaux. De toute façon, même si les livres religieux écrits en Occident peignent le diable en Noir et Jésus-Christ en Blanc, nous pouvons néanmoins nous consoler avec l'idée selon laquelle, il n'existe aucune preuve, au-delà des manipulations racistes, pour soutenir que le diable serait né en Afrique. Par contre l'état actuel des recherches situe, sans contestation, l'origine du premier homme en Afrique.

XIII

Les leçons de Nelson Mandela et de Barack Obama

Si l'on fait une analyse objective des événements les plus significatifs dans la psychologie politique des Africains durant les cinquante dernières années, la libération de Nelson Mandela puis l'accession subséquente de la majorité noire au pouvoir en Afrique du Sud d'une part, et l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis d'autre part, figurent en tête. Mais seulement, ce que ces événements révèlent au plan critique par rapport à la conduite et la pratique politiques des Africains, ne semble pas donner lieu à beaucoup de commentaires.

Si Nelson Mandela et Barack Obama peuvent être perçus comme des symboles, il est honnête de mettre en évidence, les autres raisons pour lesquelles ces deux figures sont par ailleurs les outils d'une honteuse démonstration de ce que les Africains ne savent pas faire, ne sont pas encore en mesure de faire, ou ne sauront jamais faire, tant une culture du dénigrement radical et de l'annihilation de toute opposition par rapport à l'ordre établi, les tient.

Dans quel pays africain un opposant irréductible aurait-il été gardé vingt-sept ans en prison ? Les Blancs qui ont instauré et géré le régime d'apartheid en Afrique du Sud ont certes commis des crimes ignobles, ne citons que le massacre de six cents écoliers à Sowéto en 1976, l'assassinat de Steve Biko, de Dulcie September, et de bien d'autres restés anonymes. Toutefois, le fait d'avoir gardé vivant le plus prestigieux, le plus connu et le plus

influent leader noir du pays, témoigne d'une autre culture, d'un autre humanisme que les régimes barbares de l'Afrique noire ignorent totalement. En pleine journée à Abidjan, le docteur Dakoury Tably, frère cadet d'une des principales figures de l'opposition au président Gbagbo, fut enlevé en pleine consultation et assassiné. Les assassinats du journaliste Norbert Zongo au Burkina Faso, et avant lui, de tous les trois camarades d'armes de Compaoré actuellement au pouvoir, sortent de l'ordinaire de l'instinct criminel et rentrent dans une métaphysique de la haine sanguinaire. En réalité, la spirale des coups d'Etat sanglants et des lendemains de consultation électorale meurtriers, appartient à une culture spéciale de négation de toute civilisation accordant la considération à l'autre. Lorsque les philosophes se seront penchés sur le phénomène dans les prochains millénaires, ils décriront la situation comme une excroissance anormale dans les traditions des grands singes d'Afrique. On conclura alors qu'à cette époque, le monde ne réalisait pas exactement ce qui se passait, et les scientifiques qui étaient très occupés à trouver des solutions aux pandémies du sida, du diabète, du paludisme, de la tuberculose, du cancer, de la maladie d'Alzheimer, n'avaient pas eu le temps ni l'attention nécessaires pour se pencher sur le phénomène des comportements sanguinaires chez les dirigeants d'Afrique. L'on se rendra également compte que l'Europe jouait de complicité, et s'accommodait de la situation pour sans doute maintenir ces grands singes dans un état d'infériorité et de dépendance chronique.

Comment l'esprit humain accepte-t-il si facilement le massacre des centaines de personnes au lendemain du décès du dictateur togolais Eyadema ? Il fallait absolument placer son fils au pouvoir, et pour cela, aucun crime, ni aucune souffrance imposés au peuple togolais n'étaient ni

de trop, ni choquants. Comment le monde juge-t-il le massacre des dizaines d'enfants au Cameroun en février 2008 lors des manifestations contre la cherté de la vie ? A quoi assimile-t-on le massacre de plus de trois cents réfugiés sur les berges du fleuve Congo du côté de Brazzaville ? Les pays qui sont coupables de ces actes criminels auraient-ils gardé Mandela vivant durant vingt-sept années ?

On croyait l'époque de la barbarie qui fut marquée par les assassinats des Chefs d'Etat à l'instar de Olympio du Togo, Seyni Kountché du Niger, Sankara du Burkina Faso, Samuel Doe du Libéria, et Marien Ngouabi du Congo révolue, en ce début d'année 2009. L'assassinat de Nino Vieira de Guinée Bissau, est venu rappeler brutalement au reste de l'humanité, que le gène de la sauvagerie et des tueries impitoyables qui dort dans le sang et dans la culture des Africains n'a pas encore trouvé d'antidote. Que ce soit pour la conquête du pouvoir, que ce soit pour satisfaire certaines planifications extérieures loin du continent, ou à cause des mauvais comptes de la mafia de la drogue, des trafics des minerais ou du blanchissement de l'argent sale, le mode de fonctionnement qui recourt avec une telle facilité, une telle permanence et une telle régularité au crime de sang, n'a d'autre explication qu'un grave dysfonctionnement culturel.

Si Mandela est devenu une icône très respectée dans toute l'Afrique et très populaire dans toutes les couches sociales, les Africains le célèbrent comme n'importe quelle autre marque de bonbons ou de téléphone cellulaire. Très peu d'Africains honorent Mandela pour la longue résistance qu'il a conduite depuis la prison pour amener son peuple à la dignité et à l'indépendance. Les effigies du vénérable combattant pour la liberté trônent partout, et

jusque dans les salons des pires dictateurs et corrompus du continent. J'ai demandé un jour à l'une de ces racailles de la mauvaise gouvernance en Afrique, pour quelle raison il avait préféré la photo de Madiba pour apposer sur le mur central de son somptueux bureau. Il a eu cette réponse : « je l'aime bien parce qu'il a apporté la liberté aux Noirs et sauvé ceux-ci de l'humiliation ». Lorsque je lui fis remarquer que la situation dans son pays méritait aussi une lutte pour la dignité à l'instar de celle que Mandela à menée, il se redressa et entra dans une colère à peine contrôlable : « mais tu crois que c'est la même chose ici ? Nous sommes déjà libres et nous ne tolérons pas le désordre des subversifs dont la seule raison du mécontentement est de prendre notre place ».

Voilà la logique typique en cours dans les dictatures obscurantistes du continent. L'Afrique est toujours à part, et les dirigeants font toujours exception. Ils vivent avec l'idée selon laquelle, ils sont libres d'apprécier positivement ou négativement ce qui se fait ailleurs, mais se refusent à tout parallèle avec leur propre situation. Mandela c'est bien, mais on ne souhaite pas voir des têtes comme lui émerger par ici.

Pour Obama, sa montée fulgurante et sa victoire restent une épopée aux mille et une histoires et célébrations chez presque tous les Africains. Au lendemain de la proclamation des résultats consacrant son élection et plus tard le jour de son intronisation, le souffle des Africains a pris un coup. On a fêté dans toutes les grandes capitales africaines à coups de klaxons, de musiques dans les rues, et de toutes sortes d'excès. L'on a entendu des Chefs d'Etat exprimer leur joie, des chefs dont il ne convient pas de juger de la légitimité, surtout pas. La fièvre qui s'est emparée du continent a fait croire à une nouvelle indépendance, à une révélation divine.

Dans ce concert de célébrations, on a entendu très peu de réflexions sur les structures politiques, le système social, les institutions politiques, le cadre électoral et le jeu pluriculturel, qui a rendu possible l'arrivée d'un métis noir à la tête de la plus grande puissance du monde. Dans une Afrique nourrie de haine, construite sur la discrimination, gouvernée avec la peur, et otage des dictateurs éternels et vieillissants, il fallait pourtant s'interroger sur les chances de voir un marginal par nature, un fils de minorité par essence, réussir à prendre le commandement par les voies démocratiques. Ici, il ne faisait pas bien de poser des questions autour de soi sur ce qui se passe sur place, ici et maintenant, hier, avant-hier, aujourd'hui, et peut-être demain. Il ne faisait pas bien de se demander comment nous pouvons devenir Obama en Afrique ou fabriquer un autre Obama sur place. Non, ce qui intéressait les Africains, c'étaient la diversion, les facilités, la jouissance des fruits du travail d'autrui. La mentalité de prédateur qui nous habite et nous caractérise au plus haut niveau, voulait que dans une jeunesse perdue, abandonnée et brimée, l'on ne pense qu'aux visas américains qui seraient plus faciles à obtenir. Interrogé par téléphone sur une radio internationale, le président du Mali s'exprimait avec un bonheur presque illimité. On aurait cru que le Mali venait de commencer la production du pétrole ou de découvrir dans son sous-sol, la plus grande réserve de l'or noir du monde. Hélas, c'était le style de nos genres d'émotions, un style qui privilégie la perception immédiate et renvoie tout ce qui nécessite recherche de substance et réflexion approfondie à plus tard, voire à jamais.

L'honnêteté intellectuelle voudrait que les Africains reconnaissent que l'Afrique du Sud n'aurait jamais été la puissance économique qu'elle est actuellement, si elle avait été gérée par les Noirs depuis quatre cents ans. La

même démarche devrait naturellement conduire à reconnaître que si ce pays était subitement entièrement abandonné aux Noirs, il s'effondrerait en très peu de temps. Heureusement d'ailleurs pour cette Afrique du Sud, que les Blancs qui y ont régné longtemps ont construit les bases solides d'un capitalisme financier et industriel moderne, certes avec tous ses avatars sociaux et ses disparités entre les citoyens, mais tout de même avec un rayonnement non seulement admirable, mais enviable. On entend de plus en plus les Africains dire qu'ils vont recevoir des soins médicaux de choix en Afrique du Sud, les mêmes soins pour lesquels ils étaient obligés de subir des tracasseries et des soupçons d'immigration illégale pour aller les recevoir en Europe. Ces Africains qui ne ratent aucune occasion de se dire émerveillés par la modernisation et le niveau de développement du pays de Nelson Mandela et de Desmond Tutu, refusent d'expliquer pourquoi dans leurs propres pays qui sont censés être indépendants depuis des lustres, on n'a pas atteint un niveau de développement semblable.

Si quelqu'un aurait à l'esprit de se fâcher pour ces propos, je veux volontiers lui payer un séjour au Zimbabwe de monsieur Robert Mugabe, non sans lui avoir auparavant, fait découvrir l'album photo du temps où les Blancs géraient le pays. Les Noirs souffraient dans leur chair et dans leur amour propre, mais penser au gâchis que représente la politique d'un pouvoir bête et idiot pour l'avenir de plusieurs générations est tout simplement terrifiant et laisse peu de doute au choix.

Comme pour corroborer cette assertion, les citoyens de Mayotte, fragment de l'Etat insulaire des Comores confisqué arbitrairement par la France, qui en réalité n'a jamais rendu sa liberté à aucun des peuples qu'elle a colonisés (l'Algérie est l'exception qui confirme la règle),

ont préféré rester Français lors du référendum organisé en mars 2009. Un journaliste de la radio d'Etat français a pu faire ce commentaire au lendemain de ce scrutin violemment dénoncé par l'ONU, par l'Union africaine et par l'Etat des Comores : *« le choix n'était pas compliqué pour les Mahorais, ils ne pouvaient pas faire autrement que de s'agripper à la France, car trop bien instruits des résultats des Etats Africains sur le continent après des décennies d'indépendance »*.

Si nous poussons la logique très loin, il serait permis de penser que le même référendum, offert à des Africains aujourd'hui, aboutirait au même résultat. Comment ne pas d'ailleurs déduire que les dizaines de milliers de clandestins de tous les âges qui s'élancent dans l'aventure du désert et de la traversée de la méditerranée pour la terre promise de l'autre rive, expriment un vote, un choix, et une position encore plus virulents et plus radicaux que ce qu'ont fait les habitants de Mayotte.

Barack Obama qui va présider aux destinées des Etats-Unis, un pays de trois cent millions d'âmes, représentant le quart des richesses mondiales, n'a rien de commun avec l'autre nègre qui sévit au Zimbabwe au nom de la race. Par ailleurs, il sera impossible que les douze pour cent des Noirs d'Amérique, compromettent les fondements d'une société résolument libérale, capitaliste et profondément idéaliste, bâtie par des pères fondateurs blancs. Monsieur Obama est certainement la première personne à savoir qu'il n'aurait jamais accédé à ce niveau de pouvoir et d'influence, si l'Amérique était comme l'Afrique. Tant pis pour les Africains s'ils l'ignorent ou feignent de ne pas avoir conscience de ce que nous ne sommes pas ou plus en présence du même Noir, ni de la même logique de pensée, de prospectives, de vision et d'échelle des valeurs.

Barack Obama est certes un fragment de l'Afrique, mais il n'est pas le produit de la culture des Africains, il est le produit d'une culture authentiquement américaine, et cette culture américaine, c'est à la fois une partie, une grande partie de l'Europe, une partie de l'Asie et du reste du monde y compris donc l'Afrique. Les Africains n'ont pas voulu le dire pour éviter l'embarras suprême, puisque le nouveau président est censé servir de présentoir de leur ingéniosité sinon de leur émergence. Voilà donc la clé de la fièvre, de l'extrême excitation constatée au lendemain du triomphe du métis africain et asiatique. Pour les Africains, la présence de cet homme à la Maison Blanche, devrait leur attirer le respect et la considération des autres races. Un sketch présenté par un humoriste sur une chaîne de télévision, a bien traduit le sentiment général, en montrant un Africain descendant l'avenue des Champs Elysées avec la tête haute et le col dressé.

Il n'est pas non plus tout à fait raciste d'imaginer un Blanc s'exclamant avec dédain après avoir observé cette scène : *« tiens, en voilà un qui rêve debout. Croit-il qu'il va changer le monde avec si peu ? Il oublie que nous les tenons fermement comme de petits chiens de compagnie et de toute façon, que nous les savons chroniquement sauvages et incapables de se prendre en charge »*.

Se sentir offusqué devant de telles déclarations n'est que peine perdue. La plupart des Européens ayant vécu longtemps en Afrique n'accordent aucune considération aux Africains dont ils ne connaissent que trop les travers. Ceux qui s'accrochent à l'Afrique savent, malicieusement, qu'un Blanc est toujours le chef, le maître, le vrai patron chez les Noirs, non pas qu'il s'impose, mais plutôt parce que ceux-ci cumulent tellement de complexes et fonctionnent sur des bases et une culture de circonstance

tellement dépravées, qu'il suffit d'un peu de ruse pour les commander.

Il faut d'ailleurs signaler à propos d'Obama, que le pauvre n'entend pas s'encombrer avec une Afrique qui pourrait au contraire lui attirer des ennuis, lui causer soucis et embarras, en rappelant brutalement à quoi et à quelle culture renvoie l'autre couleur de sa peau. Dans ce contexte, c'est plutôt une bonne chose que la fête d'appropriation qui a gagné l'Afrique après son élection, soit retombée aussi vite qu'elle s'était fait sentir. Les Africains eux-mêmes, aussi bien ceux du continent que ceux de la diaspora, sont revenus dans l'ensemble à la raison et pour certains à la nécessaire réserve, se rendant compte que rien ne valait tant de ferveur et d'excitation.

Le malheur a d'ailleurs voulu que le triomphe d'Obama intervienne, au moment où le dictateur du Zimbabwe installait son pays dans une répression féroce, accompagnée d'une effroyable épidémie de choléra. La situation au Zimbabwe a alors aidé à dévoyer l'inutilité et la vanité, creuset de l'éternelle équation conflictuelle du couple Noirs-Blancs, qui alimente encore dans certains esprits et écrits, l'arriération de l'Afrique noire.

XIV

Culture de soumission et institutions de plagiat

S'il y a un service que l'élite intellectuelle africaine devrait rendre très rapidement aux générations futures, c'est l'organisation d'une autocritique en règle sur les tribulations du continent depuis plus d'un demi-siècle concernant le choix d'un modèle de développement. En fait de choix, il s'agit de désordre, d'incapacité à opérer un discernement clair entre les objectifs de développement, et la tentation permanente subséquente, soit de verser dans le plagiat, soit d'épouser par défaut, des modèles inadaptés. Les élites africaines ont perdu un temps fou à vouloir se positionner par rapport aux idéologies dominantes dans la guerre ouverte entre les systèmes capitaliste et communiste. Ce qui s'est passé ressemble plus à la diversion pour masquer l'incapacité des dirigeants à répondre aux attentes des populations formellement libérées du joug colonial, qu'à un engagement concret à agir et à pactiser pour un camp quelconque. Il nous souvient à cet effet que les décennies 1960 et 1970 ont été marquées par des débats intenses sur les modèles de développement et les choix de société qui en découlent tout naturellement. C'étaient le socialisme contre le capitalisme, le libéralisme contre le dirigisme, le collectivisme contre la propriété privée. Les Africains sont entrés pieds et poings liés dans tous les aspects du débat, sans jamais être en mesure de dire en quoi ils étaient concernés, et sans pouvoir transcrire en termes accessibles pour les populations, le bénéfice réel ou supposé.

Que de temps perdu et que d'énergie gaspillée en fait, et pour découvrir au bout du compte que l'essentiel était ailleurs, dans le besoin élémentaire de maîtrise des données sur l'état des lieux d'une part, et la capacité de concevoir des solutions simples et appropriées d'autre part.

On a assez vu ce que pouvaient faire les intellectuels cousus de théories gonflantes importées des pérégrinations à travers le monde, et on connaît suffisamment ce que les oppresseurs successifs arrivés dans les valises de la colonisation ont légué comme institutions et orientations économiques. La réalité s'impose maintenant avec une embêtante interpellation. Ce dont les peuples africains ont besoin n'a rien à chercher dans les idéologies et les doctrines des écoles. Ce dont les peuples misérables et affamés ont besoin, c'est un minimum de facteurs développants. Fallait-il ou faut-il s'en remettre à une quelconque science de la pensée ou à une certaine stratégie de guerre entre les puissances dominantes de la planète ?

Les peuples affamés n'entendent que le bruit de leur ventre vide et les cris des enfants mal nourris, mal soignés et privés de scolarisation. Les peuples africains ne croient qu'aux routes, aux hôpitaux, aux écoles, à l'eau potable, à l'énergie électrique pour s'éclairer et soutenir de petites activités de production. Qu'a-t-on fait de plus d'un demi-siècle d'indépendance pour que l'on en soit encore à vivre des scènes de désespoir au cœur du continent ?

Il faut aujourd'hui avoir le courage de se désolidariser fermement des discours sans appel pragmatique et sans emprise sur les problèmes. La culture de la discussion stérile et d'un certain intellectualisme branlant et croulant, doit définitivement être larguée dans la poubelle. Le

complexe de la libre entreprise qui conduirait au capitalisme sauvage et à l'oppression de classes, doit subir une juste critique et une nécessaire reformulation, afin de ne pas continuer à perdre des intelligences dans le débat stérile anticapitaliste.

L'Afrique qui n'a pas su exploiter ses richesses ou qui en a été privée, doit comprendre que sans liberté d'entreprise et sans libération du génie, rien ne se fera, et rien ne se construira. Nous devons siffler la fin de la récréation, celle qui a plongé certains dans la léthargie et condamné d'autres à la tricherie, la discrimination, la paresse et la fainéantise. L'antiaméricanisme pratiqué et enseigné par des générations issues des mouvements révolutionnaires des lendemains des indépendances a causé un tort immense au développement du continent. Si la Chine et la Russie se retrouvent en plein dans le capitalisme financier et industriel, c'est que la seule voie de réussite, la seule voie raisonnable de travail et de construction du bonheur de la société, passe par la libre entreprise que nos envolées doctrinales ont longtemps vouée aux gémonies. Certes, l'on objectera que la crise financière et économique déclenchée en septembre 2008 aux Etats-Unis, a montré les limites d'un système bâti justement sur le règne d'une libre entreprise aveugle et outrancière. Mais devrait-on arrêter de conduire ou de construire des véhicules, parce que deux ou trois fous ont mal joué avec leur accélérateur et terminé la course dans un cercueil ?

C'est maintenant, qu'il faut combattre la tentation folle d'un égalitarisme et d'un communautarisme improductifs, ruineux, obscurantistes et antiéconomiques. L'Afrique doit choisir sans complexe la voie et la solution du progrès, de l'exploitation efficiente du génie, de la célébration des compétences et du mérite. On ne peut pas partager la

misère, ni construire la solidarité et la compassion sur le vide. Tant qu'une idéologie de la compétition et du progrès n'aura pas réellement pris le pas en Afrique sur les habitudes rétrogrades de mendicité internationale et d'accusation stérile, aucune stratégie cohérente de développement à long terme ne pourra voir le jour.

Ce qui est en cause, c'est la défaite des dirigeants que le continent a eus depuis un demi-siècle. Le modèle de développement s'il en faut un, ne peut reposer que sur l'exploitation judicieuse et honnête des atouts locaux, tant matériels qu'humains et naturels. C'est ce que Thomas Sankara avait compris et avait commencé à déployer au Burkina Faso, et c'est sans doute pour cela qu'il a été brutalement éliminé par les agents patentés de l'impérialisme international.

Bien évidemment, tout changement de cap vers une valorisation des atouts nationaux et une rupture effective avec les institutions d'emprunt reçues du colonisateur, passe par une révolution radicale. Il ne s'agit plus d'une révolution dogmatique creuset de quelques voyous en quête de reconnaissance. L'Afrique n'a plus besoin du genre de mégalomanes qui ont claironné des slogans marxistes léninistes de complaisance dans les décennies 1960 et 1970 en profitant du contexte international de guerre froide. Nous ne connaissons que trop les calamités de ces expériences au Bénin, au Congo, à Madagascar, en Ethiopie. Il faut réapprendre aux sociétés africaines à reconnaître le mérite et à récompenser la compétence dans toute sa plénitude et avec toutes ses conséquences.

L'axe principal des nouvelles avancées dépend intimement de la célérité avec laquelle une nouvelle société civile courageuse, imaginative, entreprenante et engagée, pourra émerger des cendres des pouvoirs

autocratiques qui écument le continent. Aucune révolution ne sera productive pour le changement à long terme, si elle n'est pas l'émanation des syndicats, des associations, des groupes d'intérêts communautaires, des rassemblements professionnels ponctuels et des unités de veille rurales impliquant effectivement les paysans, les jeunes, les femmes, les personnes âgées. Aucun pouvoir conséquent, porteur de projets ambitieux conformes aux besoins effectifs de construction du bien-être des citoyens, ne pourra se maintenir, déployer son programme et conserver la confiance des citoyens, s'il ne procède pas par une collaboration honnête et permanente avec la société civile. Ce que l'on constate à la lumière de l'expérience, c'est que tous les régimes qui se sont improvisés révolutionnaires sur le continent, ont systématiquement détruit toutes les structures de la société civile et jeté en prison, contraint à l'exil ou même assassiné, les leaders d'opinion les plus populaires.

Nous comprenons ici que la seule orientation acceptable est celle qui favorise le développement intégral de l'homme, privilégie l'ouverture de la société, et garantit les libertés fondamentales et les droits des individus. Aucune société s'accommodant du totalitarisme ne peut valablement engranger le bonheur matériel et moral pour ses citoyens. Le choix du modèle ne devrait donc plus être au centre des débats sulfureux et inconséquents. Par exemple, lors de l'ouverture d'un colloque international à l'université protestante d'Afrique centrale de Yaoundé le 06 avril 2009, le ministre camerounais de l'Enseignement supérieur le professeur Jacques Fame Ndongo déclare : *« A partir de Yaoundé, l'Afrique peut lancer un message à l'humanité entière, à savoir qu'il faille passer d'une civilisation de la recherche frénétique de l'avoir, à la civilisation du bien de l'être, une civilisation qualitative*

parce que c'est à cause du bien-être matériel que naissent les conflits ». A sa suite, le docteur Tagou, le coordonnateur de la rencontre et secrétaire académique de la faculté des sciences sociales et des relations internationales emboîte le pas : *« il est question de donner la possibilité aux étudiants africains de s'inspirer de nos cultures, de nos traditions pour proposer des alternatives »* (Cameroon Tribune, 07 avril 2009, page 11).

L'on voudrait avec toute la bonne foi y comprendre quelque chose sinon, on prendrait le risque de se faire mal aux méninges. Les Africains continuent de discourir sur la recherche tantôt d'une nouvelle voie de développement, tantôt d'une troisième voie, tantôt d'une voie originale. On n'a que trop entendu ces cohortes d'expressions et de mots alignés pour encombrer les galeries des séminaires, conférences et symposiums facturés à des milliers de milliards, ou pour encombrer les rayons des bibliothèques de thèses surréalistes. La période de la guerre froide avait favorisé l'irruption d'un discours sur la troisième voie, comme un vrai alibi d'idiots en mal d'explication des états de folie chronique. C'est terminé, l'unité du monde, et nous l'avons déjà souligné, s'est faite sur un consensus de l'utilité matérialiste. La probabilité d'une évolution qualitative dépend aujourd'hui, de la capacité d'épouser les seules valeurs du travail, du rendement, de l'économie et de la performance.

XV

Inadaptation chronique des systèmes éducatifs

La majorité des responsables africains de l'éducation, est incapable de dire sur quelles bases, quelles éthiques et quelles orientations, l'encadrement, la formation, et l'émancipation des élèves et étudiants sont assurés. L'Afrique cherche encore sa voix, et peut-être qu'elle ne cherche même rien du tout, se contentant de reproduire ce qui lui vient des autres, ou de continuer tranquillement ce que la colonisation lui a laissé. Il existe une grossière inadéquation entre les enseignements et les programmes d'une part, et les besoins de développement et de prise en charge effective des besoins élémentaires du pays, d'autre part.

Tout est fait dans une généralité abêtissante et inconsciente. On va à l'école comme au tout début, c'est-à-dire comme le premier jour où les Blancs ont créé les premiers centres de formation rapide et précipitée des premiers cadres locaux. Si hier, les colons avaient au moins le souci de la recherche d'une certaine qualité, aujourd'hui la confusion et les déformations propres à nos systèmes de prédation ont donné une image et une coloration plus que tristes à l'éducation.

Entre 1960 et 1975, on peut estimer que le continent disposait, au Sud du Sahara, d'institutions de formations de très bon niveau, tant que l'encadrement et les programmes demeuraient sous une certaine surveillance des anciens colonisateurs, et tant que par ailleurs, le nombre d'étudiants n'excédait pas un seuil critique. Les universités de Dakar au Sénégal, Makerere en Ouganda,

Ibadan au Nigeria, Yaoundé au Cameroun, pour ne citer que celles-là, jouissaient d'un prestige largement justifié par la qualité des formateurs, le contenu des enseignements, et le sens de la sélection basé essentiellement et effectivement sur le mérite. Malheureusement, au fur et à mesure que ces institutions ont gagné en autonomie et au fur et à mesure que la gouvernance générale des pays a viré au désordre et à l'autoritarisme, les institutions universitaires ont vu leur prestige et leur qualité tomber en désuétude. Trop de politique et trop de nationalisme de prédation ont compromis les structures et freiné le processus de maturation.

Il est possible de situer le processus de faillite à plusieurs niveaux. Le premier peut effectivement concerner la modification des cadres et des contenus de la coopération dans le domaine de l'éducation, entre les anciennes puissances coloniales et les jeunes Etats. Le deuxième pourrait prendre en compte plutôt l'augmentation importante du nombre de personnes entrant dans les centres de formation. Le troisième enfin, pourrait se concentrer sur une mauvaise prise en compte des exigences de coordination entre les programmes des différents niveaux et des différents âges de formation.

En fait, et comme toujours, rien n'a presque été pensé, et tout est arrivé dans une incompréhension et une impréparation déstabilisantes. En Afrique, une analyse des programmes des différents niveaux de formation dans la plupart des pays laisse pantois sur les besoins de compatibilité et de complémentarité. Tout se passe comme si les enfants de la maternelle sont destinés à un pays, ceux du primaire à un autre, et ceux du supérieur à tout un autre encore. Il n'y a donc ni souci de continuité, de jonction, ou d'harmonisation, ni souci de créer les conditions

d'émergence d'un sentiment nationaliste à partir des bancs d'école. Ce constat est encore plus dévastateur lorsque l'on va vérifier les programmes d'enseignement d'histoire.

Lorsque l'on interroge aussi bien les parents que les enfants sur les buts poursuivis à l'école, la réponse est toujours la même, la quête de l'influence et la garantie d'une vie de bonheur, en fait la recherche de gains. L'école c'est le moyen de gagner de l'argent, beaucoup d'argent et c'est tout. Le décor n'est pas loin de ressembler à celui d'une foire aux prostitués et aux proxénètes. Le résultat est simple à percevoir : en Afrique on ne forme pas des citoyens, mais des mercenaires, des irresponsables ou mieux, des cadres complètement extravertis, tournés vers un luxe distant, et voués à la concussion. Il n'est dès lors pas surprenant que les jeunes diplômés au chômage, s'estiment pris au piège et expriment une insatisfaction et une déception à la hauteur de leurs premières turpitudes et de l'inadaptation des programmes. Quand on est allé à l'école sans perspectives personnelles crédibles et motivé juste par les promesses artificielles de faire partie des gouvernants et des riches, on ne supporte pas de se retrouver nantis de tous les parchemins mais abandonné à la misère, tenu à la marge et contraint à la survie.

Il faut aller chercher une des causes profondes de cette inadéquation généralisée dans l'absence des politiques d'orientation et de personnels spécialisés dans le domaine de l'orientation. Si l'on peut observer que les pays avancés ne font plus rien en matière d'éducation et de formation sans passer par une programmation rigoureuse et des stratégies d'orientation, la conclusion de la perte de l'Afrique ne fait plus de doute. C'est un vrai naufrage.

A ce propos, il y a lieu de craindre que le fossé avec les pays avancés, se creuse davantage avec le temps, étant donné que même en ayant pris conscience des besoins et des exigences de programmation, les gouvernements soit tardent à élaborer des solutions appropriées, soit n'appliquent pas de façon méthodique les solutions élaborées. A titre d'exemple, on a vu apparaître dans quelques écoles de formation des formateurs, une filière de *conseiller d'orientation*, mais en lieu et place d'une sélection rigoureuse et d'un entraînement scientifique, on a privilégié le subjectivisme, la corruption, la discrimination et le tribalisme dans le choix des futurs cadres d'orientation. Finalement on a plutôt saisi l'occasion de la création de cette nouvelle spécialité pour recruter massivement des enfants de riches, des amis, des frères et des sœurs qui croupissaient au chômage, pour ensuite les affecter à des tâches purement administratives dans les ministères.

En réalité, les pays africains ont pris très peu d'initiatives dans le domaine de l'éducation, ils se sont contentés la plupart du temps, de copier bêtement ce qui se passe ailleurs, en Europe et aux Etats-Unis. Cette tactique choquante met les systèmes éducatifs africains à la traîne du reste du monde, et aggrave un système déjà terriblement inadapté. D'ailleurs, il est essentiel de mentionner que les seules réformes visibles depuis les indépendances des années 1960 dans le domaine de l'éducation, peuvent être ramenées à la mise en place de ce que l'on pourrait appeler une éducation censitaire. Dépassés par les conséquences d'une explosion démographique qui a vu le nombre de postulants à une formation progresser de façon phénoménale, les gouvernements ont limité l'accès aux institutions existantes, soit par une sélection arbitraire sous le prétexte

des notes obtenues par-ci et par-là, soit ouvertement par un système de taxation de l'ambition de connaissance. L'école est toujours payante de la maternelle à l'université dans la plupart des pays africains.

Evidemment, dans cette cabale gouvernementale, on a encouragé la création des institutions privées, lesquelles ne sont pas réservées pour les enfants de villageois ou de dockers. C'est donc clair, tout a été mis en œuvre, explicitement ou implicitement, jusqu'au tiers des jeunes désireux de recevoir une formation. L'animation des rues aux heures de travail par des hordes d'adolescents qui gèrent au mieux leurs ennuis et guettent la moindre occasion pour se faire entendre, en dit long.

Une autre préoccupation et une égale inquiétude, voire une même logique de culture de l'arriération, peuvent être décelées dans l'absence des politiques des recherches dans la conception, la gestion et la projection de l'université africaine. Il est depuis longtemps établi que les institutions universitaires ne valent que par leurs capacités de recherche, et les structures installées à cet effet. La domination technologique des Etats-Unis sur le reste du monde provient d'abord de la puissance des centres de recherche de leurs universités, lesquelles sont toutes dotées de structures de pointe qui fonctionnent à plein régime sur des programmes voulus, financés et soutenus par le secteur privé. Voici alors exposée, une rupture qui exprime et explique la perte de toute la chaîne de formation, rupture qui ressort de l'absence de relations étroites et par conséquent de collaboration entre les centres de lecture théorique, et les centres d'application pratique, en somme entre l'école et l'entreprise. La plupart des Africains désireux de se lancer dans la recherche scientifique de haut niveau désespèrent à longueur d'année, apparaissant comme des extraterrestres dans une

contrée de primitifs. De nombreux universitaires talentueux dont les travaux sont mondialement reconnus, choisissent soit de s'exiler, soit de se limiter à un minimum, avec du matériel obsolète au mieux.

Il n'est donc pas surprenant que les universitaires jadis engagés dans des recherches, se retrouvent emballés dans le costume trois pièces de ministres ou de hauts fonctionnaires contraints à la paperasse des bureaux. Les chaires des facultés sont en conséquence désertées et les étudiants abandonnés à eux-mêmes ou limités à quelques heures de cours. Au Cameroun, une enquête a montré que certains enseignants n'assurent même pas 30% de leurs heures de cours. C'est le cercle vicieux de l'irresponsabilité des gouvernants, l'absence d'incitations pour la recherche, le découragement des enseignants, la formation au rabais, la déroute des étudiants, et la décrépitude subséquente du système.

En réalité, les universités ont été créées un peu à la hâte, sans une réflexion approfondie sur leur organisation, leur équipement, et leur objectif. Beaucoup d'universités africaines dépassent à peine les collèges et lycées en matière d'équipements. Rares sont les facultés des sciences où l'on peut trouver de véritables laboratoires d'expérimentations. Et là où des efforts d'équipements existent, l'entretien laisse à désirer. Le revers de la médaille, c'est évidemment l'absence de publications et le peu de contribution réelle à l'avancement de la science. Comment peut-on rayonner, s'imposer, être connu et respecté quand on ne commet pas des ouvrages régulièrement dans sa spécialité ? Comment peut-on valablement se présenter au monde, comme une composante positive et non pas comme de simples prédateurs à l'affût des réalisations, des découvertes, et des inventions des autres, si aucune initiative structurée

n'existe pour une stratégie à long terme dans la recherche ?

Il existe une relation dialectique étroite entre la misère des enseignants et la propension des jeunes à se lancer dans des aventures d'émigration. Dès lors que celui qui est chargé de leur éducation, de les préparer à entrer dans la vie active, de les conduire vers le statut de citoyen et de responsable, affiche le désintéressement, le délabrement et le découragement, les jeunes de tous les âges ne croient plus à un destin heureux dans leur pays. Un entretien avec des jeunes de Dakar, de Douala, de Kinshasa ou de Kampala, fait ressortir les mêmes récriminations. « Pourquoi s'emmerder ici quand même les profs tirent le diable par la queue ? » Avec ce raisonnement, on a vite fait de quitter les bancs pour aller grossir les rangs tantôt de petits débrouillards, tantôt d'une délinquance rancunière, tantôt d'aventuriers prêts à toutes les illégalités pour atteindre leurs fins. Le cercle vicieux tourne au crime parfait, lorsque l'on se rend compte que les propres enfants des dirigeants du régime, mettent en cause la crédibilité du système éducatif et des structures de formation, pour construire des alibis d'expatriation. Ainsi donc, ceux-là mêmes qui tuent la recherche, clochardisent les enseignants et réduisent l'université à une coquille vide, s'empressent d'envoyer leurs enfants loin à l'étranger. Et comme un crime ne vient jamais sans conséquences collatérales, le pillage des caisses de l'Etat, la corruption et les détournements massifs, servent à financer les séjours dorés de ces étudiants spéciaux dans les grandes métropoles européennes et américaines. C'est à l'heure des comptes que l'on s'aperçoit que tel haut commis de l'Etat qui est mis en cause dans des actes de détournements de deniers publics, entretient une nombreuse progéniture hors du pays.

Pourtant, il suffisait seulement d'élaborer une politique solide et ambitieuse de l'éducation et de la formation en y consacrant tous les investissements nécessaires sur une longue période, pour éviter cette chaîne de conséquences négatives et compromettantes.

Les multiples initiatives privées dans le secteur de l'éducation et de la formation que l'on observe dans certains pays africains depuis le début de l'année 2000, vont sans doute permettre d'inverser la tendance. Mais il faudrait encore restructurer les programmes depuis les classes maternelles pour espérer enfin entrevoir dans un futur bien lointain, un réel retournement de la situation à l'avantage du développement local. Le drame, il faut le reconnaître dès les programmes du premier âge scolaire. C'est là que la conception, l'élaboration et le choix des programmes s'avèrent cruciaux pour le système éducatif. Dans le supérieur, même s'il est incontestable que le suivisme est de règle, c'est-à-dire que l'on copie souvent bêtement les réformes européennes et américaines, il demeure possible, s'agissant d'adultes, de compter sur le sursaut individuel de chaque acteur académique pour atténuer les éléments d'extraversion et intégrer une dose de facteurs locaux.

Il faut à ce propos, signaler la différence très nette observée entre les pays francophones et les pays anglophones au Sud du Sahara. Alors que les premiers se comportent comme des prisonniers du système français, les seconds font preuve de plus d'initiative, de plus d'indépendance, de plus d'originalité et de plus d'audace.

XVI

Représentation obsolète et inconséquente

L'on se serait légitimement attendu à ce que, plus d'un demi-siècle après l'accession formelle d'une masse d'Etats africains à la souveraineté internationale, l'image du monde noir change grâce aux efforts coordonnés et systématiques des dirigeants de ceux-ci. L'on se serait réellement attendu à voir émerger d'autres paramètres induisant une nouvelle considération et une revalorisation du continent, de son principal peuple, à travers une nouvelle culture d'externalisation de ses atouts. Hélas, le constat aujourd'hui n'est pas si différent de celui des années 1960 ou mieux que celui des années 1980. Décennie après décennie, les stratégies les plus en vue dans la démarche des Etats font davantage la promotion du recul que celle des avancées. C'est un pas en avant et trois en arrière.

Si l'on se hasarde à demander à un adolescent européen, chinois ou américain qu'est-ce qui symbolise mieux l'image de l'Afrique entre un ordinateur portable et une sculpture en bois délabrée, il pointera sans hésiter le doigt sur la sculpture. En fait, la représentation de l'Afrique noire reste coincée dans une conception et des préjugés de primitifs. Ce qui est très parfait, moderne, marqué de prouesse technologique, est perçu comme éloigné des capacités, de la culture et de l'intelligence de l'Africain. Le problème ici, c'est que cette perception négative et raciste n'est pas forcément le fait unilatéral des autres, des non Africains. Les Africains eux-mêmes ne se comportent pas de manière à laisser penser ou connaître

qu'ils sont plus que ce que les autres pensent d'eux, ou qu'ils ne sont pas seulement un passé bloqué, fixé dans le temps et dépendant des vestiges primitifs, des arts rudimentaires.

Nous nous sommes étendu peu avant, dans un chapitre précédent concernant l'échange inégal, sur les ravages de ces images de folklore déployées à chaque visite d'un Chef d'Etat européen. Il ne faudrait pas croire que notre image dans l'esprit de certains de ces interlocuteurs, va au-delà de ces trémoussements de statuettes et de tam-tams qui font vibrer des torses nus. On ne cessera jamais de le répéter, à savoir que personne, aucun peuple, aucune nation, ou aucun Etat, ne mérite dans le monde, plus que la représentation et l'image qu'il ou elle construit et entretient.

L'Europe et l'Amérique distillent toutes les valeurs, les récompenses, et les reconnaissances qui servent à fixer dans l'esprit de l'humanité, les noms, les objets, et les symboles dignes de vénération et de respect pour telle ou telle autre raison. De la littérature en passant par les sciences et les arts de toute sorte, l'Afrique doit attendre de Paris, Londres, Washington, ou encore Stockholm, la nouvelle qui lui dit le nom du maître, du premier, du puissant, du savant. On a vite compris que, selon que vous plaisez ou non à l'Occident, vous serez fait roi et récompensé. De Lech Walesa en passant par le Dallai Lama, on peut sonner la cloche du mérite pour la paix. Et les prix de littérature, jamais on n'a donné à un Mongo Béti, car jugé déplaisant, traité d'opposant et de danger pour les intérêts des tenants des idéologies commanditaires de l'esclavage, du colonialisme, du néocolonialisme, de l'impérialisme, de l'oppression, de l'exploitation de l'homme par l'homme. A tous ces savants noirs qui ont osé dire la fierté de ce qu'ils sont, de

ce qu'ils savent faire, des théories qu'ils maîtrisent à l'insu ou au vu de l'Occident, il faut fermer la porte du panthéon universel.

Voilà ce qui manque en fait, une prise en charge par l'Afrique de la promotion de sa propre image, une invention de ses propres instances et institutions de représentation dans le monde, dans les sciences, les arts de toute sorte. Si vous vous faites premiers, vous serez traités comme tel, du moins dans le champ de compétition qui fait de l'auto-élection et de la proclamation claire des intentions et ambitions, la clé de la considération.

Les diplômes ne comptent donc pour rien, face aux préjugés têtus de l'histoire. Il faut, non pas combattre de façon faussement réactive ou ponctuelle comme le montrent ces colères hystériques qui ont suivi le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar, mais plutôt travailler sérieusement à détruire les racines, les causes voire les sources des défaillances culturelles qui favorisent encore ces préjugés. Et puisqu'il n'y a pas un autre acteur institutionnel plus nanti de moyens que les Etats, il faut alors songer à mettre à leur commande, des gens mieux préparés et plus outillés aussi bien intellectuellement que moralement. Il faut arriver à concurrencer l'Occident sur le terrain qui lui sert pour se positionner toujours au premier rang, en donneur de leçons, en censeur du monde, en gendarme de la probité morale, et professeur de toutes les sciences. Pourquoi faut-il que ce soit l'UNESCO qui héberge en son sein, un prix Félix Houphouët-Boigny pour la paix ? Pourquoi faut-il que ce soit en Suède, que l'on reconnaisse le mérite de l'archevêque sud-africain Desmond Tutu pour la recherche de la paix ?

Trop d'interrogations conduisent à croire que le problème va au-delà d'une banale planification

néocoloniale qui a abouti à imposer et à entretenir des potentats à la tête de la plupart des pays de l'Afrique noire. Il faut craindre que nos soupçons, mieux nos démonstrations des tout premiers chapitres, ne trouvent ici une matérialisation quasi diabolique, insurmontable. Au fait, avoir été colonisé voudrait-il dire que l'on a perdu tout sens de l'invention, de la créativité et de l'audace. Les Noirs n'ont jamais, que je sache, signé un pacte de reddition qui les condamne définitivement et éternellement dans les seconds rôles, ou pire, dans le silence et l'absence.

Il faudrait absolument casser cette dynamique historique de vassalisation et de défaite. L'Afrique devrait pouvoir ériger ses monuments somptueux, ses panthéons, ses champs d'expérimentation, ses prix, ses étalons de reconnaissance. Qui a dit que nous devons toujours aller chercher et recevoir des prix à Paris, Londres ou Washington ? Le comble est atteint lorsque, de pauvres nègres récompensés certainement pour leur docilité, leur servilité, et leur complicité, sont célébrés sur le continent en héros, en génie. Piètres individus qui aggravent la désolation et l'arriération de leur peuple ; ils sont tout, sauf Aimé Césaire ou Mongo Béti. Ils sont tout, sauf Tchundjang Pouémi et Cheikh Anta Diop.

Nous parlions des Etats et des moyens. Il se trouve qu'en nous souvenant de ce que fait un Etat pour son image, pour son extériorisation et pour sa considération, la mission diplomatique apparaît comme la locomotive structurelle à l'étranger. C'est en effet à partir de la logistique de la représentation officielle, que se mettent en œuvre concrètement quelques axes des stratégies de visibilité. Les Africains qui l'ignorent encore, devraient être instruits de ce que rien dans les centres culturels français et américains, les Instituts Goethe, les British

Council, ne relève du hasard ni de la trop bonne volonté d'aider les Nègres à lire et à écrire. Ces institutions sont des outils, des instruments organiques de politiques de pénétration, de démonstration, et de conquête. On ne vend pas seulement l'image, on en impose et on veut que cela se sache, soit respecté et intégré.

Une ambassade c'est donc déjà une arme pacifique, une tête de pont visible à laquelle sont assignés des objectifs précis d'ailleurs reconnus et validés par le droit international par ces conventions de 1961 sur les relations diplomatiques et de 1963 sur les relations consulaires signées à Vienne. A l'observation, la plupart des Etats africains ont à peine conscience de cette réalité. Si l'ambassadeur se plaît à l'étranger dans les nombreuses réceptions et cérémonies protocolaires, le reste de ses collaborateurs, quant à eux, se transforment facilement en comptoirs d'affaires, organisant des trafics légaux et illégaux qui leur rapportent des fortunes. La promotion de l'image du pays est reléguée au second plan.

La dimension consulaire est encore la plus négligée, pour ne pas dire oubliée lorsqu'il s'agit de la protection des nationaux. Qu'un Européen ou un Américain soit victime d'un accident, d'une injustice quelconque ou même d'une brève arrestation justifiée, et son pays se fend en communiqué menaçant ou rassurant. L'Africain émigré est proprement un orphelin dans la mesure où il ne peut pas compter sur le soutien de son pays. Généralement, c'est à travers les informations générales que les familles des victimes peuvent être informées de leur malheur. Pour qu'il y ait un commencement de préoccupation officielle, il faut que le concerné soit un membre de famille d'un haut dirigeant du pays. En fait, irresponsabilité, ignorance, peur, opportunisme et carriérisme se mélangent pour créer une diplomatie de démission, suivant en cela, la

vassalisation globale de l'Etat, et l'instinct permanent de subordination.

Il est important également, de mentionner, après analyse, que le manque de perception de l'intérêt d'une promotion de l'image par une représentation plus professionnelle et tous azimuts, est ici aussi, inséparable de la nature, du statut, et du type de légitimité des dirigeants. C'est cependant une thèse qui a souvent été battue en brèche ailleurs dans le monde, mais pas en Afrique. L'on se souvient que des voix officielles s'étaient élevées au Gabon et au Congo Brazzaville, pour suggérer la révision des accords de coopération avec la France, ceci après que les tribunaux parisiens ont ouvert des enquêtes sur les biens immobiliers de Omar Bongo et Sassou Nguesso. En réalité il ne s'agissait que de menaces sans lendemain, eu égard au degré de soumission et d'inféodation des régimes des deux pays aux planifications géopolitiques et stratégiques de la France. Comment deux Chefs d'Etat qui doivent leur survie à la mère patrie, pourraient-ils logiquement faire vibrer une fibre nationaliste face à cette dernière, quels que soient le degré, le moment et la nature de l'affront ?

Ce sont en fait les représentants illégitimes de l'Afrique noire qui renvoient au monde l'image du masque brut, appauvri, primitif, sans aucun génie digne d'admiration, ni de curiosité scientifique. Il faut voir comment les Africains essayent de s'approprier les trésors et le génie de l'Egypte ancienne, pendant que les Européens font tout pour les en dissocier. Personne dans le gotha scientifique et intellectuel occidental, ne souhaite présenter l'Afrique autrement que dans les bas-fonds de la création et de la pensée moderne. On préfère célébrer le footballeur sénégalais ou camerounais, mais pas le mathématicien congolais, le philosophe nigérian, le brillant ingénieur

camerounais de Microsoft, le malien spécialiste de la planète mars de chez la NASA.

C'est donc tout simple à concevoir et à valoriser dans la présentation publique. L'Afrique n'a que les matières premières, et ce que l'on doit connaître de la Côte-d'Ivoire par exemple, doit se limiter au cacao brut, même pas au chocolat. Il en est de même du Congo Démocratique. Ici, il n'est pas autorisé de penser que ce pays peut offrir autre chose au monde en dehors des minerais bruts du Katanga. Les usines, les industries, même toutes petites ou moyennes, les activités de transformation et de recherche, ne nous ressemblent point. Tout ce qui est calculé, réfléchi, mécanisé, manufacturé, serait loin de nos capacités et de notre culture. Non seulement nous ne faisons rien pour battre en brèche ces croyances dignes des sectes maléfiques, mais plus graves, nous les encourageons. Le mal réside dans une attitude de tous les jours, dans une démission qui en réalité concerne dorénavant toutes les couches, tous les âges et tous les niveaux de responsabilité. Nous sommes incapables de nous projeter au-delà de leur miroir, ce miroir manipulé par l'Occident qui nous revient sous la forme de plusieurs supports didactiques et emblématiques : livres, films, publicités, symboles, devises, chants, danses. C'est de tout cela que résulte notre suprême religion des vaincus. Ce n'est même plus seulement comme disait Césaire dans son mélancolique *Cahier d'un retour au pays natal*, une affaire de « ceux qui n'ont inventé ni boussole ni machine à vapeur », c'est une affaire de ceux qui ne savent pas ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent et comment ils doivent obtenir ce qu'ils veulent.

J'ai souvent fréquenté les musées les plus en vue à l'étranger à l'instar du Louvre à Paris, et consacré un temps important à parcourir les galeries d'art où sont

régulièrement exposés ce que l'on appelle là-bas les tableaux des grands maîtres. Au bout du compte, je n'en reviens presque pas en faisant le constat selon lequel, certains tableaux entretenus négligemment en Afrique méritent une égale considération. Pour une peinture presque banale, les Européens la positionneront dans un cadre spécialement conçu et en feront tout un programme. Il suffirait pourtant de changer de nom d'auteur pour que les appréciations changent radicalement de ton et que les spéculateurs fassent varier la valeur du simple au quintuple et vice versa. C'est toute une culture à laquelle, l'Afrique noire n'a pas encore accédé, et tarde même à en comprendre l'importance, la substance et la signification.

Qu'est-ce qui empêche réellement deux ou trois Etats africains de créer à Paris, Londres, New York, Moscou ou Pékin, des centres culturels, des vitrines marchandes spécialement aménagées pour promouvoir une image positive de leurs cultures, de leur savoir-faire, de leur manière d'être ? Des sommes exorbitantes sont pourtant dilapidées pour entretenir des comparses dans les réseaux des médias étrangers, avec une propagande mensongère de mauvais goût uniquement destinée à célébrer la gloire des rois nègres, lesquels n'auraient jamais mérité une seule ligne positive dans une édition. Des journaux aussi respectés que *le Monde*, *international herald Tribune* et bien d'autres, n'ont jamais résisté à ces tentations, jouant de cupidité sur le dos des pauvres africains pour lesquels ils se prennent de temps en temps de pitié. Des histoires telle celle qui met en exergue un Chef d'Etat africain ayant payé plus de cinq millions de dollars à un cabinet de lobby à Washington pour arranger une rencontre avec le président américain ne sont que la face visible d'un vaste scandale.

On découvre un autre aspect de la représentation inconsciente lorsqu'il s'agit de vérifier les compétences de l'entourage des Chefs d'Etat africains en séjour à l'étranger. C'est une véritable catastrophe. Ceux-ci sont rarement accompagnés de leurs compatriotes les plus compétents et les plus disants sur les plans professionnel et moral. Les cadres valables étant généralement tenus loin à l'écart des affaires, et de toute façon ne souhaitant pour certains aucune implication dans des régimes sales, ce sont les gens de petite vertu qui sont le plus souvent assis à la table de négociation, des gens facilement corruptibles, facilement impressionnés et trompés, dupés avec quelques cadeaux empoisonnés voire des comptes et des résidences clés en main. Comment dans ces conditions espérer mieux, en somme s'attendre à autre chose qu'à la moquerie et la déconsidération permanentes ?

Ceux qui fréquentent les administrations des organisations internationales ont pu se rendre compte que sur dix fonctionnaires internationaux africains, sept au moins sont généralement imposés par les Etats, parfois directement par la présidence de la République. Le Chef de l'Etat a dû négocier avec le directeur général, le secrétaire exécutif ou le secrétaire général, selon la dénomination en cours dans l'organisation. Evidemment il serait plus qu'illusoire, de s'attendre à voir un de ces Chefs d'Etat illégitimes et contestés, choisir pour sa suite, des nationalistes hautement conscients des intérêts nationaux du pays, ou des intellectuels prêts à claquer la porte d'une négociation pour affirmer la dignité d'un peuple. Il n'y a pas lieu ici, d'évoquer une quelconque élégance, un quelconque respect des circonstances, ou quelques obligations voire des usages protocolaires. L'expérience a démontré que les plénipotentiaires des grands pays ne se gênent pas de quitter la table des

négociations, lorsqu'ils ne sont pas satisfaits du sort réservé à leurs intérêts nationaux. Tout est donc question des prédispositions d'esprit, des qualités intrinsèques des représentants, et surtout de la qualité de la relation entretenue avec le plus haut représentant de l'exécutif du pays, en somme le chef de l'Etat.

Le message en retour à une jeunesse déçue et devenue accrochée à tout ce qui peut mener rapidement à la gloire, c'est que, pour aller travailler à l'ONU ou à l'Union africaine, il faut lécher les bottes du président, de ses proches, de son épouse ou de son parti. On oublie même que des voies d'accès directes, certes difficiles, mais uniquement fondées sur la compétence, existent aussi.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres, la véritable représentation de l'Afrique noire reste à concevoir, à construire et à valoriser. Il faudrait quitter la culture des bouts de bois sculptés pour embrasser celle des matériaux transformés et des produits finis. Que cessent donc ces cadeaux malheureux et décidément obsolètes avec lesquels les dignitaires africains encombrement les mallettes de leurs hôtes européens. L'Afrique produit bien autre chose et peut offrir autre chose.

XVII

Désertion et démission collectives

Il aura fallu du temps, beaucoup de temps, pour que je comprenne, et pour que d'autres Africains comme moi comprennent et réalisent certaines de nos déformations culturelles, à partir des noms choisis pour les enfants. De prime abord, il me fut difficile de trouver une explication au fait que tous les membres d'une famille européenne, portent le même nom. En me référant à la pratique africaine, je penchais plutôt à croire que c'est nous qui étions dans la bonne direction en donnant des noms différents, éparpillés, aux enfants d'une même famille, d'une même lignée.

Il faut essayer de réfléchir aux implications de la pratique africaine, pour mesurer quelques retombées déplorables, par exemple les mariages entre personnes de la même lignée, de la même descendance. Par ailleurs, les conséquences vont encore plus loin, et influencent négativement la constitution et la préservation du patrimoine, défaillance sur laquelle nous avons consacré un précédent chapitre. On retrouve facilement en Afrique, dix enfants de noms totalement différents, et donc avec des probabilités en cas de longue séparation, de ne pas se reconnaître comme étant de la même famille. Si l'on considère une situation de catastrophe naturelle ou pire, un génocide qui contraint des milliers de gamins à la séparation avec leurs géniteurs, il n'y a presque pas de chance de réussir à reconstituer intégralement les familles plus tard en temps de paix retrouvée. Voici donc révélée, une des failles cruciales des traditions familiales

africaines. Les noms étaient et sont encore donnés en Afrique noire, pour satisfaire à des commodités, des rites, voire des exigences de circonstance sans aucun rapport avec une réelle politique de la préservation de l'identité de la famille. Une épouse de mon père, lui ayant été pratiquement donnée par quelqu'un en récompense d'un service rendu, il fut décidé que le premier enfant né de cette femme, porterait le nom de son grand-père maternel. Chez les Bamiléké du Cameroun, la tradition des homonymes bat toujours son plein. Il arrive même que les accouchements successifs dans un couple, soient liés à la volonté, et peut-être même la nécessité, de satisfaire des personnes influentes des deux côtés. Il faut un homonyme pour les deux beaux-pères, les deux grands-mères, les oncles, les personnes qui comptent dans la société. L'on enseignait que cette pratique rendait riche, et qu'en termes de moyens de survie et d'éducation des enfants, les homonymes souvent bien placés, s'en occuperaient.

Il est aisé d'en déduire qu'en fait, plus l'on est riche, puissant, influent et marquant dans la société, plus les homonymes afflueront. Evidemment, ceux qui n'ont rien ou ne sont véritablement rien dans la logique de l'influence sociale, ne s'attendent pas à avoir des homonymes.

Si seulement l'on pouvait considérer que les dégâts se limitent à ce niveau, l'on comprendrait. L'embêtant aujourd'hui c'est qu'avec le départ massif des jeunes et même des adultes pour l'étranger, la situation perdure et menace de plus belle la préservation de tout patrimoine familial. De plus en plus de parents africains ont choisi d'envoyer leurs enfants à l'extérieur sans mesurer les conséquences réelles pour la survie de la famille. On les entend soutenir que tout ce qui peut faire le bonheur de leur enfant les arrange, même si celui-ci, au bout de sa

formation, ne revient pas et se fait citoyen d'un autre pays. Mesure-t-on seulement le drame qui se profile à l'horizon ? Il s'agit d'une forme de démission associée à un égoïsme et une inconscience des plus condamnables. Un richissime homme d'affaires camerounais au soir de sa vie, regrettait à haute voix, que ses enfants ne soient présents pour recevoir son testament oral, ses dernières volontés. Il y a mieux, le cas des châteaux, des fortunes abandonnées dans l'anonymat par manque de suivi. Demain, personne ne pourra plus jurer que deux cousins ne se sont pas mariés en Allemagne, en France ou aux Etats-Unis dans l'ignorance totale de leur affinité familiale. Si seulement la science a déjà tranché le sort des enfants issus de ce genre de couple, alors il faut convenir que les Africains sont les premiers à en payer un prix élevé.

Ce problème mériterait que les gouvernants africains le prennent en charge et diligentent des campagnes d'explication, de sensibilisation et d'éducation. Hélas, pour celui-ci comme pour beaucoup d'autres, une opération de rectification n'est pas pour demain. Ce que les jeunes cadres instruits et alertés par le phénomène font, c'est de donner deux ou plusieurs noms à l'enfant. La technique consiste à donner d'abord le nom de famille en premier, et d'ajouter le nom du proche choisi. Mais en ce qui concerne ceux qui s'expatrient, il n'y a pas vraiment de solution. Lorsque l'on sait que certains partis pour étudier ne reviendront jamais, il y a de quoi invoquer un état d'urgence sur la question. A propos justement de cette expatriation des enfants, les grands cadres, les intellectuels, participent à la construction du drame. Très peu de dirigeants africains pensent aux conséquences de cette pratique, et très peu réfléchissent au-delà du seul prestige et de la fausse importance que leur procurerait la

présence de leur enfant dans les universités huppées étrangères. La culture de la suffisance dans son milieu naturel n'existe pas, et la fatalité, alliée à une démission collective, tend à développer une vision réductrice et banalisante des atouts de l'environnement immédiat. Certaines causes de cette mentalité d'extraversion ont été étayées dans un précédent chapitre consacré à l'éducation.

Certes, on ne peut pas s'empêcher d'évoquer toutes les imperfections qui entretiennent une frustration permanente dans l'esprit de nombreux membres valeureux de la diaspora, et les incitent à se détourner de leur foyer national. La question qui demeure pourtant, c'est celle de savoir si en tournant définitivement le dos à son histoire, à sa source d'inspiration culturelle originelle, on contribue à faire autre chose qu'à s'installer dans une désolation et une démission encore plus cruelles. S'il arrivait à quelqu'un d'évaluer ou de transformer en capitalisation boursière la somme des compétences africaines dispersées à travers le monde, il y a fort à parier que cela représenterait une force de frappe industrielle, financière et technologique suffisante pour prendre le contrôle de plusieurs multinationales de premier plan. Voilà un énorme patrimoine sacrifié, dilué dans les arcanes tentaculaires d'une globalisation qui ne procure pas tout le bonheur mérité ou attendu à l'Afrique. Il y a dans ce constat de manque et de perte, une inconsistance propre à la culture des sociétés qui n'ont pas su ou pu développer un certain orgueil.

La précision à propos de l'orgueil est importante, pour bien signifier qu'il ne s'agit point de parader ou de fanfaronner sur des bases malsaines, non plus d'exposer ou de s'entêter de faire valoir des qualités, des acquis et des critères qui s'effondreraient à l'examen de leur substance réelle. Ce qui est invoqué ici, c'est plutôt le

souci de privilégier d'abord ce qui est nôtre, ce qui sied mieux et de façon naturelle à nos capacités, à notre intelligence. Les Asiatiques nous administrent la meilleure preuve de cette intelligence du pragmatisme et du possible, mais aussi de projection et de conquête dans le temps. En moins d'un demi-siècle, les dragons d'abord et la Chine ensuite, ont transformé l'industrie mondiale et le commerce, sans rien changer à leur manière de vivre et de penser, et sans détruire ni même seulement altérer les fondamentaux de leurs richesses culturelles. De la Chine de Mao Tsé Toung et Deng Xiaoping, de celle de la révolution culturelle à celle des puissants organisateurs des Jeux olympiques de Pékin de 2008, l'on peut simplement remarquer que le col Mao a cédé la place au costume de coupe occidentale. Le parallèle avec l'Afrique enseignerait autre chose, une opposition brutale entre une culture complètement faite d'emprunt, d'adaptation et d'imitation dans la période moderne, avec une culture faite de réserve, de valorisation de soi, et de pénétration intelligente des espaces étrangers.

Cette grande Chine que l'on craint dorénavant et que l'on lutte pour contenir, ne s'est jamais souciée d'afficher une grosse tête, et encore moins de chercher à masquer certaines des conditions à partir desquelles, elle tient sa force. Pendant qu'à Pékin, les vélos sous la forme la plus simplifiée continuent de discuter la voie publique aux véhicules de luxe coûteux et rutilants, des irresponsables installés illégitimement à la tête de certaines villes africaines, votent des lois scélérates pour proscrire les deux roues dans les centres urbains. Nous revivons à travers cet exemple le paradoxe longuement décrié au début de ce livre, et lequel ressort de la course effrénée des Africains vers des biens de luxe sans aucune mesure avec leur niveau global de développement et les besoins

essentiels de leur société. Les choses commencent d'ailleurs à se présenter comme si l'Afrique avait fait le serment de tronquer son patrimoine contre un patrimoine aléatoire et superficiel totalement déconnecté de ses réalités culturelles et anthropologiques. Il règne en Afrique noire une volonté de chasser le naturel sans discernement qui ne résulte ni de l'esclavage, ni de la décolonisation, ni de l'ordonnancement matériel, scientifique, politique et diplomatique du monde.

Hier, on ne regrettait que l'invasion des produits européens qui sont les voisins les plus proches. Aujourd'hui, le constat selon lequel l'Afrique est à la fois le champ d'expérimentation de toutes les aventures et la plus importante poubelle de la planète, s'impose sans contestation. Jusque dans les villages les plus reculés, il faut apprendre à consommer ou à utiliser des produits asiatiques dont certains représentent un danger à la fois pour l'écosystème et pour la survie des espèces humaines et animales. Il faut s'habituer dans les villes africaines, et ce depuis que la crise a changé la donne dans la consommation des ménages américains, à des tas de gadgets suspects made in USA. Les exigences de protection de l'environnement, notamment la réduction des émissions des gaz dans l'air, ont transformé des millions de gros véhicules 4x4 en quincailleries bonnes pour la casse, mais aussi et du coup, bonnes pour une élite africaine inconsciente, pressée de paraître, pressée d'épouser une face du monde dépassée, pressée de goûter au plaisir des bourgeoisies inutiles et mafieuses des cités balnéaires occidentales. C'est ainsi que des marques et des modèles de véhicules américains dont les Africains n'avaient connaissance de l'existence qu'à travers les films, encomrent dorénavant les chaussées étroites de Douala, Dakar ou Kampala. Ces véhicules destinés en fait

à la casse et livrés au premier idiot à vil prix, ont trouvé une nouvelle gloire au royaume des laissés-pour-compte et des adeptes de la culture de l'inconséquence.

L'Afrique noire est devenue, tantôt le cimetière honorable de corps proscrits ailleurs, tantôt le marché faussement noble et accessible des poulets à la dioxine, des carcasses de vaches folles, des résidus déclassés des stocks de réserve des armées occidentales, des déchets de fuel lourd sortis des cuves des navires marchands, des farines périmées, des déchets chimiques toxiques, des matériaux bourrés d'amiante. A cause de la prévalence de la culture de jouissance immédiate, la culture du vivre au présent, du vivre pour aujourd'hui et tant pis pour demain, chacun peut venir ici se débarrasser de ses ordures les plus répugnantes, car pour une poignée de devises trébuchantes et sonnantes, n'importe quel maître des lieux est prêt à vendre son âme et à livrer ses semblables au diable.

Ici aussi, les prédateurs confortablement installés au pouvoir, ne pensent pas assumer une quelconque responsabilité dans la prostitution de toute l'économie à une si mauvaise école, et pour des récompenses de si troublantes perspectives.

Conclusion

Le spectacle qu'offre l'Afrique au monde à la fin de la première décennie de l'an 2000 est pitoyable et incite à toutes sortes de réflexions, d'observations et de conclusions. En dépit d'un état des lieux incontestablement lamentable, rien ne semble indiquer que les Africains dans leur grande majorité ont une idée exacte des causes profondes du mal. Si les masses rurales pointent facilement du doigt les élites politiques, d'affaires, et intellectuelles, elles ne soupçonnent pas un seul instant qu'elles sont elles aussi responsables pour être restées attachées à quelques traditions obscurantistes peu propices à l'épanouissement de la société et à l'amélioration pas seulement de leurs conditions d'existence, mais également et surtout de l'expression de leurs droits citoyens et les libertés en général. Les élites intellectuelles, quant à elles, jouent à dribler les paramètres qui les exposent à une critique sévère, pour se réfugier dans l'argumentation trop facile et obsolète du mal venu de l'étranger.

Ce qui est fondamentalement en cause dorénavant, recouvre une interrogation sincère sur la capacité des Africains à briser les tabous d'une autocritique en règle, pour accepter enfin un inventaire objectif des forces et des faiblesses de leur culture. Continuer de soutenir que l'évolution catastrophique de l'Afrique noire doit quelque chose à quelqu'un d'autre qu'à elle-même c'est tout simplement abdiquer devant l'urgence d'une reconstruction psychologique et morale. Nous n'allons pas refaire l'histoire, mais nous avons les moyens de sonder, d'interroger, d'interpeller et de corriger sinon d'adapter

notre culture. Culture s'entend ici, un état d'être, de faire, de penser, d'organiser, de se présenter et de s'extérioriser qui façonne, conditionne, et détermine finalement notre existence.

Dans cette optique, il faut s'écarter des illusionnistes qui font la promotion d'une école dite de la renaissance de l'Afrique. Il est trop tentant de se fondre dans le moule d'un cadavre pour appeler à une réinvention de la médecine dans l'espoir de redonner vie à des morts. La seule invocation de la renaissance suppose la validation et l'exploitation de l'étape de la gloire, qu'il reste à trouver, à expliciter substantiellement et à situer dans le temps. Non, nous ne saurions être en quête de renaissance, nous ne pouvons qu'être en quête de réajustement par rapport au mouvement global du monde qui semble nous échapper. Il s'agit de compter en acteurs, en décideurs, en producteurs et en conducteurs dans tous les processus d'expression de l'humanité et non plus seulement en consommateurs, en spectateurs en chairs à canon, en éternels mendiants, en responsables des plus grandes désolations.

L'Africain noir peut-il changer, se défaire de ces lourdes tares, de ces frustrations qui ont marqué et marquent toujours son temps, ses temps ?

Toutes les études réalisées sur l'Asie aboutissent aujourd'hui à fonder sans aucune contestation possible, ses mutations positives successives à des traditions culturelles solides. Nous n'étions pas si loin ou si différents les uns des autres, mais nous sommes dorénavant si loin et si différents les uns des autres. L'Asie était si loin et si différente de l'Occident, mais elle est dorénavant si proche et si considérée par l'Occident.

Faudrait-il donc définitivement désespérer pour l'Afrique noire, si tant est que le mal ressort d'une culture

aux antipodes du progrès universel ? La réponse n'appartient plus à notre génération. C'est aux prochaines générations qu'il reviendra de statuer.

Mais quoi qu'il en soit, l'Afrique noire a un grave problème d'identité, de projection, et d'intégration dans le monde moderne, dont les fondements sont incontestablement culturels. Et si c'est aux prochaines générations qu'il appartient sans doute, sans doute seulement, d'apporter quelques réponses à des interrogations vives d'aujourd'hui, il est encore plus incontestable, que la génération d'intellectuels et de dirigeants noirs actuels, ne peut pas se contenter d'analyser, de sonder, de diagnostiquer et d'exposer le problème ou les problèmes du continent. Chaque génération a pour elle, la mission de contribuer à l'avancement des sciences, à la modernisation de la société humaine et à l'amélioration subséquente des conditions d'existence des gens. Une telle approche dynamique du rôle et de la place des générations dans l'histoire, implique le courage de la dénonciation, de la contestation, de la proposition et de la révolution. Certes, les révolutions ont un coût, celui des tas de cadavres et des montagnes de destructions, mais il relèverait d'une insoutenable et d'une haute trahison, si nous ne nous prononçons pas instantanément, contre la peste des régimes politiques sales, des présidences à vie, des élites corrompues, des relations injustes d'exploitation avec les anciennes métropoles, et des projets de reconversion des républiques dictatoriales en monarchies sauvages où, comme au Togo, des fils nourris par les mamelles d'un des plus sanguinaires dictateurs du continent, se disputent le pouvoir en plein jour et au grand dam d'une population anesthésiée.

Il faut croire, en dépit de quelques marges de respectabilité et de courtoisie pour l'espèce humaine, que l'Afrique s'assombrit chaque jour un peu plus, par des pratiques qu'aucune civilisation, aucune tradition culturelle ni aucune logique politique, ne toléreraient. L'Europe aurait-elle pu accepter de voir siéger dans une assemblée du peuple le fils d'un sanguinaire à l'instar de monsieur Zanga Mobutu au Congo Démocratique ? Nous ne sommes ni dans une logique de pardon institutionnel, ni dans une consécration de la puissance des stratégies de survie politique. Ce que le triomphe public des rejetons des dictateurs signifie ici et là au Sud du Sahara, c'est la profonde faille existant dans la traduction culturelle de notre échec général face aux exigences de la conscience des classes antagonistes et des intérêts divergents entre les familles de ceux qui dirigent et oppriment, et les familles de ceux qui sont dirigés et opprimés.

Si les certitudes de notre défaillance globale naissent des avatars de notre culture, les tentations de pérennisation des dictatures elles, résultent de notre démission collective et de notre passivité chronique. La somme de ces deux négations induit, dans une relation étroite et intime relation dialectique, notre défaite. Ce n'est ni la faute d'un demi-millénaire d'esclavage, ni la faute d'un siècle de colonisation, ni la faute du néocolonialisme et de l'impérialisme. L'Afrique noire est congénitalement malade, indolente.

Du même auteur chez le même éditeur

Mémoires d'un diplomate africain, 2009
Réflexions sur l'état du monde (2007), « Points de vue », 2008
L'Afrique et la mondialisation, « Points de vue », 2009
Pouvoir politique et autoritarisme en Afrique, « Points de vue », 2009
La crise de l'intelligentsia africaine, « Points de vue », 2009
Réflexions sur les crises de la société camerounaise, « Points de vue », 2009
La politique africaine de la France en question, « Points de vue », 2009
L'intelligentsia camerounaise : autopsie d'une décrépitude, 2008
Afrique : l'inéluctable effondrement des dictatures, 2008
Avancez, ne nous attendez pas !, « Points de vue », 2008
Ces dinosaures politiques qui bouchent l'horizon de l'Afrique (2003),
« Points de vue », 2008
Coexistence contentieuse entre les nations (1985-1998),
« Points de vue », 2008
Le crépuscule sombre de la fin d'un siècle tourmenté (1999-2000), « Points
de vue », 2008
Droits de l'homme et droits des peuples dans les relations internationales,
« Points de vue », 2008
L'orée d'un nouveau siècle (2001), « Points de vue », 2008
Pensée unique et diplomatie de guerre (2002), « Points de vue », 2008
Réflexions sur l'universalisme (2005), « Points de vue », 2008
Repenser la diplomatie (2004), « Points de vue », 2008
Un Africain au musée des Arts premiers, « Points de vue », 2008
Nécessité d'un profond changement dans le Cameroun d'aujourd'hui, 2004
Jeux et enjeux des Etats dans l'ordonnancement géostratégique planétaires,
« Points de vue », 2009
La France a-t-elle commis un génocide en Afrique ?, « Points de vue », 2009

L'HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt; Kossuth L.u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15 . 167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226
Ouagadougou 12
(00226) 50 37 54 36

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP 243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy Rue KA 028
En Face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN COTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / Cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N°472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
Immeuble Olympia face à la Camair
BP 11486 Yaoundé
(237) 458.67.00/976.61.66
harmattancam@yahoo.fr